

LA FLAMME DES BANLIEUES

Prolétaires Internationalistes

EDITIONS COMMUNAUTÉ DE LUTTE

La flamme des banlieues

Prolétaires internationalistes

Editions Communauté de Lutte

<http://www.proletariosinternacionalistas.org>

info@proletariosinternacionalistas.org

Edition originale en espagnol (2013)

La présente édition en français (2017)

Reproduction et citation libres de droit avec mention de la source.

Table des matières

Préface des traducteurs	7
Avertissement au lecteur	9
Introduction	15
PREMIERE PARTIE	23
Les banlieues, un espace de masse excédentaire et de subversion	
I. A propos de la misère	25
II. L'instabilité des banlieues	31
III. Méthodes de canalisation	34
IV. Une histoire de luttes contre l'État	47
DEUXIEME PARTIE	73
La révolte de novembre 2005	
V. Situation précédente	75
VI. La nature prolétarienne de la révolte	81
VII. L'isolement tragique des banlieues	102
VIII. Limites du mouvement	109
IX. La fin de la révolte : la carotte et le bâton	117
X. Exacerbation des contradictions dans les banlieues	120
TROISIEME PARTIE	129
Conclusion et perspectives	
XI. Situation internationale	131
XII. La stratégie bourgeoise	137
XIII. Malgré tout...	142

ANNEXES	149
1. Les filles de la révolte	150
2. Tract anonyme venant des rues de la banlieue	164
3. Dans une révolte, on est avec les rebelles ou avec l'État	165
4. Novembre 2005 : en partant des faits	168
5. Chronologie de la révolte de 2005	175
6. A l'occasion de la traduction en français de ce livre, nous proposons une annexe supplémentaire: la présentation d'un CD sorti à l'occasion des assassinats, le 25 novembre 2007, de Lakhamy Samoura et Moushin Sehhouli, et des émeutes qui s'en sont suivies à Villiers-le-Bel.	183

Préface des traducteurs

Le présent ouvrage est la traduction en français de la version espagnole du livre *La llama del suburbio*, publiée en 2013 aux Ediciones Comunidad de Lucha. Avant de livrer le texte, il est important d'expliquer pourquoi il nous a semblé nécessaire de le traduire. En effet, les événements des banlieues françaises datent plus de dix ans, et d'autres expressions de la lutte du prolétariat mondial ont occupé le devant de la scène depuis lors (Grèce, les dits Printemps arabes...). Cependant, il nous paraît important de rappeler ces luttes dont il est question dans ce livre qui ont eu lieu en France, pays où la paix sociale écrasante semblait inébranlable.

Mais ce texte ne s'arrête pas à l'analyse du cas français : c'est la fonction sociale et le fonctionnement global des banlieues dans le monde qui sont passés au crible. *Favelas*, banlieues, *slums*, bidonvilles... obéissent aux mêmes nécessités du capital de rassembler la main d'œuvre excédentaire et de l'empêcher de lui nuire. Cet ouvrage décortique quelques stratégies utilisées par l'État pour nous soumettre, techniques qu'il utilise contre nous depuis longtemps et dont la connaissance approfondie ne peut qu'être utile. Il y a ici un véritable effort de structuration du sujet à un niveau international.

Ensuite, ce livre se trouve aux antipodes de ce que raconte habituellement la gauche sur les banlieues : traduire cet ouvrage c'est aussi lutter contre le monopole du discours gauchiste sur le sujet (misérabilisme, condamnation de la violence, négation du caractère prolétarien de la lutte...).

De plus, ce texte alimente notre réflexion sur des questions fondamentales comme celle de la classe, la violence, etc. : à travers l'analyse du cas des banlieues, c'est finalement un gros pan de la relation prolétariat-exploitation qui est étudié.

Enfin, ce texte est le fruit d'un effort internationaliste; il nous a semblé important de soutenir cet effort et d'en élargir la diffusion par cette traduction.

En ce qui concerne le parti-pris pour le texte français, nous avons essayé de respecter le texte à la lettre (ce qui explique certaines inélégances de langage), tout en tentant de le rendre le plus fluide possible.

Avertissement au lecteur

Les matériaux que nous publions dans ce livre sont le résultat des diverses discussions, bilans et réappropriations que nous, Prolétaires Internationalistes et les camarades associés, avons réalisés au sujet de la lutte menée par le prolétariat dans les banlieues françaises, luttes qui ont connu leur zénith en novembre 2005.

Le gros de ce matériel a été élaboré pendant l'année 2006. Malgré le fait que l'intention était de le publier à cette époque-là, quand les luttes dans les banlieues françaises venaient de se passer, d'autres questions ont été traitées en priorité, reléguant ce travail à plus tard, au point de l'abandonner complètement sauf pour le faire circuler de temps en temps entre certains camarades. En 2012, nous décidions de le sauver de la "critique rongeuse des souris" pour le publier parce que nous considérons qu'il méritait d'être mis au jour. Cela, non pas tant pour l'effort consacré à son élaboration, mais bien par ce qu'il contient des questions que nous jugeons vitales et qui ont été ignorées dans la majorité des matériaux qui ont été écrits sur la question.

En exceptant le livre «C'est de la racaille¹ ? Et bien j'en suis ! A propos de la révolte de l'automne 2005» écrit

1 "C'est de la racaille ? Et bien j'en suis ! À propos de la révolte de l'automne 2005" Paris (Montreuil), L'échappée, 2006. Réédité et augmenté sous le titre *La rage et la révolte*, Marseille, Agone, 2010.

par Alèssi Dell'Umbria, édité en Espagne par Pepitas de calabaza, ainsi que quelques autres petites brochures anonymes, ou des articles dans la presse militante qui sont des matériaux qui méritent d'être pris en compte, la plus grande partie des textes publiés sur cette révolte, sont ou bien des ordures sorties des tas de fumier bourgeois, qui se positionnent explicitement contre ce mouvement, ou bien des analyses qui, tout en prétendant défendre les rebelles, tombent dans les discours de victimisation, paternalistes, sociologiques, superficiels ainsi que paranoïaques et conspirationnistes, qui ne font rien d'autre qu'enterrer les vraies contradictions en jeu. C'est une des raisons qui nous a poussés à publier le présent travail.

Nous nous sommes retrouvés face à différents problèmes pour sa publication: un texte abandonné depuis des années, toujours à l'état de brouillon, avec des apports de différents camarades, des critiques importantes devant encore être introduites, des parties incomplètes, des analyses à plusieurs niveaux d'abstraction, etc., etc. Nous avons deux options: faire un petit rafistolage de tout cela et le publier, ce qui aurait été un véritable travail de cochon, ou retravailler tout le matériel en utilisant le brouillon, ce qui sans aucun doute aurait requis un temps et un effort que nous avons jugé inapproprié. Par conséquent, et face à la nécessité de le publier, nous avons opté pour une option intermédiaire entre le bidouillage et la réélaboration.

Un groupe de camarades a assumé la tâche de prendre le brouillon, de donner corps à la rédaction finale, d'actualiser les différents passages, d'inclure les annotations et apports que certains camarades avaient ajoutés au brouillon.

Avec cet avertissement nous voulons prévenir le lecteur d'un certain manque de continuité qui peut caractériser le texte çà et là, de certains passages sans approfondissement ou encore d'autres aspects similaires. Nous mettons toujours en avant le contenu, au-dessus de tous ces aspects secondaires. D'abord parce que nous ne sommes pas écrivains et que nous ne prétendons pas l'être, nous sommes simplement des prolétaires révolutionnaires qui utilisons les moyens que nous considérons nécessaires dans la lutte contre le capital. Nous publions ce matériel, avec l'intention qu'il soit un outil pour le développement et la fortification de notre classe.



INTRODUCTION

« C'est la canaille ? Et bien j'en suis ! »

Jean-Baptiste Clément

Prolétaires Internationalistes

Le soir du 25 octobre 2005, à Clichy-sous-Bois, un quartier à la périphérie de Paris, deux jeunes mourraient électrocutés en grim pant sur une sous-station électrique, en essayant d'éviter un contrôle d'identité. Ils fuyaient pour ne pas être humiliés, frappés, fichés, emmenés au commissariat et/ou détenus, résultats habituels d'un contrôle d'identité dans les banlieues parisiennes. Ce fut l'étincelle qui alluma la mèche. Quelques heures plus tard commencèrent dans le quartier des troubles qui en trois semaines allaient s'étendre aux banlieues de tout le pays.

Des troubles comme ceux de cette nuit-là ne prennent aucun habitant de ce pays par surprise. Pour la France et pour les autres pays qui ont cet archétype de cités et de quartiers marginaux, des événements comme ceux-là sont comme de petites étoiles fugaces qui illuminent brièvement les rues des banlieues, pour s'éteindre en quelques heures. Que les tensions et contradictions de classe, accumulées dans un de ces lieux, se déchaînent un jour où l'autre, donnant lieu à des affrontements et autres incendies pour revenir au calme le jour après, est un moindre mal que le capitalisme accepte pour régner dans ce contexte délicat. Si dans les métropoles et les centres névralgiques, ce genre d'événements est inadmissible et déstabilisant, on l'accepte dans les banlieues, à l'unique condition que cela reste fugace. Le procédé de la cocotte minute est valide dans les banlieues. Il faut laisser sortir de temps en temps la pression, sinon il est probable que tout finisse par sauter.

Cependant la bourgeoisie française a commencé à faire la grimace quand, le jour suivant, loin de s'affaiblir, les troubles se sont propagés aux banlieues voisines comme s'il s'agissait d'une épidémie. La situation commençait à prendre un tour préoccupant, à mesure que les jours passaient. Le fantôme des émeutes du passé réapparaissait avec un caractère encore plus menaçant. La « racaille des banlieues », comme le ministre de l'Intérieur de l'époque Nicolas Sarkozy taxait les rebelles, reprenant ainsi la terminologie classique que la bourgeoisie de ce pays a toujours employée contre le prolétariat en lutte, cette « racaille », donc, réveilla la guerre sociale, qui avait fini par faire partie des reliques gardées au fond d'une malle de la République française. Devant une telle audace, les social-démocrates de tout poil n'ont pas tardé à montrer leur vrai visage, en étalant de la merde sur le mouvement.

Chaque fois que nos luttes rompent le cercle bourgeois et les canalisations gauchistes, chaque fois qu'il leur est impossible de nous contrôler, les social-démocrates apparaissent en première ligne de feu ennemie. Incapables d'aller à la pêche dans les eaux révoltées de la banlieue, parce que là-bas les instruments traditionnels d'encadrement du capital n'ont qu'une très faible influence, ces minables ont mis tous leurs efforts pour dénigrer le mouvement, l'isoler des métropoles, et collaborer pour rétablir l'ordre. Ils se sont efforcés d'approfondir et de renforcer toutes les catégories idéologiques avec lesquelles le capital nous divise, facilitant ainsi le fait que les esclaves salariés

des grandes villes ne s'identifient pas à la révolte. Bien pire encore, ils les ont poussé au refus en créant la peur de perdre leurs misérables biens dans le brasier de la révolte. «Défendons notre existence résignée et la misérable propriété qui est la nôtre face à la racaille des banlieues!», tel était le message de la social-démocratie.

Pendant ce temps, les inquiétudes des bourgeois s'étaient transformées, au fil des jours, en tremblements et en peur. Dans plus d'une centaine de banlieues, de nouvelles flambées sont signalées dans bon nombre d'endroits du monde de la marchandise. Ce n'est pas pour rien que cette révolte allait surpasser les nombreuses émeutes qui l'ont précédée dans l'histoire des banlieues françaises.

La négociation semblait impossible, non seulement parce qu'on ne trouvait pas d'interlocuteur, mais avant tout parce qu'il n'y avait aucune revendication explicite à laquelle tendre la main. Il était logique que l'uniforme militaire apparaisse dans l'esprit de certains bourgeois comme la seule solution. La soupape de sécurité avait rendu l'âme. C'était une révolte en règle qui menaçait, avec des tendances insurrectionnelles, de rompre la paix sociale dans toute la France. De plus, la bourgeoisie internationale mettait la pression sur ses collègues français parce que la révolte s'était déjà insinuée en dehors des frontières. En Belgique, et dans une moindre mesure en Allemagne, la révolte avait fait son apparition dans diver-

ses banlieues. L'heure des trompettes de la répression sans concession avait sonné.

Une mobilisation massive de policiers et de troupes anti-émeutes, des raclées, des détentions à la pelle, des disparitions¹, des expulsions, des coupures de subsides, la prison, des couvre-feux, l'état de siège... C'était la première série de mesures sérieuses contre la «racaille». Sarkozy, avec son arrogance habituelle, continuait à balancer de l'huile sur le feu, et ne prenait même pas la peine d'occulter l'existence d'une guerre sociale contre cette «racaille».

Au cas où toutes ces mesures n'auraient pas été suffisantes, l'armée attendait le signal, fusils chargés. Cela ne sera pas nécessaire. Au bout de trois semaines, la révolte commençait à montrer des signes d'épuisement. Les troubles reflueront progressivement, jusqu'à leur disparition. La révolte est restée prisonnière de son isolement, qui s'est manifesté, comme souvent, comme étant la meilleure arme de notre ennemi. Elle a été aussi prisonnière de ses propres limites. Cependant, ceci n'est pas la fin de l'histoire, c'est juste un arrêt en chemin.

Le rôle essentiel qui est réservé aux banlieues dans le futur immédiat de la lutte des classes ne concerne pas seulement la France, mais aussi le monde entier, rôle qui im-

1. En Europe, les populations sont maintenues dans l'ignorance des tortures et disparitions de certains camarades en lutte, que ce soit en Espagne ou en France... pratiques banalisées et reconnues en Amérique latine, par exemple.

plique de remettre ces luttes à nu en apprenant de leurs erreurs. Mais il est nécessaire que les prochaines luttes soient plus fortes, surpassent leurs indécisions, rompent les cordons sanitaires qui isolent le prolétaire des banlieues de celui des métropoles, et que ce dernier assume explicitement cette communauté de lutte révolutionnaire.

Les discussions et bilans que réalisent les révolutionnaires de diverses latitudes des importantes expressions contre le capitalisme (celle-ci, et d'autres) font partie de ce processus de réappropriation de l'expérience et du renforcement des diverses luttes. Tirer des leçons des erreurs du passé donne une direction au futur.

Reconnaître et revendiquer le caractère classiste, prolétarien, de cette explosion, ne veut pas dire que nous en fassions l'apologie hystérique. Ni que nous hallucinions par un discours «insurrectionnaliste». Cela signifie avant tout que nous soulignons les forces déployées et que nous assumons la critique des faiblesses et des limites que nous matérialisons dans cet épisode de lutte, faisant face au même moment à tous les sociologues, gauchistes et autres faunes social-démocrates qui en nient la nature classiste.

La lutte de novembre 2005 a été une bouffée d'oxygène pour tous les révolutionnaires. La vitalité, les énergies, ainsi que les coups judicieux qu'ont déployés ces rebelles, malgré leurs limites, ont montré à tous que la paix sociale en Europe peut être brisée du jour au lendemain avec fra-

cas. A tous ceux qui disaient le prolétariat enterré et parlaient de la fin des classes sociales, à tous ceux qui définissaient la révolution sociale comme quelque chose du passé et à balancer aux oubliettes, en maquillant les luttes que notre classe développe dans différents pays comme étant des «luttés dans des pays sous-développés pour la démocratie et contre les injustices». A tous ceux-là, la ré-émergence prolétarienne dans les banlieues françaises ainsi que la tentative de propagation à d'autres pays leur donne leur première frousse du siècle². Ils ont pu se relever et respirer, soulagés du retour à la normale. Mais l'histoire leur a donné tort, en se manifestant dans les banlieues comme le prélude de la chute qui les enverra dans les poubelles de l'histoire avec tous les défenseurs du vieux monde.

2. On pourrait considérer que la « première frousse du siècle » a dû venir d'Argentine en 2001, à la suite du « bancasso ». Après viendront les luttes prolétariennes qui ont agité des dizaines de pays du monde entier en 2007-2008, en réponse à la montée bestiale du prix de la nourriture et du pétrole. A la fin de cette année, la Grèce donne un saut qualitatif avec une forte révolte qui a eu la force d'affirmer et de revendiquer explicitement la révolution sociale et la nécessité de détruire le système capitaliste. Alors que nous actualisons ces lignes écrites il y a déjà des années, nous vivons une vague de luttes très puissante qui commence à changer le rapport de force mondial entre les classes et ratifie la phase ascendante d'agitation prolétarienne (Note de 2017 : dans la présente édition, nous relativiserons en note quelques formulations qui comme celle-ci nous semblent par trop optimistes quant au rapport de force entre les classes). Les manifestations, troubles, grèves, affrontements... n'ont fait que croître en intensité et en extension depuis la seconde moitié de 2010. D'abord dans toute l'Europe, ensuite dans des zones d'Amérique latine que l'on croyait pacifiées, et finalement avec le déluge de mobilisations massives de millions de prolétaires dans la quasi totalité des pays dits arabes. Toutes ces expressions de lutte surgissent pour défendre la vie contre la dictature de l'économie.

PREMIÈRE PARTIE

LES BANLIEUES,
UN ESPACE DE MASSE EXCÉDENTAIRE
ET DE SUBVERSION

« Ils ne voient dans la misère rien de plus que la misère, sans voir en elle le côté révolutionnaire, subversif, qui doit en finir avec le vieux monde. »

K. Marx

Prolétaires Internationalistes

I. A propos de la misère

Il n'y a jamais eu autant de production de marchandises, il n'y a jamais eu une telle abondance d'aliments et autres produits sur les marchés, jamais le marché n'a détruit autant de production pour favoriser le processus de valorisation ; et à la fois il n'y a jamais eu autant de dépossession, de faim, de déshérités. La course folle du capital a pour but d'accumuler et accumuler du capital dans de moins en moins de mains, chaque fois plus concentré sur une minorité de personnes qui n'ont d'autre objectif que l'exploitation du reste de l'humanité. Les énormes masses d'êtres humains qui sont jetés à la poubelle se multiplient avec le développement de plus en plus insupportable de la société capitaliste. Une grande partie de cette armée d'hommes et de femmes, dans leur majeure partie inutilisables pour la valorisation capitaliste sont entassés sur des franges de terrains destinés spécialement à les entreposer : les banlieues³. Des USA à la Chine, de l'Argentine à la Russie, de l'Afrique, dont le continent ressemble de plus en plus à une immense banlieue, à l'Angleterre, du Portugal à l'Égypte, de la Palestine au Chili... l'existence de portions de terre destinées à une population superflue pour la machine de production capitaliste se fait de plus en plus notoire et gigantesque.

3. Nous utilisons le terme « banlieues » pour regrouper tous les espaces qui, dans le monde, accumulent cette masse de travailleurs excédentaires et qui, suivant le pays, prennent une dénomination différente : suburbios, favelas, barrios, tugurios, bidonvilles, barracas, slums...

La misère sous toutes ses formes est le dénominateur commun de ces lieux où les nécessités les plus élémentaires de la vie sont niées avec force pour maintenir l'économie mondiale en bonne santé : misère, faim, chômage sans allocations, logements insalubres et fragiles qui facilitent le massacre lors de n'importe quelle secousse provoquée par un phénomène naturel, des conditions de vie insalubres provoquées par des niveaux très élevés de pollution ou de toxicité... sont les expressions les plus cristallines du progrès, où les prolétaires voient réalisées toutes les « merveilles » de la marchandise.

Il est clair que chaque banlieue a ses spécificités, que les *favelas* brésiliennes et les banlieues françaises présentent des niveaux de misère différents, que d'un bidonville créé par les prolétaires eux-mêmes à un autre conçu par la bourgeoisie pour son entreposage rationnel exhale la même merde aromatisée de façon différente. Cependant, la réalité générale que vit le prolétariat est par essence la même. Et pas seulement dans les banlieues. Approfondir un aspect concret du capitalisme, tel que les banlieues, ne peut absolument pas cacher la misère générale qui s'étend sur tout le territoire capitaliste. Beaucoup de professionnels de la misère nous parlent des malheurs de la banlieue, faisant ainsi oublier aux prolétaires des autres zones leur propre misère. On essaie simplement d'éloigner le fantôme de la révolte vers des lieux lointains. Chaque misérable de ce monde peut regarder à côté de lui et se reconforter de voir quelqu'un dans une condition pire que la sienne.

Et sans aucun doute ceci est un des aspects qui maintient cette société à flot. C'est une façon d'appliquer l'idéologie du moindre mal qui nous nuit tant. Les laquais de cette société souhaitent que nous voyions de la différence là où il ne peut y avoir qu'identification. La vie dans les banlieues, difficile, résignée, enchaînée, chiant, stressant, criminel, si dépendant de ce que décide l'intérêt capitaliste, ressemble trop à celle vécue dans les métropoles orgueilleuses. Comprendre cela, comprendre que nous faisons partie d'un être qui souffre des mêmes problèmes, de la même pénurie, nous permet de vérifier en même temps que les différents degrés dans lesquels se manifestent ces conditions de vie, les différentes formes dans lesquelles elles s'incarnent, ne sont que des épisodes et des moments de notre condition de prolétaires. Cela nous permet de vérifier en même temps comment, d'un autre côté, les patrons, les politiciens, les syndicalistes et autres fonctionnaires du capital, c'est-à-dire les bourgeois, habitant en banlieue ou en ville, un village ou ces nouvelles concentrations de riches protégées par tout un ensemble de moyens de sécurité, vivent à nos dépens en contrôlant et dévorant notre énergie, nous dépossédant de nos vies.

Toutes ces conditions de vie dans les banlieues requièrent un type d'aménagement du territoire qui permette de faire face aux problèmes que pose évidemment toute cette misère. Cela explique que l'urbanisme acquière un rôle encore plus important dans ces zones que dans les métropo-

les. En France, ainsi que dans d'autres pays d'Europe occidentale dans lesquels on a reproduit le modèle urbain des banlieues ouvrières de l'URSS, ces lieux sont conçus pour qu'il soit difficile et coûteux d'arriver au centre-ville, pour que toute la « vie » de ses habitants se déroule dans cet espace géographique. En général, ils sont situés loin du centre ville, le plus loin possible des lieux de résidence de l'élite et des centres névralgiques de l'économie, entourés de voies de communication qui en facilite l'accès aux forces répressives, mais avant tout elles facilitent l'encerclement de la « racaille » des banlieues. La nécessité de consacrer beaucoup de ressources aux transports publics, ou à l'entretien d'une voiture pour les déplacements vers le centre de travail ou pour faire des démarches administratives dans le centre-ville dévore une grande partie du salaire de l'habitant des banlieues. Celui qui n'a ni salaire ni rentrée d'argent fixes sortira peu de sa banlieue. Il est clair que ces conditions favorisent le fait que les secteurs les plus défavorisés de ces lieux n'accèdent pas au centre-ville... c'est sans aucun doute une préoccupation majeure des bourgeois.

En plus d'encercler les banlieues, les voies de communication modernes créent un effet muraille qui renforce la sensation d'isolement physique et psychologique. L'ensemble des autoroutes, voies ferrées, ceintures invraisemblables ou voies rapides qui entourent la banlieue compliquent radicalement la sortie à pied. D'un côté, essayer de le faire implique directement de jouer sa vie, et c'est également très difficile physiquement parlant.

Il n'y a que les jeunes et les gens en forme qui peuvent le faire. De l'autre côté durant la nuit il est très difficile, sinon impossible, de se cacher des forces de police si on va à pied, et encore plus de sortir de leurs griffes une fois localisé. Quiconque se déplace à pied dans ces zones est hautement suspect et susceptible d'être arrêté par la police. Grâce aux périphériques, il est très facile de contrôler toutes les entrées et sorties. Rien qu'en installant des contrôles aux points stratégiques, on a des informations sur toutes les voitures qui entrent ou sortent, ainsi que sur les voyageurs qui prennent le bus ou le train, ce qui revient à contrôler pratiquement tous ceux qui entrent ou sortent de la banlieue⁴. Et bien sûr, cerise sur le gâteau, il y a les caméras de sécurité routière sur toutes les voies rapides et autoroutes.

La répartition espacée des blocs d'habitations, les rues larges en quadrillage et les jardins ouverts sans mauvaise herbe méritent une mention spéciale. Tout cela fortement illuminés par une quantité invraisemblable de lampadaires avec pour objectif explicite de faciliter la localisation de toute personne qui se trouverait dans les rues à des heures intempestives, de tout individu suspect. C'est bien sûr le scénario idéal pour réussir les couvre-feux.

4. On peut voir que ce n'est pas très différent du cas des occupations militaires dans les quartiers arabes, en Palestine, en Irak... où se pratiquent la démolition de maisons et la construction de murs de béton autour de ces quartiers. On n'y accède que par les check points militaires pour créer le même effet de contrôle physique et psychologique. Il est évident que les voies rapides rendent tout « plus joli », « plus ordonné » et « plus naturel ».

Dans ces conditions, il n'est pas difficile de comprendre la raison pour laquelle les révoltes prolétariennes dans ce type de banlieues sont constamment étouffées par l'isolement. Sans la complicité des habitants des centres-villes ou d'autres banlieues, ils se trouvent encerclés par l'ennemi.

II. L'instabilité des banlieues

De la misère et encore de la misère, c'est le produit fondamental que la société capitaliste répand depuis son origine dans le monde entier. Dans les banlieues, cette caractéristique apparaît claire comme de l'eau de roche. D'énormes franges de force de travail sont entièrement jetées à la poubelle, d'autres sont pressées au maximum par des secteurs spécifiques du capital qui extraient une plus-value supplémentaire grâce à la dévalorisation particulière de cette force de travail ; les jeunes et les enfants qui supportent la doctrine hypocrite des écoles ou des instituts secondaires et qui essaient de récupérer une partie de leur vie en essayant de passer le plus de temps possible loin d'elles se voient obligés de déambuler dans la banlieue comme les forçats dans les patios des prisons ; les femmes supportent plus de misère encore si c'est possible puisque leur travail est en règle générale sans contrat et dans la majorité des cas elles doivent s'occuper des tâches domestiques. La putréfaction que cette société entraîne dans le monde entier trouve dans les banlieues une de ses illustrations les plus frappantes.

Il est logique qu'un scénario comme celui-ci génère un climat de rébellion et de haine de ces conditions d'existence. La fréquence des petits larcins face à l'absence de moyens d'acheter, l'existence d'une antipathie généralisée vis-à-vis des défenseurs de l'ordre ainsi qu'une com-

plicité fortement étendue entraînent une ambiance de conflit qui s'installe dans les banlieues.

D'un autre côté, l'impossibilité que puissent être tenues les supposées promesses des partis de la gauche du capital fait que les prolétaires agissent avec une indifférence totale face à leurs requêtes ou idéologies. Cela se traduit tant dans les banlieues chaotiques du Brésil que dans celles très hygiéniques et organisées de France par une réduction brusque de l'influence des partis et des militants politiques de gauche. De fait, les « progressistes » sont assimilés directement à la bourgeoisie, que cela soit en France ou au Brésil. Toutes leurs théories politiques semblent ridicules et, dans le cas de la France le rejet est mutuel puisque la gauche traditionnelle opère peu dans les banlieues. Et ce n'est pas seulement à cause de la peur, mais c'est aussi parce qu'il n'est même plus rentable politiquement de donner une possibilité d'ascension sociale à un exploité un peu futé disposé à se mettre à son service.

Si les partis traditionnels n'ont pas grand-chose à se mettre sous la dent, les syndicats encore moins. L'absence d'emplois stables empêche le contact avec le monde syndical en tant que réseau de clientèle ou administrateur d'idéologie. Dans la majorité des cas, le contact avec le monde syndical est répressif. Les syndicalistes, dans un contexte de travail temporaire généralisé, sont habituellement les employés de confiance du patron, ceux qui

signent les licenciements, et qui prennent en charge la répression des insoumis.

Dans ce panorama où les secteurs traditionnels de la social-démocratie sont hors-jeu, les banlieues deviennent une source de problèmes pour la bourgeoisie. Là où l'idéologie social-démocrate meurt d'inanition parce qu'elle ne peut pas offrir de carotte, les révoltes qui se produisent échappent à son contrôle.

Face à cela, l'État essaie de maintenir l'équilibre en générant un climat de terreur pour imposer la soumission, poussant les habitants des banlieues à se replier dans leurs logements. Cependant, cela crée aussi une opposition à cette terreur, en généralisant la haine des corps répressifs de l'État. La nécessité de s'unir pour se défendre, conspirer, organiser une réaction de rage face à la répression et la lancer au moment propice se consolide aussi.

Ce climat de tension et d'antagonisme, ainsi que le manque de capacité d'encadrement des secteurs traditionnels de la social-démocratie, génèrent un authentique bouillon de subversion qui implique une sérieuse menace pour la domination mondiale du capital. Cependant, tout ce décor est compensé par l'existence d'une autre série de mécanismes qui jouent le même rôle que la social-démocratie pour la canalisation de la contestation sociale, en limitant les explosions sociales et en évitant de rendre apparente la guerre sociale qui se déroule dans les banlieues.

III. Méthodes de canalisation

Les professeurs, assistances diverses, gangs, religions, drogues, ainsi que toute une série d'idéologies comme le racisme et l'antiracisme, remplissent le vide laissé par la social-démocratie en remplissant le rôle indispensable d'éteignoirs.

Assistances

Les professeurs, assistants sociaux, psychologues et les indispensables ONG sont un pivot essentiel du maintien de la paix sociale dans les banlieues. Leur méthode ne diffère de celle des prédicateurs chrétiens que parce qu'à la Bible chrétienne, ils substituent celle de la civilisation.

La fonction que l'État leur réserve, depuis leur école, leur association ou depuis diverses institutions, est d'arriver à enfoncer dans le crâne de tout être vivant la conduite du bon citoyen. En réalité, ils ne sont rien de moins que la « section douce » de l'appareil policier de l'État, l'avant poste du corps de choc du capital. Ils enfoncent l'idéologie citoyenne à coups de marteau dans la tête des prolétaires, corrigent les « mauvaises conduites » et fournissent tout un ensemble de médicaments et de distractions. Tous ceux qui résistent ou qui ne font pas cas de toutes ces suggestions et codes du bon citoyen que ces professionnels délivrent sont fi-

chés, de manière à ce que les corps de sécurité puissent les garder à l'œil.

Toute cette idéologie citoyenne, avec ses techniques de manipulation émotionnelle et d'ingénierie sociale, a pour objectif de faire tolérer l'immondité capitaliste à ses plus grandes victimes, convainquant ceux qui n'ont rien « de toutes les possibilités qu'ils ont sans devoir enfreindre la loi ». Parmi leurs grands succès se trouve sans aucun doute la consolidation du statut de « recycleur de poubelles », une vraie digue de contention des protestations dans les banlieues ces dernières années, un antidote contre toute remise en question de la propriété et de son organisation. Le fait de vivre comme des rats des villes en mangeant les poubelles des autres est applaudi et glorifié, et se généralise à des centaines de banlieues, dans des dizaines de pays comme activité à part entière, exécutée par des millions de personnes.

Ce « nouveau secteur du travail » occupe le premier plan dans le processus de canalisation de la misère depuis plusieurs années, en rendant acceptable l'abomination capitaliste dans les secteurs les plus touchés du prolétariat, particulièrement en Amérique latine. Nous voulons parler des *hurgadores*, recycleurs, cartonniers, trieurs de poubelle... Ces prolétaires, sans aucun moyen de subsistance, sans aucune possibilité d'obtenir le moindre travail, presque sans aides sociales, se voient poussés à s'organiser pour exproprier, pour défendre leur vie, en

matérialisant des structures et des actions qui préfigurent la perspective de l'imposition des besoins humains. L'assistanat social arrive à neutraliser tout ce processus et à leur imposer une alternative qui, loin de perturber ou de déstabiliser les lois du marché, s'y soumet : le recyclage des poubelles des supermarchés, boutiques, restaurants et particuliers. Manger et s'habiller avec les restes et les poubelles des autres. Le danger de la répression au détour de chaque coin de rue après une mise à sac ou un larcin, et la promotion du recyclage ont réussi à entraîner d'énormes masses de dépossédés vers cette pratique.

La réglementation légale de la recherche d'immondices initiée à Buenos Aires s'étend au monde entier, et les *hurgadores* qui ne respectent pas les différentes classifications sont considérés comme des ennemis de la société, des « criminels des poubelles », que les bons citoyens se doivent de dénoncer. Des ateliers gratuits s'ouvrent même pour faire des vêtements ou des meubles avec des déchets, pour encadrer davantage les *hurgadores*.

Actuellement, il existe des programmes d'intégration dans presque toute l'Amérique latine qui neutralisent les pratiques de classe et les perspectives qu'elles ouvrent en les noyant dans la structure de circulation du capital. « De la même façon que les *catadores* brésiliens et les *cartoneros* argentins, les *hurgadores* uruguayens qui collectent les poubelles et les trient, vivent un intense processus d'organisation qui les situe comme acteurs

de changements sociaux [sic] (...) On a établi un registre des collecteurs de poubelles, qui ont été rebaptisés « agents écologiques », on leur a donné une formation, des chariots, uniformes et assistance sociale, réhabilitant ainsi leur estime de soi ainsi que leur valeur en tant que citoyens ». C'est ainsi que s'exprime Ecolixo, une des principales institutions qui impulse tout ce cirque. Le capital ne fait pas que neutraliser et canaliser un potentiel de subversion, mais en plus, et comme toujours, il exploite et obtient du profit de la misère, et transforme ces prolétaires en véritables usines à recyclage pour des poubelles générées par le mode de production capitaliste gaspilleur, en transformant leur activité en capital.

Cet exemple montre toute l'action idéologique de l'assistantat social. Du professeur d'école ou du psychologue, à l'assistant social, en passant par les diverses ONG, il existe toute une série d'agents de canalisation qui répriment et transforment toute impulsion humaine qui lutte pour ses besoins en une pratique intégrée aux besoins du capital.

Racisme/antiracisme

Accompagnant toute cette galaxie d'assistantat, l'idéologie raciste et sa sœur antiraciste et/ou nationaliste, ont historiquement eu une grande force comme facteur de canalisation et de division. En arrachant de

la lutte les contradictions de classe et en les dirigeant vers la parcellisation, concrètement sur des questions de «race», on isole et on enterre le sujet révolutionnaire. Grâce à cette polarisation racisme/antiracisme, une génération entière de prolétaires en lutte dans les banlieues a été neutralisée et/ou enterrée. Cela a été le cas aux États-Unis où ils ont réussi à détruire des luttes d'une grande combativité. L'Angleterre et la France ont aussi été des pays de référence quant à cette question, le premier grâce au racisme comme force de choc, le second grâce à l'antiracisme.

En Angleterre, à la fin des années septante, l'État a fomenté un mouvement national syndicaliste en Irlande du Nord, qui était en pleine dévaluation progressive de la force de travail alors qu'avaient lieu les premières reconversions industrielles. Un mouvement qui est passé des lois de ségrégation, à l'expulsion des ouvriers originaires du sud de l'Irlande, arrivés à partir de la fin de la dite seconde guerre mondiale. Tout cela a débouché sur des épisodes de nettoyage ethnique et sur un affrontement nationaliste généralisé.

De son côté, dans la France des années 80 et 90, l'antiracisme de SOS-racisme a encadré la majeure partie du mécontentement en le déviant vers une lutte pour l'égalité des « races ». La *Société-Spectacle* a fait tout son possible pour faire de SOS-racisme l'unique interlocuteur, l'unique mouvement organisé des banlieues. Presse,

télévision, gauche... tous étouffent le mouvement dans l'antiracisme de SOS, niant ainsi les éléments d'affrontement de classes sous-jacents dans ces échauffourées. *Liberté, égalité et fraternité* de l'exploitation capitaliste pour toutes les « races », c'est le sempiternel drapeau de l'antiracisme qui, comme dans d'autres occasions, remet la lutte sur les rails démocratiques.

Aujourd'hui, l'idéologie antiraciste se maintient de différentes façons, elle favorise l'isolement des banlieues, donne de la puissance à tout un refus, non pas du capital et de la bourgeoisie, mais bien de tout habitant de la métropole, comme s'il n'y vivait que des bourgeois, créant ainsi un facteur de séparation supplémentaire entre les prolétaires qui vivent dans les banlieues et les métropoles.

Drogues⁵

Il existe un ensemble d'autres méthodes de contrôle et d'élimination physique du prolétariat qui a démontré son efficacité tout au long de l'histoire et qui peut être utilisé massivement. Avant tout parce que la vie, la mort, ou le bien-être minimum d'une bonne partie de la force de travail résidant dans les banlieues est quel-

5. Nous utilisons le terme drogue non pas pour nous référer aux produits de la nature que l'humanité utilise depuis ses origines pour diverses applications (soins, plaisir...) mais bien pour désigner certaines substances dont la fonction sociale dans ce système est d'aider à ce que les êtres humains supportent mieux l'absence de vie sous le capital ou les poussent à s'entretenir.

que chose de relativement indifférent pour les capitalistes et leurs États. En pratique, ils n'ont plus besoin de l'immense majorité de la force de travail entreposée dans ces lieux, puisqu'ils ne fonctionnent même plus comme armée de réserve⁶. L'important est que cette force de travail sous-utilisée par le capital soit désespérée et accepte de travailler dans les pires conditions possibles. Il n'y a rien de plus logique et cohérent pour ce système de mort que des méthodes de contrôle social et d'élimination telles que les drogues qui y jouent un rôle central et dont l'héroïne était à l'avant-garde il y a peu. Il s'agit sans aucun doute d'une arme indispensable pour annihiler la menace prolétarienne dans les banlieues.

Il ne faut pas oublier que le trafic et la consommation en masse de drogues est un pilier fondamental pour le maintien de la paix sociale depuis des décennies, non seulement dans les banlieues, mais aussi sur presque toute la planète. Et tout particulièrement dans

6. De nombreux lieux sont d'authentiques pôles de dévalorisation et une vraie charge pour le capital, ce sont de véritables cloaques à rébellion que les bourgeois tentent de nettoyer comme ils peuvent. Même si catastrophes naturelles, empoisonnements, maladies... favorisent la réorganisation des banlieues et les aident dans cette tâche, quand ce n'est pas suffisant, ils ne lésinent pas sur les moyens, ils les massacrent purement et simplement à coup de bombes tous les x temps pour n'importe quelle raison. On en voit des exemples clairs dans certaines zones telles que la Palestine ou l'Afrique du nord, ou encore le cas d'Haïti qui est sans aucun doute un véritable camp d'extermination depuis des siècles.

les endroits où la social-démocratie n'a pas d'encadrement solide pour soumettre les prolétaires⁷.

Les États-Unis sont un des premiers pays à avoir développé cette stratégie de neutralisation de l'ennemi de classe et d'élimination physique de la population superflue. Dans les années 70, les formes de contrôle incarnées par la religion laïque de l'argent ou les confessions traditionnelles prenaient l'eau de toute part avec la guerre déstabilisatrice du Vietnam. Une guerre impérialiste qui menaçait de se transformer en guerre de classe, impulsée par le défaitisme révolutionnaire qui rongait l'armée américaine. Les drogues génocidaires furent destinées, plus encore qu'aux soldats irrécupérables, aux banlieues où vivaient ces soldats réservistes.

Le point de basculement qui a mené au trafic de drogue dans une grande partie du monde a été la crise des années 60-70. S'il est vrai que la social-démocratie conti-

7. Ainsi par exemple, les femmes en Occident qui utilisent leur force de travail à domicile, appelées « femmes au foyer », travaillant isolées, sont droguées jusqu'aux yeux pour supporter leur vie durant cette fonction dans la chaîne productive (tranquillisants, excitants...). D'autres exploités qui ne supportent plus cette vie misérable et qui provoquent des pertes à cause de leur dépression ou leur stress sont mitraillés d'autant de médicaments. Les jeunes qui s'émmerdent ou qui n'ont aucune perspective humaine dans ce monde de merde consomment n'importe quelle substance qui peut leur apporter une évasion temporaire de la réalité. Les vieux dans les maisons de repos sont bourrés de substances chimiques pour en faire des zombies. Les zones conflictuelles sont inondées de drogues comme méthode de contention. Dans les prisons, les drogues administrées par le médecin ou celles qui s'y infiltrent illégalement sont des outils indispensables pour casser les luttes de l'intérieur et essayer de soumettre les prisonniers.

nuait à avoir beaucoup de choses à dire sous différentes formes, elle commençait à montrer des signes de faiblesse, elle avait besoin d'être appuyée par d'autres méthodes de liquidation du prolétariat. Avec le temps, et avec la continuelle détérioration et l'état d'indigence de la gauche du capital, les drogues ont acquis un rôle indispensable et central dans le contrôle social au niveau mondial. Non seulement comme méthode de neutralisation ou comme facteur d'élimination de la population excédentaire, mais aussi comme système de réorganisation sociale.

Les drogues illégales favorisent une forme de réinsertion dans le travail de certains secteurs de force de travail excédentaire. Se construit alors une industrie qui favorise pour une part l'accroissement du marché capitaliste avec de très beaux profits pour les entreprises de trafic de drogues, des miettes misérables pour les petits dealers qu'ils exploitent, l'aliénation et la mort pour les consommateurs. Cette façon d'organiser la non-vie a un impact sur tous les aspects à l'intérieur des banlieues : un marché se crée, quelques points de vente, des postes de travail, et bien sûr une bourgeoisie qui s'approprie les bénéfices. La circulation de ces drogues déploie toute une dynamique de divisions et de séparations qui favorise l'apparition de différentes bandes ou gangs qui ont pour habitude d'entrer régulièrement en conflit commercial. Ce commerce central articule autour de lui un capitalisme *de proximité*, très utile pour détruire tout type de contestation sociale. En définitive, il s'agit d'un aspect

de plus du capitalisme qui ne représente rien d'autre que la mort dans la vie de l'humanité : il génère du capital, il reproduit et gère l'exploitation et la destruction systématique du prolétariat en impulsant les conditions nécessaires qui rendent difficiles sa reconstruction comme force révolutionnaire.

Actuellement, la *pasta base* est arrivée en haut de la liste des drogues consommées dans les banlieues latino-américaines, spécialement chez les adolescents, puisque son bas prix leur permet d'y accéder facilement. Elle est élaborée avec des résidus de cocaïne, raffinée avec du kérosène et de l'acide sulfurique et tout un ensemble d'autres poisons présents de façon variable dans sa composition. C'est un véritable monstre terroriste créé par la machine de production capitaliste qui est en train de tuer les jeunes générations de prolétaires⁸.

8. « Cette saloperie, ils la font avec des déchets de cocaïne, et ils y rajoutent de tout, jusqu'à de la mort aux rats. Pour la fumer, tu dois prendre une antenne de télévision, tu rajoutes une petite virole (virole: petite bague de métal dont on garnit l'extrémité d'un manche pour assujettir ce qui y est fixé et empêcher le bois de se fendre, ndt) dedans et tu laisses un peu de place pour la *pasta*. C'est une saloperie de flash ; ça te monte directement à la tête à la première latte et ça te brûle tout à l'intérieur. En deux ou trois mois tu n'es plus capable de rien, tu n'as plus envie de manger, de te laver, de rien ; tu deviens débile. C'est pour ça que ceux qui en fument, on les appelle les morts-vivants. Dans le quartier, c'est la déchéance de voir les gamins comme ça, vautrés pied nus aux coins des rues, dénués de tout, déformés par cette saloperie. Moi je les vois quand ils fument, leurs tendons deviennent durs, tout leur corps se contorsionne. Ils fument et cinq minutes après leur corps en demande plus, parce que cette cochonnerie est très addictive, ça te rend accro tout de suite et après t'as perdu, tu finis par pisser, chier et cracher du sang. » Témoignages contre la *pasta base*.

Le cas argentin nous donne un exemple clair de comment le capital promeut la consommation de drogues comme méthode d'annihilation mentale et physique contre le prolétariat. Alors que cette drogue était encore largement inconnue, les journaux télévisés en ont fait la pub durant presque un mois, en commentant son faible coût, les effets qu'elle provoquait et donc ils l'ont mise sur le marché. Ils ont bien sûr évoqué les effets négatifs, mais en sachant que pour beaucoup cela n'avait pas d'importance. C'est surprenant de voir qu'en moins d'un mois toute l'Argentine savait ce qu'était le *paco* – en Argentine le produit est connu sous ce nom-là – alors qu'ils n'en avaient jamais entendu parler auparavant. C'est la méthode classique de divulgation de la marchandise ; quand ils veulent imposer un nouveau produit, ils en organisent le matraquage télévisuel. Ce n'est pas non plus un hasard si, en même temps dans plusieurs villes, beaucoup de jeunes racontaient qu'alors qu'ils voulaient acheter de l'herbe, celle-ci avait été raflée par les flics et qu'à la place on leur offrait du *paco*. C'est comme ça qu'ils ont imposé cette merde.

Mais comme toujours, tôt ou tard, le prolétariat essaie de combattre ce qui le détruit. En différents lieux, diverses structures dirigées par des mères de jeunes accros, commencent à tisser des réseaux pour répondre à la généralisation de cette drogue. En Argentine on organise des discussions, des *escraches* (dénonciation) des vendeurs, des rassemblements pour se rendre à leur do-

micile, les lyncher et récupérer une partie des biens que leurs enfants leur ont donnés en échange de quelques doses, puis les éjecter du quartier. C'est sur ce point, à savoir dans le combat contre la drogue qui cherche à neutraliser la lutte, qu'elle s'obtienne en pharmacie, dans un bar ou chez le dealer de service, que le prolétariat rompt avec cette merde qui participe à l'aliénation capitaliste de son propre être.

Gangs

Parfois liés au trafic de drogues, mais pas toujours, les gangs sont un autre facteur important qui rend difficile l'émergence prolétarienne dans les banlieues. En principe, le système de désagrégation en bandes, même sans trafic de drogues, est en soi un élément positif pour que les forces de police puissent contrôler la banlieue. Dans beaucoup d'occasions, ces bandes se créent sur base de préjugés raciaux, ou d'une lutte pour le contrôle d'un territoire. Il n'est pas du tout étrange que leurs leaders soient liés à la police. À cause de l'encerclement répressif des banlieues, ces fraternités se vouent à la gestion de leur survie en pillant les autres prolétaires. C'est d'ailleurs là le plus grand service qu'ils rendent à l'ordre capitaliste. Alors qu'ils poussent à la haine, à la division et à l'affrontement entre prolétaires, il devient plus difficile de se rassembler, et on s'éloigne de l'unification des intérêts dans les banlieues, en définitive on facilite le

travail des flics et on généralise la concurrence de tous contre tous propre au capital.

Les drogues et les bandes sont précisément les deux éléments que brandissent les secteurs social-démocrates pour justifier la répression du prolétariat dans les banlieues, qu'elle soit policière ou para-policière (éducateurs, psychologues...). Ils cachent précisément qu'ils font entièrement partie de la mécanique capitaliste, des outils utilisés pour maintenir et reproduire la vie dans un monde sans vie. Gangs, drogues, polices, religions, éducateurs, assistants sociaux... sont toutes les pièces du puzzle capitaliste qui défendent ou collaborent d'une façon ou d'une autre au maintien de cette misérable vie⁹.

9. Les bidonvilles chaotiques et crasseux de la zone métropolitaine de Buenos Aires nous montrent comment la police prend la place de ces bandes quand c'est nécessaire. Dans ces endroits, ceux qui désobéissent à la « famille policière » sont condamnés. Les policiers ou ex-policiers harcèlent les jeunes pour qu'ils arnaquent ou volent pour eux d'autres misérables, qu'ils récupèrent des « impôts » ou commissions pour permettre certaines activités, etc. En général, les policiers ont pour habitude de poursuivre et assassiner ceux qui ne se soumettent pas à ces règles, ainsi que les incontrôlables qui contrarient ou tuent des trafiquants de drogue.

IV. Une histoire de luttes contre l'État

Malgré tous ces moyens de canalisation mis en place, tout ce dispositif policier, les diverses assistances, toute cette idéologie citoyenne parcellisante, toutes ces drogues, tout cela à explosé en d'importants épisodes d'affrontements à l'ordre capitaliste. De banlieue en banlieue, de pays en pays s'est instaurée une tradition de lutte qui a obligé la bourgeoisie internationale à rester sur ses gardes lors des dernières décennies de paix sociale planétaire, paix sociale qui paraît enfin se fissurer de tous côtés en plus ou moins grande mesure.

Quand le prolétariat fait irruption avec force, tous les efforts des autorités locales et internationales à pousser les prolétaires à se massacrer entre eux, à suivre le leader social-démocrate de service, à accepter leur propre misère, ou se shooter à mort, sont balayés. Tout au long de l'histoire, malgré toutes les tentatives de liquidation et d'encadrement du prolétariat, nous pouvons voir partout sur la planète des épisodes et des traditions de lutte qui se sont développées dans les banlieues.

Le fonctionnement même de la chaîne capitaliste condense dans les banlieues toutes ses contradictions, créant une atmosphère propice à la subversion, qui remonte à la surface à chaque opportunité, débordant toutes les mesures de contrôle. Ils sont nombreux les cas où un geste isolé a donné lieu à une révolte prolongée.

C'est souvent en réponse à la terreur bourgeoise incarnée par une action policière, ou à d'autres occasions c'est une révolte isolée qui se répand facilement vu l'homogénéisation des conditions d'existence. La caractéristique générale de ces luttes est de se présenter sous forme de fortes explosions qui peu de temps après rentrent dans l'ordre, soit parce que le mouvement s'étouffe par manque de perspectives ou d'extension, soit à cause de la répression ou, plus exactement, par l'interrelation de toutes ces causes. La faiblesse qui caractérise toutes ces révoltes devra inmanquablement être dépassée au cours de l'époque de convulsions dans laquelle nous entrons. Malgré le caractère éphémère de tel épisode, la continuité s'affirme par un autre éclat de révolte qui se présente quelque temps après, ailleurs, établissant ainsi une connexion d'intérêts, de lutte, qui tend à esquisser la guerre mondiale contre le capital, malgré le peu de conscience qu'on en ait. Ainsi se dessine l'un des points où l'on donne les conditions pour la reconstruction du prolétariat comme acteur historique.

Cette réalité combative s'oppose à tous les bavardages qui parlent de lumpen-prolétariat dans la banlieue, comme certains dénomment les couches les plus pénalisées, lui attribuant un rôle réactionnaire, alors que l'époque que nous traversons n'a pas cessé de démentir cette affirmation. En effet, cette période, contre-révolutionnaire par excellence, est marquée par des décennies de paix sociale, ébranlée seulement par quelques explosions

prolétariennes importantes, fugaces et isolées, qui apparaissent périodiquement dans différents pays. Durant cette période le prolétariat a traversé l'un de ses moments les plus obscurs, où la soumission était énorme, englué qu'il est jusqu'au cou dans les idéologies citoyennes et démocratiques de tout poil qui le liquident comme sujet révolutionnaire. Mais, cette époque ténébreuse, commencée début des années 80, avec la déroute définitive de la vague de lutte internationale des années 60-70, et qui, déjà dans les premières années de ce siècle, commençait à donner des signes d'épuisement, dans cette époque terrible, disions-nous, qu'à part quelques petites exceptions ponctuelles, seul le prolétariat qui vit dans les banlieues a maintenu dans une certaine mesure la flamme de la contestation prolétarienne.

Paradoxalement et malgré cette réalité, le conte du lumpen réactionnaire a pénétré jusqu'aux secteurs auto-proclamés révolutionnaires qui n'ont pas hésité à qualifier les révoltes de la banlieue d'irrationnelles et sans objectif, incapables de voir en elles la réponse la plus naturelle et humaine contre la civilisation. Si nous tenons compte du fait que certains de ces « révolutionnaires » glorifient aveuglément toute lutte menée par des ouvriers, nous arrivons facilement à la conclusion que cette « révolution » dont ils parlent n'a que peu de choses à voir avec la lutte historique de l'humanité contre la dictature de la valeur. Dans ce sens, ils ne font rien d'autre que reproduire le discours du pouvoir qui se scandalise

devant une révolte qui remet en question les fondements de cette société. Comme disait Marx : « Ils ne voient dans la misère que la misère, sans y voir le côté révolutionnaire, destructif, qui renversera l'ordre ancien ».

À cet égard nous voulons souligner quelques-unes de ces révoltes fugaces et affrontements de classe qui illustrent cette réalité, en plaçant et en revendiquant la lutte prolétarienne qui se déroule dans les banlieues dans toute sa dimension et sa perspective historique, comme partie inséparable et vitale de la lutte prolétarienne mondiale contre le capital, comme une expression de l'humanité qui répond et s'attaque à la tyrannie du monde de l'argent.

Détroit, 1967

Le continent américain, USA en tête, comptabilise sur son territoire une grande quantité de révoltes dans les banlieues. Les émeutes de Watts à Los Angeles en 1965 (qui se sont soldées par 35 morts, des centaines de blessés et 3000 emprisonnés) ont rompu le mythe de l'intégration dans ce pays, et ouvert une brèche dans laquelle se sont engouffrés Harlem, Newark... jusqu'à Détroit où ont eu lieu les journées les plus intenses, fin des années 60, en pleine ascension de la lutte des classes au niveau international.

Le 23 juillet 1967, après une intervention policière dans un local de la douzième rue de Détroit tandis que

se déroulait une fête de bienvenue des réservistes noirs revenus du Vietnam, a eu lieu une série d'actions de protestation qui s'intensifieront jusqu'à se transformer en émeutes. Cette même nuit, la police sera débordée par les violations du couvre-feu, les pillages et les incendies. Surgit pour la première fois un élément qui deviendra une préoccupation centrale : les patrouilles de police ont essuyé le feu de francs-tireurs isolés. Sachant que la ville était pleine à craquer d'ex-combattants du Vietnam, il ne faut pas s'étonner de leur inquiétude.

Il est clair qu'en 1967, ces quartiers étaient des nids d'insubordination et de haine contre la classe dominante nord-américaine, beaucoup de ceux qui revenaient du Vietnam avaient participé à la décomposition de l'armée US, à des organisations défaitistes, aux dizaines de périodiques défaitistes, à des organisations d'attaques et d'élimination d'officiers qui les envoyaient au massacre, refusant de servir de chair à canon, obligeant finalement les USA à retirer leur armée de cette guerre. Il n'y a aucun doute que ces vétérans ont été la base organisationnelle de la « guérilla » au cours des émeutes de 1967, des communications ont été interceptées par talkie-walkie donnant des instructions pour étendre le soulèvement.

Vu la tournure que prenaient les événements, les fonctionnaires municipaux se sont inclinés, contrôlant l'information, le temps que les esprits se calment. Mais assez vite, ils se sont aperçus que cela ne serait pas possi-

ble sans bain de sang. Les pillages et les incendies se sont étendus pendant trois jours dans toute la zone ouvrière est et ouest et de la ville ainsi qu'à certaines villes voisines, obligeant la garde nationale à intervenir à Pontiac, Flint et Saginaw.

La tactique d'attendre que les esprits se calment, tablant sur une brève « pause » des prolétaires, s'est avérée néfaste. Les rebelles n'ont pas faibli dans leur acharnement à détruire tout ce qui, jour après jour, les empêchait de vivre, annonçant qu'ils allaient intensifier la lutte : assauts des armureries et dépôts d'armes, pillages et incendies des banques, provisions d'aliments pour résister à un puissant siège policier. À partir de ce moment, les directives répressives changent : des milliers de policiers arriveront de l'État du Michigan, soldats de la Garde Nationale et troupes régulières.

En plus de ce déploiement, la police commence à tirer pour tuer les pillards et les suspects, mais ceux-ci répondent par des francs-tireurs aux fenêtres et aux terrasses des immeubles. Un exemple de l'ampleur de la révolte peut être perçu à travers la retransmission télévisée de Detroit News durant le cours des événements.

« Cette nuit, des francs tireurs noirs ont transformé 140 pâtés de maison au nord du boulevard West Ground en champ de bataille durant trois heures, obligeant temporairement la police et la garde civile à reculer. Les blindés tonnaient à travers les rues et c'était une scène

incroyable. C'est comme si le Vietcong s'était infiltré dans les rues noircies par l'émeute. »

La bourgeoisie était certainement inquiète par l'image des tanks et des blindés ouvrant un passage entre les barricades et le feu des francs-tireurs dans les rues de Détroit, mais elle a compris que seul ce niveau de répression pouvaient empêcher l'extension de la révolte.

Quand les dernières barricades s'éteignent, elles laissent derrière elles, selon les données officielles, cinquante millions de dollars de dégâts, des milliers de commerces pillés et brûlés, deux mille cinq cents armes à feu volées. Pendant le soulèvement, la grève dans les usines du pôle industriel est énorme, la plupart des ouvriers se sont organisés pour exproprier la bourgeoisie et s'organiser dans leur quartier contre les forces répressives. Les troupes mobilisées s'élèvent à 9000 gardes civils du Michigan, et près de 5000 parachutistes. La répression fait plus de 7000 détenus, plus de 400 blessés et près de 50 morts.

Angleterre, 1981

On connaît bien les grèves des mineurs et les conflits dans les arsenaux, secteurs liquidés par le gouvernement de Margaret Thatcher, y compris le mythe du démantèlement des syndicats par Tatcher alors que ce fut une action coordonnée avec l'Union Européenne, ou l'acti-

tivité des groupes ultras contre les prolétaires, comme les bandes du *National Front*. Mais on connaît moins le cas particulier des troubles dans les banlieues des principales villes industrielles. Leurs acteurs, tout comme la *racaille* des banlieues françaises, ne demandent rien, expriment leur refus de tout l'ordre existant et prennent ce qu'ils considèrent comme correct. Ils rejettent la médiation des politiques gauchistes et syndicales, de la même façon qu'ils s'opposent aux lamentations et suggestions des assistants sociaux ou des supposés leaders communautaires.

Tout cela avait été précédé d'une situation asphyxiant et insoutenable pour les prolétaires qui survivaient dans les banlieues, après que le capital se soit débarrassé de la force de travail excédentaire. Le chômage galopant atteint 3,5 millions de personnes, les réductions de salaires dues à l'inflation s'ajoute à la hausse d'impôts par l'augmentation des biens de première nécessité. C'est ainsi que s'impose la fameuse *Poll Tax* sur les produits d'usage quotidien en Grande Bretagne et qui sera le grand apport du premier gouvernement Margaret Thatcher à l'exploitation capitaliste.

Les banlieues deviennent le foyer central des protestations contre toutes ces mesures. La terreur policière déployée pour les contrecarrer finit par provoquer l'explosion sociale. Brixton ouvre la voie en avril 1981. L'interrogatoire et le tabassage d'un jeune par la police provoque l'augmenta-

tion des tensions sociales. L'intensification de la répression et le siège de la banlieue (sous le nom d'opération « Swamp 81 ») n'empêche pas que la nouvelle de la mort du jeune le jour suivant déclenche une furie qui sera largement réprimée. Les affrontements avec la police se généralisent, les fourgonnettes de la milice brûlent, les rues commerciales sont la proie des flammes et des pillages. Les corps répressifs sont débordés et devront être secourus par d'autres forces venant de tout Londres pour contenir la révolte. Selon la presse, les troubles se solderont par 300 policiers et 65 civils blessés, 61 véhicules privés et 56 de la police abîmés ou calcinés, 28 bâtiments commerciaux brûlés, 117 autres institutions attaquées et pillées et 82 arrestations.

La révolte, loin de se calmer, continuera ses convulsions et s'étendra aux banlieues voisines, jusqu'au 3 juillet la révolte atteint son zénith, touchant les banlieues de Liverpool, épice de révoltes, South Hall, Mosside, Leeds, Leicester, Southampton, Halivex, Bedford, Gloucester, Coventry, Bristol et Édimbourg. L'ampleur des événements permettra d'inaugurer une arme clé de la répression des révoltes dans les villes, le gaz lacrymogène. Fin juillet, la révolte jette ses derniers feux.

Caracas, 1989 (Venezuela)

Cette révolte, connue sous le nom de « *caracazo* » a germé sur les collines de Caracas début 1989. La misère

étant arrivée à un tel point insupportable qu'au matin du 29 février les troubles commencent. Les manifestations violentes et les pillages enflamment quasi toutes les banlieues de Caracas et, en quelques heures, s'étendent à d'autres localités. La rébellion s'empare des villes les plus importantes du Venezuela pendant plusieurs jours.

Dans beaucoup de quartiers s'organisent des fêtes pour célébrer collectivement le succès des pillages. Entre voisins, on exhibe comme des trophées toutes sortes de produits récupérés. Face à cette instabilité sociale, le gouvernement active le « plan Avila » qui permet de bourrer les rues du pays de soldats, de même qu'il permet l'usage d'armes de guerre et l'instauration du couvre feu.

Une poignée de prolétaires tente de se défendre avec des armes mais ils seront balayés. La répression est brutale. Des milliers d'hommes, femmes et enfants, certains simplement pour s'être penchés à la fenêtre pour voir ce qu'il se passait, sont assassinés, et beaucoup d'autres disparaissent. Dans les quartiers les plus pauvres comme El Valle, l'armée passe de maison en maison et sans autre forme de procès tire à bout portant sur leurs occupants. Certains témoignages racontent les scènes dramatiques qu'ils ont vécues. Dans une tentative désespérée pour sauver leur peau, des voisins jettent par la fenêtre, le frigo, la machine à laver ou tout autre appareil qu'ils ont allègrement exproprié les jours précédents, pendant les pillages. La joie des jours précédents fait place à des flots

de sang et aux coups de fusil. De nombreux prolétaires sauvent leur vie en organisant des cachettes pour se protéger durant ces jours, voyant avec angoisse et impuissance que des camarades, des amis ou de la famille ont été liquidés.

En réalité, on n'a jamais su et on ne saura jamais le nombre exact de morts. Le gouvernement entassera de nombreux cadavres dans des fosses communes clandestines sans tenir de registres pour la majorité d'entre eux, réduisant ainsi radicalement les chiffres officiels de la répression.

Los Angeles, 1992

Vingt cinq ans après Détroit, les mêmes événements se produisent à Los Angeles. Début des années 90, la ville gère ses banlieues sur base des divisions raciales entre prolétaires, écrasés par le poids de l'inondation de drogues et les guerres entre bandes de jeunes reconverties dans la distribution franchisée de ces substances. Malgré cela, la répression policière, d'une violence impitoyable, provoque l'unification d'un secteur du prolétariat dans ce qu'ils veulent nous vendre comme une révolte raciale, une catégorie souvent utilisée par le pouvoir aux États-Unis.

Suivant le scénario de Détroit, les révoltes qui débute contre la violence policière envers les noirs se transforment en une énorme fête d'expropriation et de

destruction des représentations du monde marchand, à laquelle participent des prolétaires de toutes les « races ». La guerre entre les bandes s'estompe puisque leurs frontières disparaissent face à la lutte des classes. Les journalistes et tous ceux qui ont quelque chose à voir avec le pouvoir ont véritablement peur face à la dimension que peut prendre la révolte. Des blocs entiers de rues commerciales incendiées éclairent et réchauffent la nuit.

Les journalistes s'efforcent de capter des images qui poussent à la falsification de la révolte, en la montrant comme une révolte contre des blancs, mais bizarrement on n'enregistre qu'une seule image d'« attaque raciale ». La victime étant un homme blanc qui défend de toutes ses forces la cargaison d'un camion. Il est évident que ce qui dérange le moins les prolétaires, c'est la couleur de sa peau.

Comme à Détroit (ou dans les situations antérieures), face à la révolte, les militaires sont envoyés dans les rues, baïonnettes au canon. L'isolement et la terreur épuiseront les énergies révolutionnaires en même temps que se réinstalleront et s'intensifieront des facteurs de division qui avaient été foulés aux pieds les jours précédents : les drogues et la violence entre bandes. Apparemment, tout sera surpassé. La guerre entre les bandes latinos et noires se généralise et semble perdurer comme mode de gestion de la non-vie des banlieues de Los Angeles.

Congo, 1999... 2001

Dans l'ancien Congo belge, aujourd'hui République Démocratique du Congo, se produisirent quelques tentatives insurrectionnelles dans les banlieues de Kinshasa, l'une fin 1999, et l'autre pendant le coup d'État manqué de 2000, qui coûtera la vie à Laurent-Désiré Kabila, remplaçant de l'ancien dictateur militaire, et qui avait incarné, par une éternelle promesse de guérilla nationaliste, née après le coup d'État, chapeauté en 1970, par la Belgique, la France et les USA.

Quand l'État-maton au service du capital mondial (spécialement des secteurs du capital français) avec à sa tête le maréchal Mobutu, toucha à sa fin, assailli par une guérilla curieusement arrivée aux portes de la capitale en peu de mois, les révoltes dans les banlieues de cases éclatèrent.

La nuit précédant la chute officielle du régime et sa substitution par d'autres gestionnaires du capital, de nombreux habitants des banlieues de cases qui entouraient la capitale de ce qui s'appelait alors Zaïre, se lancent dans le lynchage de policiers, de mouchards, de mafieux divers et brûlent tous les bâtiments officiels à leur portée.

Il est inutile de dire que la plus grande partie du gratin de l'appareil répressif restera à son poste après la révolte et le changement de régime. Ensuite, après plusieurs mois de gouvernement Kabila et les sérieux diffé-

rents qu'il semblait avoir avec ses patrons occidentaux, les officiels de son armée font un coup d'État et le liquident, acte qui débouche sur une explosion de violence prolétarienne.

S'il est vrai que les conditions dans lesquelles surgit cette révolte permettent une meilleure canalisation et reprise en main par les héritiers supposés de Kabila, la force qu'elle acquiert dans ses premiers jours effraie toutes les forces politiques en présence. Les officiers professionnels et leurs forces militaires sont débordés par les prolétaires armés de machettes, bâtons et pierres qui atteignent le centre de Kinshasa depuis leurs quartiers. Les soldats, qui refusent d'obéir à un Mobutu moribond, n'obéiront pas non plus aux officiers qui sont à l'origine du coup d'État et s'unissent aux foules. Tout cela nécessitera « un appui extérieur », l'intervention militaire de l'Angola, pour canaliser et réprimer les incontrôlables et faciliter la fuite de centaines de soldats.

Nouvelle-Orléans, 2007

Rien ne semblait bouger aux USA, jusqu'à l'arrivée de l'ouragan Katrina qui a ravagé la Nouvelle-Orléans et révélé la guerre directe contre le prolétariat dans ce pays. L'ouragan est une aubaine pour la bourgeoisie qui veut depuis longtemps nettoyer la ville qui s'est transformée presque totalement en une immense banlieue.

Ce n'est pas le phénomène naturel qui a nettoyé réellement la ville, mais bien l'ouragan répressif qui a suivi dont le but est bien de nier de façon violente les besoins des prolétaires. La rébellion contre les autorités, les pillages généralisés, la prise d'armes et les désertions massives de la police ¹⁰, passeront au premier plan pour faire front au *plan de nettoyage* élaboré par les bourgeois contre les prolétaires qu'on envoyait dans des camps de redressement contrôlés par l'armée.

Depuis lors, l'armée déploie une opération d'extermination de la population inutile au capital. Les prolétaires ne se faisaient aucune illusion quant aux réelles intentions de l'aide humanitaire de l'armée : « Ils veulent nous tuer, de faim ou de n'importe quoi ! ». La révolte à la Nouvelle-Orléans ne s'est pas seulement soldée par deux mille morts. Bien d'autres seront assassinés postérieurement par les corps répressifs, et leurs morts seront catalogués comme le fruit de règlements de compte. Ainsi se matérialisait un projet urbanistique qui espérait être réalisé dans les années suivantes et qui consistait à chasser le prolétariat excédentaire qui vivait encore dans le centre historique touristique, à la lisière de la ville.

10. La décomposition du corps policier a été énorme. Le chef de la police a été démissionné face à l'impossibilité de contrôler la majeure partie de ses hommes, de nombreux policiers ont été dénoncés comme ayant pris part aux pillages, et plus de 200 ont été « invités » à se présenter à un tribunal spécial pour qu'ils abandonnent leurs fonctions.

Angleterre, 2011

Tottenham, Londres, 6 août 2011. Un samedi comme n'importe quel autre Mark Duggan, prolétaire noir père de quatre enfants, est assassiné par la police dans le cadre de ce qu'ils appellent une « opération contre le crime dans la communauté noire ». La nouvelle se répandant, des centaines de personnes se regroupent devant le commissariat pour exiger des responsables. Par après la détention et la maltraitance d'un jeune de 16 ans par les forces anti-émeute mettra le feu à de larges zones urbaines d'Angleterre.

Aux premières vitrines brisées de banques et de grandes surfaces, s'ajoutent des commissariats et des édifices publics. Les banlieues voisines comprennent rapidement la situation et ne tardent pas à sortir dans la rue. Croydon, Enfield, Ealing, Hackney, Pechlam, Brixton, Isugton et toute une série d'autres quartiers londoniens sortent pour exprimer leur identification totale avec la lutte. Le feu et les pillages s'étendent de tous côtés. Le dimanche, les luttent s'étendent déjà dans les zones touristiques telles qu'Oxford Circus, Camden ou Notting Hill. Sans tarder, la colère prolétarienne enflamme Birmingham, Nottingham, Leicester, Manchester, West Bromwich, Bristol, Wolverhampton et Liverpool.

Par sa réponse rapide et de poids, le prolétariat fait changer la peur de côté. La normalité capitaliste est effacée du jour au lendemain, les expropriation ainsi que les

attaques de commissariats et de banques sont à l'ordre du jour. La bourgeoisie est à la fois surprise et désorientée par l'ampleur de la réponse, et appelle à la délation et à la répression. Comme toujours, elle met en mouvement tous ses mécanismes de falsification pour faciliter le processus répressif. L'immense machinerie médiatique du capital, presse en tête, suivie des ministres, universitaires et tout le bataclan de spécialistes au service du pouvoir, entre en jeu dans une campagne de dénigrement parlant de criminels, de voleurs, d'assassins... L'objectif précis est comme toujours que le citoyen spectateur s'identifie non pas à ceux qui luttent, mais bien aux forces de l'ordre. Ou mieux encore, on cherche à terroriser le citoyen avec les barbares incendiaires pour qu'il désire ardemment le retour à la normalité. Il s'agit une fois encore de maintenir notre classe divisée, d'isoler la lutte, d'éviter toute identification avec les rebelles, de maintenir sur pieds l'idéologie citoyenne devant l'irruption prolétarienne. Au même moment, on veut justifier le déploiement de cet arsenal militaire pour écraser la tête de tous ceux qui osent la lever, face à la vie de merde que le capitalisme nous impose jour après jour.

Le pouvoir avertit : « Tolérance zéro, si c'est nécessaire nous enverrons l'armée ». Le nombre de policiers dans Londres passera de 6000 à 16000. Les arrestations sont massives. Cependant, la police anti-émeute, armée jusqu'aux dents, malgré l'instauration du couvre-feu, se retrouve face à un problème : il n'y a ni manifestations, ni

grandes concentrations, ni revendication explicite. Les secteurs les plus organisés se déplacent par petits groupes, d'une grande mobilité, encapuchonnés, à pied ou à bicyclette, se dirigeant vers les centres commerciaux, les magasins de vêtements, de sport, d'électroménager, attaquent des banques, des commissariats de police. Comment écraser des petits groupes à la fois nombreux, mobiles et éparpillés ?

On allume des feux de tous côtés, des commissariats sont réduits en cendres, des banques sont détruites et des centres commerciaux sont vidés là où passe la tornade prolétarienne, la propagande se centre sur les membres supposés de bandes ou sur les actes les plus isolés et condamnables. Il faut créer un ennemi, c'est indispensable pour la répression, même si toutes les tergiversations journalistiques entrent frontalement en contradiction avec ce que montrent les arrestations. À la stupeur générale, les prolétaires les plus inattendus se retrouvent en prison : une fille de bonne famille qui voulait participer aux troubles, un gamin qui a brûlé un container à poubelles, un cuisinier et son frère, pour avoir volé dans le fast-food dans lequel ils travaillent, une employée d'opéra, un enfant de onze ans, un étudiant qui explose un magasin d'électronique, un futur militaire, un conducteur de machine de construction, un graphiste, des familles qui s'étaient réapproprié des produits qu'ils ne pouvaient se permettre d'acheter (chaussures de marque, vêtements, électronique...). A Manchester, il y a des enfants de 9,

10 ou 11 ans dans la rue... Ainsi, une grande partie des soit-disant criminels n'ont pas d'antécédents judiciaires. La foule en colère est colorée, infalsifiable, et cela dérange particulièrement.

Face à l'évidente participation massive de nombreux prolétaires très jeunes qu'on ne peut plus cacher dans la presse, on commence à parler de jeunes désorientés, sans futur, qui cèdent à la délinquance... Tous ceux qui veulent traîner le mouvement dans la boue se raccrochent aux jeunes qui sortent des magasins avec des vêtements Nike, des écrans plats, des ordinateurs... comme si ces actions mettaient en doute sa légitimité, comme si cela ne faisait pas partie de notre lutte sociale globale, comme si la réappropriation d'une partie du produit social n'était pas un acte contre le monde de la marchandise, comme si on pouvait le séparer des autres actes où les objectifs sont plus évident ; les temples de la marchandise, la police, les banques... Les prolétaires détruisent tout ce qui nie l'humanité, exproprient ce qu'ils ont sous la main, et la forme dans laquelle ils expriment la lutte est la seule sous laquelle ils peuvent le faire.

Le capital, par la bouche du premier ministre, déclare: « il n'est pas question de politique, ces enfants doivent apprendre la différence entre le bien et le mal » et dénonce « la responsabilité des parents qui ne savent pas où sont leurs enfants ». Il est évident que dans de nombreux cas la question n'est pas que les parents ne savent pas où

sont leurs enfants mais bien qu'ils participent à la révolte d'une façon ou d'une autre. Les menaces d'asphyxie de la lutte se succèdent, le ministre parle de supprimer les aides sociales (ainsi que le logement) des familles dont les enfants ont été condamnés. « Si vous vivez dans un logement social, vous avez obtenu une maison bon marché avec la responsabilité que cela implique », c'est-à-dire qu'on menace les parents de les jeter hors de chez eux s'ils maintiennent leurs enfants dans la révolte. Mais on réserve les pires châtiments aux enfants : « Si tu es assez grand pour commettre ces actes, tu es assez grand pour être puni ». Le même premier ministre prépare et justifie la terrible répression qui s'approche. « Nous avons adopté pendant trop longtemps une attitude trop modérée envers ceux qui pillent leurs communautés », « d'abord, la police a traité la situation comme une question d'ordre public, mais ce sont d'actes criminels qu'il s'agit ». « Ce sont des criminels », nous sommes face à « une vague de violence irrationnelle sans aucune relation avec la mort de Mark Duggan ».

La justice bourgeoise fera son travail sans faire semblant et fait reculer la lutte jusqu'à sa dispersion. Plus de 1800 arrestations de prolétaires, dont certains ne savent pas les délits qui leur sont reprochés. Au total il y a plus de 1000 inculpations. Des tribunaux spéciaux travaillent jour et nuit, car la répression doit agir avec la plus grande rapidité. Certaines peines ne sont pas seulement exemplaires, mais s'agit bien d'une véritable

vengeance de l'État : cinq mois de prison pour une mère qui accepte deux paires de pantalons que ses enfants ont volés pour elle, six mois de prison pour un jeune de 23 ans qui a volé une bouteille d'eau dans un magasin ou quatre ans pour deux jeunes qui appelle via Internet à participer aux troubles.

Vers la rupture de l'isolement

Les épisodes de lutte résumés ici, exemplifient la caractéristique générale des révoltes des banlieues, qui se présentent sous forme d'explosions isolées sans capacité d'extension et de consolidation, sans matérialisation, dans ces moments, de direction révolutionnaire¹¹, sans renforcement des structures de lutte. Sans aucun doute, cela est dû au fait que la majorité d'entre elles se sont produites à une époque marquée par un repli du prolétariat à un niveau mondial, par la domination écrasante de la forme de vie du capital, c'est-à-dire de la démocratie. Exceptés les militants révolutionnaires et quelques minorités prolétariennes, chaque révolte est vécue comme un spectacle pour le reste du prolétariat mondial, qui, dissout dans le rôle du

11. Nous parlons de direction révolutionnaire dans le sens historique du terme, celui que les révolutionnaires lui ont toujours donné, celui de perspective, d'orientation, de sens, de savoir jusqu'où aller. Rien à voir avec les chefs et les autres questions de la social-démocratie, malgré le fait qu'évidemment la direction révolutionnaire est impulsée par des minorités d'avant-garde que génère le prolétariat.

citoyen, de simple spectateur, ne s'identifie absolument pas aux contestataires, maintient les simulacres de relations sociales entre citoyens et suit au pied de la lettre les discours des patrons à destination de l'opinion publique.

Mais ce totalitarisme mercantile qui dominait les années 80 et 90 et qui était à deux doigts, dans certains pays, du rêve bourgeois que chaque serf soit son propre flic, s'est craqué¹². La catastrophe insupportable du capital fait de nouveau resurgir la contestation sociale dans le monde entier, et avec elle arrivent les signes qui annoncent la fin d'une époque. Aujourd'hui, la lutte prolétarienne commence à ébranler l'isolement, la confluence des révoltes généralise la sympathie, la complicité, l'identification et la solidarité indépendamment de l'endroit où elles se déroulent. C'est un premier pas vers la compréhension de ces luttes comme faisant partie d'une seule et même lutte.

D'autres exemples montrent comment les luttes des banlieues commencent à rompre leur isolement.

12. On ne veut absolument pas dire qu'il n'y a pas eu de luttes prolétariennes, y compris puissantes, dans cette période contre-révolutionnaire. Prétendre que, dans une période donnée, le prolétariat est absent sur toute la planète est une utopie bourgeoise. Dans des pays tels que l'Iran, l'Irak, l'Argentine, la Birmanie, l'Algérie, l'Indonésie, l'Albanie... on vivra de grandes luttes durant ces deux décennies, totalement à contre-courant de la situation mondiale, où l'on imposait cette réalité mondiale de paix sociale qui épuisait la lutte, puisque le prolétaire d'autres pays ne s'y identifiait pas, comme c'est le cas en période révolutionnaire. Ce que nous voulons dire, c'est que durant cette période, la tendance mondiale du rapport de force entre les classes était en faveur de la bourgeoisie.

Ainsi, malgré la misère insupportable et l'oppression mafieuse-policière, nous pouvons voir comment, dans les banlieues de la région de Buenos Aires, il a été possible de maintenir une dynamique de lutte par des blocages de route sur les périphériques durant des années, par ceux que l'on appelle *piqueteros*, formés principalement de sans-travail. L'extension de ce phénomène a été inouïe et loin d'être une question marginale. Le développement de ce mouvement a atteint son zénith en 2000 quand il devient le centre de gravitation de la révolte prolétarienne et qui fera trembler toute l'Argentine durant toute cette année-là et la suivante.

Depuis, divers appareils d'État ont amplifié et étendu leur encadrement à quasi toutes les organisations de *piqueteros* étouffant toute étincelle d'autonomie de classe. Les mères de la Place de Mai ont été à l'avant-garde de la récupération bourgeoise du mouvement. Leur campagne d'« assainissement » et de construction de logements dans les quartiers misérables de la capitale, comme le travail de médiation de Hebe Bonafini entre l'État et les *piqueteros* avait pour résultat d'encadrer le mouvement.

De la même façon, le cas des *poblaciones* ou *poblas* au Chili, qui normalement ne passent pas à la télévision à cause de leur ressemblance avec les *favelas* brésiliennes, ce qui risquerait de briser le monde imaginaire et bancaire du miracle économique chilien, est un autre exemple à souligner. Là, une fois encore, malgré la police et les drogues, la

rébellion s'est développée à des niveaux qui sont loin d'être occasionnels, isolés ou éphémères. Toute une culture de résistance, une tradition de lutte qui rompt avec la séparation sur des questions « raciales » ou d'origine, se déploie depuis de nombreuses années dans l'ensemble des *poblas* contre ceux qu'ils appellent là-bas les *pacos* (flics) et contre l'ordre que ces sbires protègent au prix du feu et du sang.

Il est bien connu que lorsque les gauchistes du capital célèbrent leurs misérables succès de couards, les prolétaires incendient des barricades contre ce legs des militaires, qu'est la démocratie sanglante et mercantile. Chaque 11 septembre, les flics sont reçus dans les communautés rebelles avec tout ce que les *pobladores* ont sous la main, cela va de l'acide jeté par les fenêtres jusqu'à des rafales de fusil automatique. Ce jour est un prétexte pour faire payer à tous ces démocrates et militaires, par la sueur et le sang, tous les crimes commis au service du capital.

Ces traditions de lutte sont en train de rompre l'isolement des banlieues avec les métropoles et transforment tout le pays en poudrière, créatrice de structures classistes, à l'avant-garde d'une nouvelle période de montée mondiale des luttes¹³.

13. La répression qui secoue ce pays depuis quelques années ne fait que démontrer la force que le prolétariat est en train d'y acquérir. Le fameux « caso bomba » (voir internet) pour lequel le Chili s'est fait connaître mondialement comme exemple de l'antiterrorisme, a, de fait, été un amalgame et une manipulation judiciaire et policière de l'état.

Rompre les catégories qu'impose le capital, dépasser les parcellisations, mettre à bas la séparation entre banlieue et métropole, entre pays, il y a là une des questions fondamentales pour surpasser les grandes faiblesses qui freinent nos luttes. Il est évident que tout cela implique de surpasser une série de carences que le prolétariat porte actuellement : manque d'associationnisme, d'organisations permanentes, de réappropriation programmatique, de direction révolutionnaire, non-reconnaissance de sa condition de classe... Comme nous le verrons, la lutte qui s'est développée dans les banlieues françaises fin 2005 a reproduit ces mêmes faiblesses, qui auront fini par neutraliser toutes ses potentialités.

Prolétaires Internationalistes

SECONDE PARTIE

LA RÉVOLTE DE NOVEMBRE 2005

« La lutte qui est en train de commencer sera grande, et notre combat est juste. La société nous a créés, ce qui prouve que cette civilisation court à sa perte ».

Combattants des révoltes
des banlieues en 1993 (France).

Prolétaires Internationalistes

V. Situation précédente

Alors que dans la majorité des pays les banlieues émergent spécifiquement comme stock de force de travail superflue, dans d'autres, comme la France, une grande partie d'entre elles est en fait l'héritage de logements de forces de travail qui ont été utiles un jour, mais qui, avec le développement postérieur du capitalisme ont accumulé une grande masse de chômeurs. Ainsi, les quartiers français des années 50' dans lesquels se sont installés des prolétaires de toutes origines (ce qui servira plus tard la stratégie de séparation raciale bourgeoise, avec l'arrivée du chômage massif) se sont transformés dans les années 80' en immenses quartiers marginaux surpeuplés et accablés par la crise. Dans la seule banlieue parisienne habitent 9 millions de personnes contre les 3 millions qui résident dans le centre. Par cet exemple, nous pouvons nous faire une idée de la densité de la population mondiale qui survit dans ce type de lieu, et de leur importance.

En France, la première préoccupation de la classe dominante est de savoir que faire de toute cette population excédentaire. On a essayé alors de maintenir le problème isolé et sous contrôle de la même façon que dans les banlieues d'autres pays, par le siège policier et la drogue. On a ajouté à ce scénario le complexe de non-intégration, la création officielle du concept d'« immigré » pour cataloguer nombre de ses habitants, acculés à la marginalisation

et à la stagnation sociale. Toute une construction idéologique qui a servi à séparer les exploités selon leurs origines dans un État sous garanti du drapeau antiraciste. De cette manière, on a réussi à créer un cordon sanitaire contre les révoltes possibles face à la lente et progressive dégradation de vie dans ces banlieues. On a réussi à convaincre le bon patriote français (et en France, le chauvinisme et le patriotisme sont toute une institution) qu'il n'y a dans les banlieues que des « parasites qui touchent des allocations et des drogués qui ne veulent pas se comporter comme de bons et authentiques Français ».

Ces éléments font structurellement partie de la politique de répression des banlieues françaises. Les conséquences indésirables de cette politique devaient être corrigées ou minimisées par le travail éducativo-policiier, grâce à un strict endoctrinement comportemental, ce qui motivait une stratégie policière élaborée depuis les gouvernements socialistes tendant à enfermer le problème de la *délinquance* à l'intérieur des banlieues.

Fin des années 80, la dégradation des conditions de vie s'intensifiant, l'évolution des événements dans les banlieues finit par donner quelques motifs de préoccupation à l'État. L'affaiblissement de la social-démocratie et l'abandon de la banliophilie¹⁴ expliquent que, petit à

14. Banliophilie : technique politique consistant à couvrir les voies réelles par la voix factice des « porte-parole » (SOS racisme par exemple), tandis que sur le terrain, ce sont encore et toujours les flics qui ont carte blanche ».

petit, la canalisation réformiste du mécontentement se soit retrouvée sans porte-paroles. Les leaders gauchistes qui s'étaient implantés auparavant dans les banlieues, liés au parti « socialiste », ont alors commencé à être vus comme des pompiers sociaux et des fonctionnaires de l'État. Le mouvement « beur », qui au début des années 80 avait démocratisé la rage des prolétaires commence à être déprécié, et le terme de « beur » finit par se transformer en insulte à l'intérieur de la banlieue. On abandonne toute revendication du genre plus de travail, égalité des chances... De surcroît, l'épidémie de drogues refluit.

Face à cette menace croissante, la solution a été, comme toujours, le bâton. Mais les prolétaires ne se sont pas laissés intimider et c'est alors que les réactions systématiques contre le harcèlement et les assassinats de gamins par la police ont commencé. À la terreur policière a répondu la violence organisée, exutoire à toute la rage accumulée. Les grandes explosions de certains quartiers dans les années 90 ont rendu visible le conflit. Lyon en 1990 et 1991, Lille en 1993, Pau en 1994, Nanterre en 1995. La réponse sera plus de police, plus de terreur, des menaces de réduction ou de suppression d'allocations pour les rebelles, et des promesses social-démocrates pour pacifier les esprits. Ces mutineries, dans lesquelles ont participé des centaines de révoltés, des milliers même, sont présentées comme des « expressions isolées et minoritaires de furie irrationnelle, totalement disproportionnées par

rapport aux erreurs policières qui les ont supposément provoquées», selon les autorités, les ONG ou les leaders locaux. Les professeurs d'écoles de la république¹⁵ sont les premiers à lancer un cri d'alarme contre la « sous-culture de la rébellion » ; surtout après les très mauvais résultats des études successives réalisées dans les écoles. Ces études avaient pour objet les sentiments et les inquiétudes des enfants par rapport aux événements qui se déroulaient dans leurs quartiers, spécialement après des désordres. Avec ces études se profilent une série de mesures pour un suivi policier depuis l'enfance. Les professeurs qui donnent les informations sur les enfants commencent à perdre l'espoir que ceux-ci arrêtent de considérer les policiers comme des matons qui humilient et terrorisent le quartier à coup de passages à tabac et d'assassinats. Ce qui ressort constamment, c'est qu'une grande partie de ces enfants est potentiellement incivique. Cela n'a aucune importance que l'on répète la blague du « bon policier » dans les écoles, la réalité de la rue enseigne la vraie vie à ces enfants. Face à cette conjoncture, le gouvernement français investit ses fonds dans la répression policière au détriment de tout son arsenal de bonne conduite qui s'est montré totalement insuffisant. L'antagonisme de classe ne peut alors que se renforcer.

15. En France, on considère ouvertement l'école comme un instrument de l'État dont le but est de créer de bons citoyens et l'adhésion des enfants au régime. Les autorités reconnaissent et défendent le fait qu'elle est un centre d'endocinement.

Les couvre-feux, un climat de terreur nocturne appliqué par la police contre les « jeunes paresseux », l'approbation de la *Loi Sarkozy* de 2003, etc., a permis d'intensifier les mécanismes nécessaires pour réprimer, et d'instaurer des stratégies de siège avec les cartes spécifiques des zones urbaines qui aident la police à identifier les suspects à tabasser et à arrêter. De plus, la police de proximité est remplacée par les antiémeutes des CRS (Corps Républicains de Sécurité), et spécialement par leur corps d'élite, les BAC (Brigades Anti Criminalité), des unités de bouchers, experts en arts martiaux, à déploiement rapide, plus légers que les antiémeutes, plus nombreux et dispersés que les corps d'assaut antiterroristes. Le nombre de personnes réprimées a augmenté grâce à ces mesures et au bon entraînement de ces assassins professionnels.

Les maîtres de la société et leurs mouchards démocrates ont essayé ainsi de normaliser la situation. Chaque fois que l'on tuait un « voyou » ou un « criminel », ils essayaient de réguler et de minimiser la révolte que la *racaille* provoquait en réaction. En même temps que se renforçait la lutte des classes, les drogues et les bandes télécommandées perdaient du terrain dans le quotidien des banlieues des grandes villes françaises. La règle du quotidien des jeunes sans emploi n'était progressivement plus d'épier la mule (ndt : celui qui trimbale la came) du coin pour savoir quand la piller, mais bien de surveiller les mouvements des bouchers CRS avant d'al-

ler leur jeter des poubelles pendant la nuit ou d'observer leur routine pour savoir comment les cramer. Cette situation va devenir de plus en plus tendue et se transformer en guerre semi-ouverte entre l'État et les prolétaires qui vivent dans les banlieues. Arrive alors les révoltes de novembre, qui seront un saut qualitatif et une rupture de l'isolement des principales banlieues, déchaînant une réaction de classe exemplaire.

VI. La nature prolétarienne de la révolte

Pour le capital, c'est toujours une question de vie ou de mort que de nier toute lutte de son ennemi historique. Dans son *monde parfait*, il n'y a pas la place pour une possible révolution, toutes les contradictions et affrontements sont occultés et dénaturés. L'explosion de novembre n'a pas fait exception. Les porte-paroles et les laquais de l'État se sont précipités pour nous présenter la révolte comme islamique, de bande, de jeunes délinquants ou d'immigrés.

Mais ni les imams ni les bandes n'ont eu d'influence sur les événements de novembre. Les premiers ont couru coller aux basques de l'État. Aucune organisation islamique n'était présente pendant les émeutes ni ne l'ont défendue. L'Union des Organisations Islamiques de France a essayé d'emprunter la voie de la médiation et le rôle de pompier social. Elle a publié une *fatwa* condamnant la violence et appelé à la fin des affrontements. En brûlant des mosquées, les prolétaires ont démontré que ces curés n'ont aucun légitimité pour se faire les médiateurs ou les porte-paroles de la révolte, et encore moins pour en tirer profit dans leur projet bourgeois.

En ce qui concerne les bandes, la reconstruction embryonnaire du prolétariat comme classe qu'a provoqué le mouvement les a fait disparaître. S'il est bien vrai que durant les premiers jours, pendant les longues heures d'affron-

tements, il y a eu une certaine entente contre la police, elle s'est diluée très vite face à l'ampleur de la révolte. Ceux qui, durant les semaines précédentes appartenaient à des bandes rivales qui se haïssaient à mort partagent maintenant la même barricade, s'appuient les uns sur les autres, planifient et organisent conjointement la lutte. À partir du moment où la confrontation à l'État est au premier plan, les divisions et les affrontements entre bandes perdent toute base matérielle, mettant en évidence leur fonction sociale ainsi que celle de leurs chefs. Certains de ces derniers, craignant de perdre (non sans raison) le statut hiérarchique ridicule qu'ils possèdent dans le capitalisme, essayeront de défendre leur position depuis l'intérieur du mouvement. Mais la révolte les exposera aux yeux de tous et les fera fléchir¹⁶.

Ce sera la promotion de la révolte comme « conflit de jeunes immigrés » qui se révélera *a posteriori* comme la plus efficace. Cela servira non seulement à approfondir les divisions entre prolétaires, mais aussi à préparer un terrain exceptionnel proche de l'état de siège. C'est ainsi que cette mesure est présentée comme un outil de défense des « Français » contre les « étrangers ». Les honorables citoyens français peuvent être tranquilles, leurs libertés démocratiques restent intactes. Ils doivent par contre cautionner la répression des traîtres à l'harmonie

16. Voir à ce propos l'entrevue « Les filles de la révolte » incluse dans la troisième partie. Dans une des parties de celle-ci on approfondit le sujet de la lutte menée contre un chef de bande qui ne voulait pas céder sa position face à la dimension classiste que la lutte acquérait.

entre classes de la bucolique nation française. C'est que le terme « immigré » est utilisé précisément pour faciliter l'isolement, sur base de divisions raciales et culturelles artificielles, d'un secteur du prolétariat, pour, de cette façon, le frapper avec force et le rendre responsable des actes répressifs commis contre lui.

L'objectif principal de toutes ces manœuvres est d'occulter la nature prolétarienne de la révolte. Il faut remonter très loin, peut-être à mai 68, pour voir une expression similaire de rébellion contre le capitalisme dans ce pays.

La première chose à mettre en évidence, c'est que quasi tous les symboles capitalistes ont été la cible des rebelles. Peu ont échappé aux flammes. La critique en actes du capitalisme a été la réalité des banlieues durant les trois semaines et plus que durera la révolte. Ceux qui méprisent et se désolidarisent de cette lutte en se plaignant du manque de programme et de théories en son sein, en l'accusant de répondre à des critères irrationnels, se dévoilent. Ils révèlent leur grossière falsification de ce que signifie théorie et programme révolutionnaire. Ils ne conçoivent pas ou cachent intentionnellement que la pratique développée par ces rebelles condense dans leurs actes de manière inséparable l'arme de la critique et son exécution pratique. Ce sont des théoriciens amoureux de la plume qui s'effraient face à la plus petite irruption de la critique par les armes. Analphabètes quant à la

lecture des actes, ils font les sourds et muets pour éviter d'écouter les voix et de lire les quelques rares écrits que la révolte nous a laissé¹⁷.

S'il est bien vrai qu'une des grandes limites de la révolte est la rareté des tracts, pamphlets, et textes en général, revendiquant la lutte contre le capital ou s'opposant aux mensonges du pouvoir, limite générale que nous devons critiquer et surpasser, cela ne veut pas dire que la révolte n'a pas été prolétarienne. Nos ennemis profitent des faiblesses de nos luttes pour les discréditer. En réalité, la majorité de ces valets du capital sont incapables de percevoir la théorie et la pratique comme inséparables, comme expressions du mouvement révolutionnaire. Ce qu'ils comprennent par l'expression théorique du prolétariat, qui pour nous ne cesse jamais d'être la pratique, se réduit à des tracts, des pamphlets, des revues ou des livres. Ces expressions, qui indubitablement sont une partie fondamentale et indispensable de la lutte prolétarienne, ne sont pas les seules que le prolétariat utilise pour s'exprimer, et encore moins un critère pour juger du caractère classiste d'une révolte. Mais pour ces amoureux de la plume, qui sont aujourd'hui spécialistes du clavier, la révolte ne se définit pas par ce qu'elle fait mais par ce qu'elle dit. Il ne faut pas s'étonner si, à la place de critiquer les faiblesses, ils déprécient et dénigrent le mouvement en se basant sur cel-

17. Il y en a peu, mais certains sont des écrits réalisés directement par les protagonistes de la révolte. Voir dans la troisième partie le tract anonyme sorti des rues des banlieues.

les-ci et en parlant d'irrationalité, d'absence de conscience, de violence pour la violence... Non seulement ils se montrent incapables de comprendre (et nous insisterons là-dessus plus loin) que brûler une garderie, par exemple, est une façon de réaliser la critique radicale contre cette institution, une démonstration d'un certain degré de conscience (un acte qui, bien sûr scandalise complètement ces « révolutionnaires »), mais de plus ils n'arrivent pas à percevoir les multiples autres formes sous lesquelles historiquement le prolétariat s'est constitué en classe.

Dans les banlieues, de nombreux jeunes prolétaires utilisent le rap et le hip-hop comme un moyen d'exprimer leur refus du système. Des paroles de chanson circulent et se créent constamment, axe sur lequel tente de se développer toute une critique du capital et de ses représentants¹⁸. Nous ne parlons pas évidemment des secteurs commercialisés et récupérés par le capital. Nous parlons d'une vraie expression contre le capital qui se matérialise et se diffuse via ces formes d'expression, qui sont une véritable référence pour s'exprimer, lutter et s'armer contre le système capitaliste à l'intérieur des banlieues. Beaucoup d'abrutis minimisent cet aspect, mais quiconque a vécu dans les banlieues ou qui a connu la vie que l'on y mène sait qu'entre prolétaires, et spécialement chez les plus jeunes, une partie de la critique plus ou moins profonde contre les divers aspects de ce monde s'expriment théori-

18. Voir notre annexe 6.

quement par des paroles de chansons. Elles se transmettent dans les rues, on graffe sur les murs des consignes extraites de celles-ci, elles s'écrivent à quelques camarades, elles se discutent... La marchandise, le travail, l'école, la police, la famille, l'État... sont au centre des critiques de ces paroles qui se diffusent de bouche à oreille, de mp3 en mp3, et qui ne font rien d'autre que d'exprimer sous cette forme particulière la critique prolétarienne de la société de classe. Toute cette « culture de la rébellion » est étroitement liée aux différentes émeutes, au développement du prolétariat dans les banlieues. Le fait qu'on y sous-estime le degré de conscience du prolétariat, et cela même entre camarades, vient justement de l'ignorance ou du mépris de cet aspect, entre autres choses. Écouter ces voix, lire ces paroles, avant, pendant et après la révolte, nous donne à voir une autre dimension du conflit et des secteurs du jeunes prolétaires qui vivent qui vit dans les banlieues. Et c'est naturel qu'une révolte dont la force se situe chez les plus jeunes utilise ces modes d'expression, bien plus évidents et naturels que l'élaboration d'autres formes de propagande qui leur rappellent trop bien l'école¹⁹.

Il faut nécessairement tenir compte de cette question importante pour comprendre que toute action liée

19. Il est certain que, comme c'est le cas de l'intellectualisme, le média (ici le rap) peut occulter le message en le cryptant, en l'enfermant dans la forme utilisée. Ce média ne devient plus que l'affaire de spécialistes, les rappers, et est récupéré par le capital. C'est l'autonomisation du média qui détruit son potentiel en l'isolant et en le convertissant en fin en soi.

aux banlieues est aussi une expression théorique (et qui, nous insistons, est en même temps pratique) et un développement de la critique prolétarienne, et que sont liées les actions où les prolétaires des banlieues cristallisent plus clairement encore le contenu de la négation des conditions existantes. Dans l'explosion violente de classe qui a secoué les banlieues, les prolétaires ont répondu à la violence qu'ils subissent jour après jour par la violence. À la terreur bourgeoise, on a répondu par la terreur prolétarienne. Chaque jour qui passait, la violence révolutionnaire s'organisait de manière de plus en plus efficace. Pendant les premiers jours, il y a eu d'importants affrontements statiques et directs contre la police. Mais à mesure que le mouvement s'étendait et se développait, cet affrontement néfaste « appareil contre appareil » devenait de plus en plus limité, et les émeutiers ont commencé à se structurer en groupes mobiles qui frappent une multitude d'objectifs çà et là. Selon des données officielles, 42 garderies, 49 collèges, plus de 100 instituts secondaires, 140 autobus, des dizaines de gymnases et de bibliothèques, 74 supermarchés, des dizaines de centres commerciaux et de travail, une cinquantaine de bureaux de poste, et plus d'une centaine de véhicules officiels, concessionnaires, sièges de partis politiques, 233 édifices publics parmi lesquels on peut retrouver de nombreuses mairies, commissariats et tribunaux... ont été attaqués. Un total de 200 millions d'euros de dommages, dont seulement un peu plus de 20 millions sont attribuables aux

voitures brûlées, alors que la presse (et c'est logique) ne nous as matraqués qu'avec ce dernier chiffre. Et si dans cette recompilation des attaques apparaît à peine les objectifs d'un élément aussi emblématique du capital que les banques, cela est dû à l'absence presque totale de sucursales dans de nombreuses banlieues.

Nous ne pouvons rien faire d'autre que défendre les critères qui ont été mis en avant par ces rebelles pour choisir leurs objectifs principaux. Ce n'est pas le fait que des commissariats, sièges de partis, mairies, tribunaux, centres de travail, reconnus clairement comme centres de répression, de gestion et d'exploitation, ont brûlé partout qu'il faut critiquer mais bien les attaques des défenseurs déclarés de l'ordre existant qui critiquent ces objectifs. De même qu'il y a eu d'autres objectifs qui ont été visés et qui sont rarement touchés par la révolte prolétarienne, bien qu'ils soient des expressions claires du capitalisme. Nous parlons ici des garderies, écoles, établissements secondaires, gymnases, bibliothèques ou autobus²⁰ qui ont essuyé la secousse de la révolte. Mais qui peut nier le bien-fondé

20. Au Pays Basque espagnol et dans la grande tradition de lutte qui se perpétue dans cette zone, malgré l'existence d'un encadrement nationaliste fort, uni à une immense propagande de l'État pour amalgamer les expressions prolétariennes avec le nationalisme, spécialement avec celui de l'organisation ETA, l'incendie d'autobus a été jusqu'il y a peu une pratique assez fréquente. Arrêter un autobus en plein jour, le vider et y mettre le feu ; c'est une attaque contre la circulation des marchandises, du mouvement de la non-vie, d'un pilier du fonctionnement du système.

d'attaques de ces objectifs sans défendre en même temps les fonctions sociales que ces outils remplissent à l'intérieur du capitalisme, qui ne sont autre que le maintien et la reproduction de cette société de classes ?

Un garderie ? Cet espace dans lequel on enferme les bébés entre quatre murs, les arrachant ainsi des bras de leurs mères, quelque chose qui serait insolite dans une communauté humaine, leur permettant ainsi d'exercer leur fonction productive. Pour les bébés et les tous petits enfants cela suppose se civiliser, commencer à s'adapter à la vie sous le capital, le premier pas vers la brutale déshumanisation de cette société. Mais même les bébés et les enfants qui ne vont pas dans les garderies et qui restent avec leurs mères ne sont pas du tout épargnés. Le fait de civiliser les nouveau-nés s'infiltré dans la relation mère-enfant grâce à la pédiatrie et la psychologie. Les conduites d'apprentissage qui se propagent depuis ces sphères, et qui ont imprégné les parents des générations durant, sont spécifiquement destinées à éliminer les besoins humains du nouveau-né²¹. Et si

21. En réalité presque toutes ces conduites d'apprentissage essaient de limiter le plus possible le contact et le lien humain sous n'importe quelle prétexte, afin d'insérer les marques d'identité de la civilisation dans les nouvelles générations : ne pas dormir dans le lit des parents, limiter la prise dans les bras, remplacer le contact et les câlins. Toute une série de débilites et de règles ont été inventées autour de l'allaitement maternel pour arracher le bébé du tétou de sa mère et le brancher sur la marchandise que contient le biberon, la tétine, des inventions telle que la poussette pour qu'ils circulent séparément... c'est-à-dire briser tous les instincts, les besoins et les liens naturels de l'être humain, qui

de nombreuses mères suivent le diktat des pédiatres et des services sociaux, elles vont à l'encontre de ce à quoi les poussent leur nature et instinct dans l'éducation de leurs bébés. Que pouvons-nous attendre qu'acquièrent des enfants dans ces garderies monstrueuses élaborées explicitement pour le capital et régies par des tuteurs qui sont obligés de suivre ces normes?

Les collèges et instituts fonctionnent de la même façon mais à des niveaux supérieurs. Ils sont la continuation et la spécialisation de ce processus de préparation et reproduction de la force de travail. En eux s'intensifie tous les mécanismes de domestication : horaires, discipline, conduite citoyenne, apprentissage de matière utile pour la production, la soumission, la hiérarchie...

Et que dire de ces bibliothèques où fondamentalement se centralise toute la culture bourgeoise, ou ces gymnases propres au culte du corps et des apparences, où certains brûlent leurs énergies et leurs rages contenues, ou les autobus, un des piliers fondamentaux du transport de la marchandise -la force de travail- qui consomment les heures de notre existence pour nous ame-

avaient été pratiqués et transmis de génération en génération depuis la communauté primitive, et imposer à la place des conduites et des besoins propres à ce monde inhumain. Depuis la naissance, on essaie d'arracher le caractère humain pour le remplacer par le caractère civilisé. Et bien sûr, on a étiqueté « colique de l'allaitement », les pleurs du bébé, qui sont son unique mode d'expression, et qui est sa réponse humaine et communautaire à tous ces traitements et ces séparations, de maladie.

ner principalement au travail (sans parler du stress de la traque quand on voyage sans billet). Toutes ces structures ne méritent-elles pas de succomber face à l'éruption prolétarienne ? Ne doivent-elles pas être raisonnablement rasées en même temps que les autres expressions et relations sociales capitalistes ? Les prolétaires dans les banlieues ont démontré qu'ils l'ont parfaitement compris en les attaquant de manière généralisée.

On a essayé de taxer cette violence d'irrationnelle ! Les défenseurs de la bourgeoisie, bien qu'ils se disent révolutionnaires, nient l'évidence en suivant au pied de la lettre le diktat de leurs maîtres. « Et les voitures brûlées ? La plupart appartenaient à des ouvriers ! » nous sermonent-ils. Ah... les voitures... c'est clair... ce produit phare du capital, ce moyen de reproduction de l'isolement qui promeut le mouvement autonome du non-vivant, ce fétiche mercantile, ce truc qui nous massacre sur les autoroutes. Ce n'est pas un hasard si certains prétendus « anarchistes », « communistes » et « révolutionnaires » n'identifient comme vrais prolétaires que ces propriétaires de voitures brûlées. Ces défenseurs de la misère capitaliste nous racontent que ces prolétaires seraient maintenant plus pauvres et misérables à cause de la révolte. Allez ! On dirait que ce n'est pas à cause des rapports sociaux capitalistes qui nous obligent d'être des esclaves salariés, alimentés par les miettes que leur laissent leurs maîtres. Non ! C'est la faute de la *racaille* ! En vérité, nous nous féliciterions de voir tous ces vers se tortiller au pied

de leurs maîtres pour défendre la propriété, si ce n'est que ces forces politiques poussent sans en avoir l'air de grands secteurs de notre classe à défendre leurs conditions de vie calamiteuses et leurs misérables propriétés. De cette manière des secteurs du prolétariat finissent par être niés comme classe puisque leurs intérêts sont identifiés à ceux de la bourgeoisie.

Cet effacement idyllique des antagonismes de classe, cette aberrante conciliation d'intérêts de classe contradictoires, est un des facteurs principaux du maintien de l'ordre capitaliste, et de l'annihilation du sujet de la révolution. De grandes franges de prolétaires qui vivent dans les villes se sont laissés porter avec délectation par cette conception, rendant ainsi impossible l'extension du feu d'une banlieue à l'autre, et sa pénétration dans les métropoles françaises.

Concernant la question des voitures brûlées, nous voulons souligner une observation relevée par nos camarades de France. Si du nombre total de véhicules calcinés nous retirons la somme de voitures quotidiennes, (fait reconnu dans les statistiques de la police comme la moyenne quotidienne dans les périodes d'une certaine normalité, ainsi que les véhicules officiels et des entreprises publiques -véhicules de police, de la poste, des pompiers, des autobus...-, ceux de certains «voisins» -politiciens, balances, patrons...-, ceux des concessionnaires et certains autres qui nous échappent, qui ont été

brûlés par centaines tous les jours et qui sont des objectifs ennemis clairs) il en résulte que l'on peut relativiser le nombre de voitures brûlées de manière indiscriminée, et que tous les moyens de communication du capital et ceux qui les suivent restent avec le cul en l'air.

Une question clé des troubles a été la rupture avec les organismes social-démocrates, ainsi que « l'absence » de revendications. Habités qu'ils sont en Occident, de gérer des « luttes » organisées et contrôlées par les syndicats ou les organisations paritaires, avec des « revendications raisonnables » que le capital peut digérer, la révolte des banlieues a été un véritable coup de massue sur la tête des citoyens aliénés qui n'y voient qu'un mouvement totalement autodestructeur, sans perspectives, d'une violence aveugle et désorganisée. « Qui organise tout cela ? » « Qu'est-ce qu'ils demandent ? » Qu'il n'y ait aucune organisation ni de revendications visibles est suffisant pour que les idiots utiles au capital parlent d'irrationalité du mouvement. Mais il n'y a rien de plus rationnel que de refuser la délégation de la lutte aux organisations de l'ennemi que sont les syndicats et les partis politiques, en assumant directement l'organisation et la direction de celle-ci.

Effectivement, comme nous l'aborderons plus loin, les prolétaires ont essayé d'organiser, avec d'énormes problèmes et faiblesses, leurs propres structures qui ont été secrétées par la lutte, et ils ont essayé de créer des ponts

pour la centralisation du mouvement. L'absence, depuis le début, des partis, des syndicats, et autres organisations social-démocrates est un aspect très important de rupture, un saut qualitatif qui a permis au mouvement une certaine autonomie de classe et lui a permis de sortir de l'enfermement démocratique. Tous ces organismes de l'ennemi ont été incapables de jouer leur rôle dans le mouvement et de manière générale, ils se sont alliés ouvertement au camp de la répression, ou se sont ralliés au discours victimaire de l'habitant des banlieues.

En ce qui concerne les revendications du mouvement, il n'en existe certainement aucune du point de vue du capital ; si nous parlons dans les termes du pouvoir. Les valets du capital auraient été bien plus tranquilles si à la base de tout ce tourbillon on avait retrouvé les vieilles réclamations pour « l'égalité des chances » qui ont caractérisé d'autres troubles. Mais il n'y avait rien de cela. Les revendications qui proviennent directement du sujet révolutionnaire, qui ne négocie pas, qui ne spéculé pas, mais qui lutte pour les imposer sont inadmissibles. Elles n'ont pas de place dans ce monde. Pour l'État bourgeois, n'est « revendication » que ce qui peut être transformé en réforme, que ce qu'il arrive à codifier en termes bourgeois, que ce qui s'intègre démocratiquement ; tout le reste est irrationnel, utopique. C'est de là que vient le fait que tous les défenseurs de ce monde crachent sur un mouvement qui « manque de revendication ». C'est que les rebelles des banlieues ont été catégoriques dans leurs

revendications, exprimées implicitement par la fumée des édifices : abolition de la police, des centres de travail, des garderies, des collèges et des instituts secondaires, des centres de loisir, des marchandises, des structures de l'État... abolition de tout ce qui les entoure et représente ce monde. Destruction de ce qui les détruit. Les cendres et les décombres de chacune de ces institutions du capital ne peuvent être plus claires.

L'extension de la révolte a été formidable et s'est installée rapidement dans environ 300 municipalités de France, ébauchant même une certaine expansion au-delà des frontières, en touchant certaines banlieues de Belgique et d'Allemagne. Sans doute l'unité des intérêts, l'énorme homogénéisation des conditions de vie du prolétariat des banlieues en ont facilité l'identification. La fumée qui se déplaçait d'une banlieue à l'autre était l'appel à sortir dans la rue pour les banlieues voisines.

Toutes ces caractéristiques confirment la nature prolétarienne de la révolte. N'en oublions pas le sain rejet des moyens de communication bourgeois : les prolétaires ont refusé de donner des interviews, d'apparaître à la télévision ou dans les journaux. Ils ont clairement identifié ces médias comme des instruments au service du capital, et les journalistes le savaient pertinemment, puisqu'ils ont veillé à ne pas s'approcher trop près des rebelles.

On a fréquemment entendu ou lu que cette révolte a été exclusivement le fait d'hommes. On parle du rôle

totallement inexistant des femmes dans tout le mouvement, reliant cela au machisme inhérent des banlieues. Il est curieux qu'ils ne disent mot du nombre de révoltes prolétariennes où les femmes ont assumé le rôle principal. Il est aussi curieux qu'ils parlent de machisme des banlieues quand le capitalisme mondial, en tant qu'héritier des sociétés de classe, dont l'organisation patriarcale est un fleuron, n'en a non seulement pas éliminé les caractéristiques mais les a intégrées et adaptées à sa propre domination de classe. Le machisme des banlieues ne se différencie pas d'un poil de celui des métropoles. De fait, la révolte drainait, et il ne peut en être autrement, une grande partie des préjugés et idéologies que produit la tranquillité capitaliste. Et s'il est certain que dans la révolte, ceux qui étaient les plus visibles étaient les hommes, spécialement les plus jeunes, qui ont porté le poids des troubles, il ne faut cependant pas sous-estimer le rôle joué par de nombreuses jeunes filles et femmes. Certaines combattantes ont d'ailleurs réfuté cette question et ont expliqué le rôle important qu'elles ont assumé tant au niveau opérationnel que de direction ²².

Ce qui est par contre moins connu de cette révolte de novembre, ce sont les structures organisationnelles qu'elle

22. Lire à ce propos l'entrevue « Les filles de la révolte » incluse dans la troisième partie de ce livre. D'autre part, nous souhaitons faire remarquer que dans les récentes révoltes en 2011 à Londres, la participation des femmes fut de la même importance que celle des hommes, comme le démontre le grand nombre de femmes prolétaires détenues.

a générées. L'idée superficielle selon laquelle la révolte a obéi à des impulsions, à la spontanéité des protagonistes qui sortaient dans la rue pour mettre le feu de-ci de-là, qu'il s'agissait de masses aveugles et, à première vue, sans aucun moyen de communication, qui se lançaient comme des moutons dans la rue, est totalement fausse. C'est faux autant dans ce cas concret qu'en général, car tout épisode de lutte possède toujours certaines structures organisationnelles, aussi basiques soient-elles, certains niveaux de préparation, mais aussi des combattants qui organisent, discutent et planifient telle ou telle action, ce qui contredit en soi cette conception.

Ces masses sans cerveau qui bougent çà et là par impulsions, mimétismes et spasmes n'existent que dans les interprétations idéologiques du spontanéisme. S'il est bien certain que la lutte des classes et ses expressions surgissent de façon spontanée des contradictions propres que créent les rapports sociaux capitalistes, il n'est pas moins certain que dans cette lutte l'organisation, la préparation, l'action de minorités qui se proposent et assument consciemment un rôle central d'aiguillon de la lutte, sont nécessaires.

Le grand problème des structures organisatives que notre classe génère dans la grande majorité des luttes est que beaucoup d'entre elles passent inaperçues ; certaines parce que leur fonction est nécessairement clandestine, d'autres simplement parce que toute leur activité,

leurs tâches et fonctions restent limitées et ne se font pas connaître, la grande majorité de ces structures disparaissant après la fin des événements qui les avaient fait émerger. Malheureusement, avec elles disparaissent aussi une riche expérience d'organisation, de discussions, de ruptures, des expériences qui ne sont ni reprises ni écrites nulle part. Les témoignages des protagonistes sont souvent la seule chose qu'il nous en reste.

Dans le cas qui nous occupe, où le prolétariat s'exprime principalement en actes et utilise peu d'autres moyens, toute cette question s'en retrouve démultipliée. Ce que nous connaissons des structures organisationnelles générées dans les banlieues émane de quelques témoignages et expériences racontées directement par des camarades et des prolétaires qui ont participé à la lutte, ainsi que de la dynamique propre du mouvement.

Pour cette question, il est important de relier le moment de la révolte qui abandonne l'affrontement direct, statique et massif avec la police, et la création de structures qui ont commencé à penser de façon stratégique et tactique, discutant des façons d'affronter l'ennemi : critiquant et rejetant les affrontements centralisés dans l'espace qui facilitent la répression, créant des petits groupes « invisibles », agiles et qui frappent fort les objectifs avant de disparaître, qui discutent des cibles, des façons de les attaquer, de l'extension de la révolte, qui créent des instances de décision pour assumer des fonctions spéci-

fiques, qui déploient des moyens pour démasquer les infiltrés et les mouchards, qui luttent contre la dispersion et pour la centralisation du mouvement²³, qui créent de véritables usines de molotovs et d'explosifs maison (dont certaines localisées et prises par la police)... En définitive, le mouvement se structure en créant les organes nécessaires à la lutte.

Malgré toutes les caractéristiques énumérées ci-dessus, il y a des donneurs de leçons qui osent refuser le caractère prolétarien de la révolte. On ne peut le nier que si l'on falsifie l'essence même de ce qu'est une lutte prolétarienne, en en cachant les différents aspects déployés par le mouvement. La lutte est prolétarienne non pas quand elle est le fait d'ouvriers d'industrie ou des salariés, ou quand ceux qui luttent sont de telle ou telle catégorie économique, ou quand les protagonistes se reconnaissent comme prolétaires ou encore quand ils s'en donnent le nom, mais bien lorsque dans leur pratique, ceux qui luttent montrent leur antagonisme au rapport social capitaliste. Ils luttent pour supprimer les conditions existantes, ils essaient d'imposer les besoins humaines

23. Il est important de souligner cet aspect. Le prolétariat se voit poussé par ses intérêts à l'unification programmatique et à la décentralisation opérationnelle, à unifier la direction révolutionnaire et en même temps à agir partout contre le même ennemi. A contrario, certaines idéologies propagent et impulsent des idéologies qui nous parlent de concentration de l'action – tous au même endroit – et décentralisation de la direction – chacun ses idées, aussi opposées soient-elles.

contre ceux de l'économie, et tout cela indépendamment des drapeaux ou des consignes que ces prolétaires mettent en avant à un moment donné.

La sociologie se charge de nous étiqueter chômeurs, lumpen, étudiants, ouvriers précaires, ouvriers privilégiés, jeunes, inclus, exclus, retraités, indiens, classe moyenne, travailleurs de tel secteur, de tel pays, paysans, migrants... Et ils parviennent à nous en persuader et à faire en sorte que nous séparions nos problèmes. Mais chaque fois que nous nous rebellons ensemble pour affronter la tyrannie capitaliste, chaque fois que nous nous mettons face à l'État, notre essence réapparaît. Dans les révoltes de 2005, toutes ces divisions ont été maintenues dans les grandes villes dans les banlieues, elles ont explosé, tandis que les prolétaires se sont reconnus entre eux grâce à la lutte.

Ils se sont reconnus non seulement dans la misère de leurs vies, ou, mieux dit, dans l'absence de vie humaine, mais aussi dans leur antagonisme aux rapports capitalistes, dans la lutte contre le même ennemi, dans la flamme qui se voyait d'une banlieue à l'autre, ce que la bourgeoisie et ses médias ont présenté à leur propre image comme de la « compétition ».

Dans les banlieues françaises, avec la communauté de lutte renaissant de ses cendres, la complicité et la camaraderie ont mis à bas les mécanismes de l'isolement. Noirs, blancs et métisses, chômeurs et travailleurs, jeunes

et moins jeunes, « immigrés » et « autochtones », hommes et femmes... une grande majorité des habitants des banlieues ont participé au mouvement dans une plus ou moins grande mesure, sous une forme ou une autre, comme membres d'un seul organisme vivant, le prolétariat.

VII. L'isolement tragique des banlieues

Il est clair que si la tyrannie de la valeur se perpétue, cela est dû au fait que la bourgeoisie arrive à rallier à sa cause une grande partie du prolétariat qui défend son esclavage et les infrastructures qui l'exploitent, le divisent et le soumettent. En France, nous avons pu vérifier en pleine lutte une fois de plus comment se matérialise cette question: « Comment allons-nous aller travailler s'ils brûlent les garderies dans lesquelles nous laissons nos enfants, ou s'ils bloquent les autoroutes ? », « Comment vais-je gagner ma vie s'ils nous empêchent de conduire nos bus et nos trains en les carbonisant ? », « Comment acheter s'ils obligent les commerces à fermer ?... » Ceci était la pensée dominante dans les villes devant la perspective d'une généralisation du conflit.

Chacun engagé dans la défense de ses misérables conditions de survie, de ses misérables possessions, l'individu isolé ; le citoyen avec « sa vie », ses affaires, ses problèmes, « ses » marchandises, incapable de s'identifier aux rebelles, incapable de voir dans la révolte le chemin vers sa propre libération, incapable de voir en fait que ses intérêts et ses besoins résident dans cette lutte. Chacun croit que sa vie est totalement différente de l'autre, croit que son travail n'est pas si mal, que son salaire est mieux, que sa vie n'est pas si mauvaise. La multitude de formes juridiques et de stratifications, ainsi que la diversification du degré d'exploitation encouragent

l'illusion de l'inexistence de deux classes sociales ennemies, créant d'innombrables catégories et « conditions individuelles ». Mais un bref regard sous la carcasse capitaliste révèle la réalité de ces conditions de vie « si différentes » des exploités : être un maillon de la chaîne de création de la valeur.

En réalité, les prolétaires ne sont pour le capital que de simples porteurs de force de travail, qu'il intègre dans le processus de production dans le seul but de créer de la plus-value. Chaque spécialisation, chaque différence particulière perd toute signification quand nous observons la réalité dégagée des apparences. De ce point de vue, le maçon, le professeur, l'ouvrier d'usine, le pêcheur, l'agriculteur, l'éleveur, l'employé de bureau, le chômeur, le vagabond... en définitive, tous ceux qui dépendent de la vente de leur force de travail pour survivre et qui effectuent différentes activités spécifiques, ne font que personnifier le travail humain abstrait. Tous dédient leur vie au travail – s'ils arrivent à en avoir – donnant vie au capital et enrichissant les bourgeois. La stratification des salaires, la durée et l'intensité de la journée de travail, les formes juridiques de l'activité, c'est-à-dire les différents niveaux ou formes d'exploitation que chaque secteur ou prolétaire subit sont à la fois les conséquences des particularités du secteur de production concrète dans laquelle chacun se trouve, et une manœuvre consciente de la bourgeoisie pour organiser la compétition entre prolétaires. On réussit de cette façon à camoufler l'unité d'in-

térêts des prolétaires, et leur fonction de simple rouage de la machinerie capitaliste à l'intérieur du processus d'exploitation. On parvient à la négation capitaliste du prolétariat²⁴.

Avec cette escroquerie (une parmi d'autres) le capital a complètement nié toute identité de classe, nous séparant en secteurs, ou pire encore en individus aux intérêts prétendument particuliers. Le cordon idéologique qui entoure chaque catégorie est atroce. La communauté de lutte contre le capitalisme qui est l'essence même du prolétariat est, spécialement en Europe, dépecée. Elle semble loin, on dirait même mythique, l'époque où le plus petit mouvement d'un secteur du prolétariat mettait le reste sur ses gardes et sous tension. Que l'on parle d'une petite grève, d'une manif, d'une réponse à une mesure ou un attaque de la bourgeoisie... en quelques heures les prolétaires conspiraient dans les rues, discutaient entre eux sur la façon de s'unir à la lutte, diffusaient la nouvelle à leurs frères d'autres cités, ils descendaient dans les

24. Sur cette question, la dialectique montre toute sa puissance. Le capitalisme est obligé de nier idéologiquement le prolétariat précisément pour l'affirmer et le maintenir en tant que classe exploitée. C'est la « négation » capitaliste du prolétariat. Au contraire, le communisme, en tant que mouvement de suppression de l'ordre existant, affirme le prolétariat, le constitue en classe révolutionnaire pour le nier comme classe en même temps que toutes les autres classes, couches, strates, etc., qui ont existé dans l'histoire, dans le processus révolutionnaire. C'est la négation communiste du prolétariat.

rues... Le sentiment d'appartenir à une classe sociale aux intérêts identiques, avec un projet commun, était très fort.

La défaite historique du prolétariat et le règne de la contre-révolution ont détruit ce lien communautaire, effilochant le tissu social que notre classe avait tissé. Avec lui, non seulement le prolétariat et ses organisations de lutte ont été détruit, laissant derrière lui l'individu atomisé, mais on a aussi enterré son programme et son histoire.

Toutefois, cette atomisation ne peut se maintenir, pas plus que la communauté de l'argent (communauté de mort et non de vie), sans s'associer à des communautés fictives qui poussent l'individu à se croire membre d'une collectivité qui satisfait ce besoin de se sentir membre d'un être collectif, de se sentir humain. La décomposition sociale génère une série de communautés fictives qui imposent le spectacle des relations humaines. La nation, la religion, l'équipe de foot, la mode vestimentaire, les tribus urbaines... il y a un nombre presque illimité de supposées communautés qui se nourrissent du cadavre de la vie communautaire. Des centaines de millions d'individus croient tisser des relations humaines avec comme seul lien et intérêt commun de contempler les résultats sportifs d'une équipe de football, d'un pilote de course, de s'inscrire à une société culturelle, de suivre un style vestimentaire ou un groupe de musique particulier, d'assumer une esthétique particulière, de croire en l'existence de

certains dieux... Des masses et des masses s'agglutinent sur base de banalités qui permettent de soutenir idéologiquement l'existence de relations et de liens sociaux dans une société déshumanisée. Toute la vie et ses relations se transforment en représentations. C'est le spectacle, tel que l'a défini l'Internationale Situationniste.

Tous ces mécanismes et forces idéologiques séparantes montrent leur efficacité encore une fois avant la lutte. Bien que beaucoup de ces mécanismes de séparation ont été détruit dans les banlieues, et que la révolte s'y est étendue rapidement, dans les villes par contre presque personne ne s'est identifié à la révolte. Les rares tentatives de l'étendre au centre des villes ont échoué. Pieds et poings liés au monde mercantile, toujours cramponnés aux carottes pourries que le capital leur concède, niés idéologiquement en tant que classe, citoyennisés, les prolétaires des cités attendaient avec anxiété la fin des violences, beaucoup d'entre eux ont applaudi avec enthousiasme les décisions de Sarkozy.

Cependant, cette supercherie aura de plus en plus de mal à se maintenir, puisque cela requiert de l'économie un minimum de base matérielle pour être soutenable. Malheureusement pour la bourgeoisie, les besoins économiques imposent maintenant une détérioration toujours plus rapide des conditions de vie du prolétariat. Elle est obligée de nous retirer les misérables carottes qui avaient réussi, ces dernières années, à maintenir calme et divisions.

Aujourd'hui, dans le monde entier, les coups de fouet du capital se multiplient, on les remarque plus ou moins fortement sur notre dos à tous, homogénéisant nos conditions de survie : baisse de salaire nominal et/ou licenciements, augmentation de la misère de toutes les façons imaginables, intensification de la répression.... La perception de vivre dans des conditions identiques, l'identification avec diverses luttes et la tendance à s'unifier en une seule ira en s'amplifiant petit à petit.

Dans certains pays d'Amérique latine, les luttes ont déjà amorcé ce saut qualitatif duquel nous nous approchons. En Argentine et en Algérie, en 2000- 2001, le prolétariat a conflué dans les rues comme force unifiée, en Bolivie en 2003 aussi, à Oaxaca en 2005...²⁵

Cela ne signifie pas que nous nous fassions des illusions, ou que nous considérions la révolution proche, ni rien de ce genre. De fait, ces mêmes pays nous enseignent que cela suppose « seulement » de surpasser deux des grands problèmes actuels: la division et l'isolement. De plus, de façon limitée, tant du point de vue temporel que spatial, puisque nous ne dépassons pas le cadre national. Le plus souvent, la défaite ou le reflux

25. Des années après avoir écrit cette partie de texte, nous ne pouvons que confirmer cette tendance. Les fortes luttes qui prendront fin 2008 dans de nombreux pays du monde sous le nom médiatique d'« émeutes de la faim » face à la montée du prix des aliments et du pétrole, et surtout la révolte en Grèce, celles du nord de l'Afrique, et l'intensification des tensions de classe partout dans le monde nous le confirment.

des luttes font affleurer à nouveau toutes les divisions. Ce que nous affirmons, c'est que nous sommes au seuil d'une nouvelle période de lutte des classes. Avec celle-ci, d'autres faiblesses, d'autres problèmes et d'autres obstacles surgiront ainsi que d'autres subterfuges et méthodes par lesquelles le capital nous attaquera et tentera de nous éliminer.

VIII. Limites du mouvement

En plus du terrible isolement dont la lutte a souffert dans les banlieues françaises, il y a eu toute une série de conceptions et de pratiques néfastes qui ont beaucoup pesé et qui ont favorisé le reflux de la lutte. Assumer la critique des grandes faiblesses que nous manifestons dans nos luttes est une partie inséparable du processus de ré-émergence et de consolidation de notre classe. En réalité toutes les faiblesses et les carences qui ont existé sont liées et s'engendrent l'une l'autre, et se sont, avec plus ou moins de poids, exprimées dans d'autres explosions prolétariennes de ces dernières années.

Tout d'abord, la méconnaissance de l'appartenance à une classe mondiale qui s'oppose au capitalisme, qui lutte historiquement pour la révolution sociale, pour l'abolition de cette société et pour l'affirmation du communisme est immense. Cette limite continue d'être aujourd'hui et partout dans le monde une des plus grandes entraves à nos luttes.

Le prolétariat est forcé de lutter pour défendre sa peau, mais les drapeaux qu'il lève, la majorité des consignes qu'il lance... sont étrangers à ses vrais intérêts. Ainsi, dans les banlieues, bien que la lutte contienne l'affirmation prolétarienne qui s'oppose à tout le système mercantile, bien que la critique de cette société atteigne pendant la révolte des niveaux élevés, qui met en ligne

de mire quantités d'éléments bourgeois, on ne l'assume pas explicitement pour ce qu'elle est : une lutte révolutionnaire pour détruire le capitalisme, une lutte de classe entre prolétariat et bourgeoisie, entre communisme et capitalisme.²⁶ Cela entraîne quantités de carences qui permettent la prolifération d'une série de conceptions qui finissent par dominer et enfermer la révolte.

En premier lieu, tous nos ennemis secrètent toute sorte de crachats venimeux contre la révolte, sans que les prolétaires en lutte ne répondent à la majorité de ces mensonges. On propage ainsi des mythes sur le prolétariat des banlieues qui servent à réprimer la révolte.

En second lieu, cette inconscience d'appartenir à une classe mondiale facilite l'isolement des banlieues. Si comme nous le disions ci-dessus, l'intégration démocratique et l'encadrement des prolétaires des villes a été un élément clé de cet isolement, on ne peut s'empêcher de noter que les prolétaires des banlieues ne reconnaissent pas non plus leurs frères des métropoles qui eux aussi souffrent des mêmes manques à plus ou moins grande échelle et considèrent généralement, dans le meilleur des cas, que ce sont les prolétaires des

26. Et c'est précisément cette faiblesse-là qui est utilisée par certains pseudo révolutionnaires pour dénigrer la lutte et parler d'un manque total de conscience (nous connaissons bien la recette pathétique et réactionnaire avec laquelle certains essaient de solutionner « le problème de conscience » : en l'apportant de l'extérieur). Comme nous l'avons souligné dans certains passages antérieurs ceci est totalement faux.

banlieues, frappés par la misère, qui incarnent le refus du capitalisme.

Ceux des banlieues ne voient dans les habitants des villes que des politiciens, des entrepreneurs, la police, des snobs... tous *inclus* dans ce monde d'une certaine manière, et pour cette raison tous complices. Ils les identifient au citoyen démocratique. Ils n'ont pas reconnu non plus les quelques rares prolétaires de ces villes angoissantes qui se sont lancés dans la lutte pour se solidariser d'une façon ou d'une autre. Ainsi s'est bouclée la boucle qui a rendu totalement impossible le tissage d'une toile entre les quelques manifestations de solidarités de la ville et les banlieues. La révolte était l'affaire des banlieues, des *exclus*, et celui qui ne vivait pas là n'y avait guère de place²⁷.

27. Nous utilisons cette terminologie, *exclus* et *inclus*, pour essayer d'exprimer cette conception néfaste qui existe dans certains secteurs des banlieues de ceux qui n'y vivent pas, sans tenir compte du fait que la division en classes y est la même que dans les banlieues. Bonnano reproduit et diffuse des choses similaires, mais étendu à toute la société, une conception avec laquelle nous sommes en total désaccord. En réalité, sa théorie de la disparition du prolétariat et l'apparition de ces deux sujets se fondent sur la conception social-démocrate des classes, en assimilant le prolétariat à l'ouvrier industriel, ce qui explique qu'il théorise sa disparition. Les conséquences de cette conception de la fin du prolétariat et des changements de conditions sur lesquelles se construit l'idéologie insurrectionnaliste, ainsi que sa critique ont été synthétisées dans le livre, en espagnol « *Crítica de la Ideología Insurreccionalista* » (Ediciones Comunidad de Lucha 2012) De toute façon, ce que nous mettons en avant ici c'est que les importantes différences programmatiques que nous avons avec Bonnano, ainsi qu'avec de nombreux prolétaires qui se revendiquent « insurrectionnalistes », n'empêchent pas que nous voyons beaucoup d'entre eux comme des camarades de lutte.

D'un autre côté, la méconnaissance totale de l'anarchisme, du communisme, du programme de la révolution produit une absence terrible de perspectives. On a brûlé et attaqué infatigablement un grand nombre d'objectifs de l'ennemi, dont certains n'avaient pas été visés lors de nombreuses révoltes prolétariennes importantes du passé. On a terrorisé la bourgeoisie, tout cela s'est organisé et structuré mais arrivé à ce point, le mouvement s'est paralysé. Il n'a pas été capable d'aller plus loin. Il a à la fois montré une force sublime pour alimenter la lutte et le harcèlement des flics pendant des semaines, mais il a été totalement incapable de tracer une claire direction révolutionnaire, il n'a pas pu donner une continuité à la lutte.

C'est comme si on acceptait qu'on ne peut changer ce monde, que la seule chose possible est de le brûler, de l'attaquer, mais sans aucune possibilité d'y implanter une transformation sociale. La négation n'assume pas son aspect positif. Le mouvement se disant à lui-même: « bien, nous avons presque tout cramé, et maintenant quoi ?... ben, continuons à brûler ». Mais, c'est clair, le mouvement fini tôt où tard par épuiser ses énergies face aux manques de perspectives.

Il est clair que dans tout cela la victoire historique de la contre-révolution joue un rôle essentiel. Cette victoire a permis toute la falsification et la déformation de notre histoire, de notre lutte, de notre programme, de notre mouvement. Cela a permis que le mot communisme soit

identifié à ces gigantesques camps de concentration et d'exploitation capitaliste que furent l'ex-URSS ou d'autres pays capitaliste comme la Chine ou Cuba; cela a permis que les partis dit communistes soient à l'avant-garde quand il s'agit de faire dévier et d'étouffer toute révolte; plus généralement cela a permis que le qualificatif communiste serve à désigner une variante du capital et qu'en définitive le communisme soit associé au léninisme ou au stalinisme ou qu'il soit connu maintenant comme le capitalisme avec des petits drapeaux rouges, des faucilles et des marteaux partout et un discours ouvriériste.

Il se passe exactement la même chose avec l'anarchisme. On ignore que l'anarchisme et le communisme sont deux expressions du même mouvement, de la même classe ; que dans le passé, de nombreux compagnons ont utilisé indistinctement les deux termes, ou se sont appelés anarcho-communistes. Le communisme et l'anarchisme ont toujours été des façons d'appeler un même mouvement, celui de la lutte pour l'abolition de la société de classe, du capital, de l'État, du travail et ont toujours assumé cette lutte en-dehors et contre l'État. L'usage déformé du terme anarchisme n'a rien à envier à celui de communisme. Comme pour le communisme, il existe des minorités révolutionnaires qui portent le vrai contenu de l'anarchisme dans leur pratique mais il existe aussi toute une série d'avortons sans aucun scrupules qui s'autoproclament anarchistes, et qui, depuis leurs « espaces libérés », leur misère auto-gérée et leur logorrhée

anti-autoritaire produisent une communauté fictive d'opposition au capital qui est en totale contradiction avec la vraie lutte révolutionnaire.

Tout cela pousse à méconnaître le communisme, l'anarchisme, comme mouvement historique de suppression du capitalisme, tout cela pousse à déprécier toute l'histoire de la lutte des classes et sa riche expérience, tout cela pousse aussi à être dépourvus des armes historiques, à déstructurer toute organisation et direction révolutionnaire, à ce que les combattants partent du présent immédiat sans aucune expérience qui les prémunisse des manœuvres de l'ennemi, et cela les canalise au contraire dans un activisme et un immédiatisme néfastes. A l'extrême, tout cela pousse à accepter le capitalisme comme seul horizon, en ne concevant que la possibilité de jeter sur lui toute la haine, toute la furie, toute la colère qui, jour après jour, se sont accumulés en chacun de nous.

Dans les banlieues, nos frères ont démontré qu'ils voyaient très clairement qui et quoi attaquer. Cependant toutes les faiblesses contenues dans notre classe ont empêché d'aller plus loin, ont empêché la cristallisation d'une direction révolutionnaire qui en plus d'attaquer l'ennemi aurait impulsé la lutte pour surpasser cette société de merde.

En découle le manque de propagande politique, de tracts, de revendications, de communiqués, de consi-

gnes, de directions, de bilans, toutes pratiques pourtant si importantes pour la lutte dans la mesure où elles renforcent d'une manière ou d'une autre la centralisation du mouvement, la complicité et l'identification avec les prolétaires des villes.

Les minorités les plus actives de la lutte n'ont pas assumé et impulsé ces aspects indispensables de la lutte ; elles ont manqué totalement de perspectives insurrectionnelles. Tout s'est concentré sur l'immédiateté, oubliant son unité avec les perspectives. Nous ne connaissons qu'un seul tract diffusé par le mouvement « depuis l'intérieur », réalisé sans doute par des secteurs militants, et qui démontre l'importance que cela aurait pu avoir.²⁸

Comme nous le disions plus haut, n'oublions pas que la constitution propre du prolétariat dans les banlieues s'est consolidée en dépit de ces limites, qu'elle s'est appuyée sur d'autres formes d'expression qui sont d'un accès difficile pour beaucoup de prolétaires mais cela ne doit pas nous empêcher de signaler l'existence de cette faiblesse, en pleine lutte.

Mises à part quelques heureuses exceptions, il est curieux de constater le peu d'expropriation de marchandises. Il est certain que des centres commerciaux ou des restaurants ont été expropriés, mais la récupération des

28. Voir annexe 3 « tract anonyme depuis les rues des banlieues ».

produits que le capital nous vole a été minime comparée aux dimensions de la révolte. On n'a quasi pas compté de réappropriations massives. Notre classe profite toujours des moments où le rapport de force est en sa faveur dans la rue pour s'emparer de produits pour satisfaire ses besoins (nourriture, vêtements ou n'importe quelle bagatelle qui lui plaise), spécialement dans les zones où elle est plus touchée par la misère comme dans les banlieues, ou pour satisfaire un besoin de la lutte (ordinateurs et imprimantes pour diffuser des mots d'ordre, vêtements ou outils pour le combat...). C'est sa façon d'imposer ses besoins à la logique mercantile de l'échange, de les satisfaire en les imposant aux lois du marché. C'est sans doute une limite à relever, même si en même temps, cela en éclaire différemment le contenu, dans le sens de montrer le dégoût et la répugnance que provoquent dans le prolétariat les marchandises créées par le capital²⁹.

29. Dans la présente édition française, nous avons supprimé la fin de ce paragraphe qui à la relecture nous a semblé verser dans l'apologie unilatérale : « Notre classe préfère les brûler plutôt que les voler. Elle met en avant une critique de toute la production capitaliste, de toutes les marchandises qui inondent le marché. Elle manifeste l'absolue supériorité humaine face à la marchandise ». La suite de cette note vient de l'espagnol : pendant la révolte de 2010 en Grèce, il y a eu une saine polémique à propos des expropriations généralisées, entre ceux qui défendaient les expropriations pour ensuite brûler les marchandises et ceux qui défendaient de les utiliser pour leurs besoins. Évidemment ce sont deux aspects que la révolte prolétarienne devra assumer comme les siens et qui questionnent la base du monde marchand.

IX. La fin de la révolte: le bâton et la carotte

Toutes ces limites exposées ont mené à un manque total de perspective et ont laissé le champ libre à l'arsenal terroriste déployé par l'État français sur les banlieues, mais aussi la passivité du reste du prolétariat, ont finalement pesé sur la lutte, qui, bien qu'elle ait montré une forte résistance, n'avait pas d'autre solution que de reculer et sortir de la bataille après pratiquement un mois de révolte.

La bourgeoisie a dû se servir d'une ancienne loi qui lui avait été utile en son temps pour réprimer le prolétariat dans ses colonies. Cette loi permet de prolonger l'état d'urgence des mois durant et autorise la répression par tout type de mesures et de moyens pour détruire toute résistance. Par cela, elle reconnaît que ses lois ont toujours été contre le prolétariat, pour le maintien de l'ordre capitaliste indépendamment que la menace provienne du prolétariat d'une colonie ou de la métropole.

Parmi les principales mesures promulguées et exécutées officiellement par le gouvernement français dans le cadre de l'imposition de l'État d'urgence on peut citer : enregistrements sans autorisation judiciaire, couvre-feu avec peines de prison en cas de transgression, fermeture de locaux, dispersions de réunions, mesures de confinement, zones spéciales d'accès restreint, 12.000 flics lâchés avec carte blanche pour réprimer et terro-

riser, des dizaines de procès expéditifs avec sentences, les lois contre le vandalisme... provoquant des milliers d'interpellations qui ont fini en milliers de détentions préventives (dont plus de 100 enfants dont certains n'avaient que 10 et 11 ans), des centaines de peines d'emprisonnement, des suspensions d'allocations, des expulsions du pays pour de nombreux prolétaires,... et on ne parle pas des matraquages, des tortures, du harcèlement et toutes les mesures extra-officielles prises par les corps répressifs.

Il est certain que pour écraser une révolte, tout ne repose pas que sur le bâton. Il faut promettre aussi des quantités de carottes qui évidemment ne seront pas tenues en majeure partie. On a annoncé des mesures pour favoriser l'emploi, de nouveaux appartements et des aides sociales, des bourses, plus de subventions pour les associations, des entrevues individuelles pour trouver des moyens d'intégration...

Au début de la quatrième semaine, la révolte brillait de ses derniers feux face au déploiement répressif et aux mesures de contention assorties de sur ces nouvelles promesses. Cependant, les prolétaires ont assumé la fin de la révolte non pas comme une déroute mais bien comme un arrêt nécessaire dans le processus d'affrontement contre l'ordre dominant. Pour cette raison, loin d'abandonner tout ce qui avait été constitué pendant la révolte, ce qui arrive le plus souvent et qui provoque un terrible recul

dans le processus de lutte, ils en ont maintenu certains aspects fondamentaux tels que des contacts et structures qui avaient été créées, réussissant en grande partie d'éviter que resurgissent à nouveau les anciennes divisions que la révolte avait balayées. Depuis, le cours de la vie dans les banlieues françaises n'est plus le même.

X. Exacerbation des contradictions dans les banlieues

Pendant la révolte des banlieues françaises la peur s'est répandue chez la bourgeoisie internationale, et concrètement européenne, face à la possibilité que ne s'étende à toute l'Europe une rébellion aux caractéristiques similaires, sans interlocuteur et sans respect d'aucune institution du capitalisme : démocratie, gauche, religion, école, marchandise...

L'alerte s'est étendue aux pays voisins, dans certains desquels diverses actions prolétariennes ont exprimé leur identification aux événements français. La presse et les autorités se sont empressés de minimiser ces actions. La Belgique et l'Allemagne ont été les deux pays où cette extension a pu s'ancrer dans quelques-unes de leurs banlieues. La police y demanda des plans, des préparatifs de répression pour prévenir ce qui pourrait leur tomber dessus. Les principaux chefs répressifs des États européens étaient plus que convaincus qu'ils devaient préparer le terrain pour une vague répressive d'une grande ampleur pour essayer d'étouffer les effets indésirables de la période qui s'approchait.

Durant six mois d'état d'urgence et de couvre-feu dans les banlieues françaises, le supposé écrasement de ce que les laquais du capital, tel que Sarkozy, appellent la culture de la racaillocratie ne se produisit pas. Ils ne se sont pas débarrassés du cancer malgré les nombreuses

amputations qu'ils s'infligèrent, parce que le capital ne peut éliminer les causes qui le produisent, c'est-à-dire les relations qui émanent de sa propre existence.

La tentative de monter les jeunes incendiaires contre leurs parents ou aux vieux des banlieues n'a, en général, pas eu beaucoup de succès, à part quelques manifestations contre la violence sans trop d'impact. Cependant, la tentative ratée d'infiltration d'éléments auxiliaires anti-émeutes, l'extrême-droite (FN), et les provocations constantes de Sarkozy ont fini par devenir une vraie bulle d'oxygène pour l'idéologie gauchiste du moindre mal dans les banlieues. Pendant les élections de 2007 on a pu apprécier cette réalité quand des secteurs des banlieues se sont mobilisés pour voter contre Sarkozy, des secteurs qui peu de temps avant se positionnaient contre ce spectacle démocratique. Dans certaines zones, les gauchistes ont même réussi à réimposer le piège gauche/droite.

Aujourd'hui, dix ans ont passés depuis les troubles de novembre 2005, la seule chose que les répresseurs aient constatée c'est qu'ils vont avoir besoin de plus de moyens matériels et humains pour soumettre les prolétaires. Les actes de lutte changent de contexte, se transforment en partie en expressions quotidiennes d'une guerre permanente contre la non vie du capital. Une guerre qu'on commence déjà à percevoir partout.

Bien que la presse ne parle plus de révoltes massives dans les banlieues à partir de 2005, les troubles

dans les manifestations citoyennes contre le contrat premier emploi (CPE), celles du métro de Paris avant les élections de 2007, les nombreux sabotages durant la campagne électorale, les révoltes après les élections dans le centre des villes, les grands troubles ainsi que les consignes et les pancartes des manifestants appelant à l'insurrection pendant les grèves fin 2010 contre le recul de l'âge de la retraite à 67 ans, ne paraissent pas être autre chose que des signes clairs de persistance et d'extension de la contestation sociale au-delà des banlieues et non de son éradication³⁰.

Dans les manifestations étudiantes contre le CPE, les secteurs organisés des banlieues ont joué un rôle essentiel. Les policiers du coin qui ont pris des coups et les journalistes qui ont été caillassés n'ont pas arrêté d'affirmer que les jeunes des banlieues n'étaient pas des étudiants, que c'étaient des malfaiteurs, des violents, des vandales et des inciviques. Et ce n'est certainement pas nous qui allons les défendre comme étudiants et nier la majorité de ces qualificatifs que nous revendiquons³¹, mais le fait est que la législation de la République française oblige tous les citoyens à être endoctrinés par les fonctionnaires de l'École

30. En dépit de la discontinuité de ses expressions (note de 2017).

31. Tout ceci nous rappelle vivement un tract diffusé en Espagne il y a de nombreuses années qui s'intitulait « nous ne voulons pas être étudiants, nous sommes des malfaiteurs ».

Républicaine, c'est-à-dire que tous ces jeunes étaient officiellement autant des étudiants que les autres, mais ce qui intéresse l'État c'est d'intoxiquer, de cacher, de séparer et de brimer la lutte prolétarienne pour la liquider dans les manifs.

En 2006 et 2007, les contradictions de classe, loin de s'atténuer, se renforcent. Non seulement ponctuellement, comme nous le disions à propos des élections de 2007, bien que certains secteurs des banlieues se soient mobilisés en faveur du gauchisme, les sabotages et les incendies se sont généralisés contre le cirque électoral, également lors des réponses au contrat premier emploi (CPE), mesure visant à augmenter le taux d'exploitation, réponses qui trouvèrent dans les banlieues leurs expressions les plus combatives, et à des niveaux permanents qui démontrent d'une manière exceptionnelle un certain développement organisationnel du prolétariat : sabotages systématiques des consignes municipales « de convivialité », contre le transport de marchandises, contre les mairies, conseillers et juges, filature des répresseurs « escrachés » à leur domicile ou corrections des matons les plus nuisibles.

Fin 2008 la situation recommence à se tendre. Cette fois à Villiers-le-Bel, département du Val-d'Oise, petite banlieue parisienne, deux jeunes sont poursuivis par une patrouille de police parce qu'ils ont violé le couvre-

feu tacite institué pour tous les adolescents et jeunes des banlieues de France. Les flics les interceptent avec la moto sur laquelle ils s'échappent en la heurtant. Résultat, les deux jeunes sont morts, s'ajoutant ainsi à la longue liste des « suspects » assassinés par la police française.

Dès que la nouvelle se répand, un millier de jeunes prolétaires prennent la rue et bloquent la caserne des pompiers, puis le commissariat de Villiers-le-Bel est attaqué, saccagé et incendié par une pluie de cocktails Molotov... Les flics présents prennent la fuite. Le commissariat voisin d'Armouville est aussi attaqué. Le commissaire de Sarcelles, qui essaye de parlementer, est roué de coups et finit à l'hôpital. Quelques policiers sont blessés par balles dans d'autres incidents.

D'autres groupes brûlent une pompe à essence, un concessionnaire de voitures et attaquent la gare de Villiers-le-Bel ainsi que quelques centres commerciaux. Les forces anti-émeutes sont freinées par de nombreuses barricades d'automobiles en flamme. La police répond aux habituelles bouteilles, cocktails Molotov et pierres, par des gaz lacrymogène en masse et des balles en caoutchouc...

Au troisième jour d'affrontement, la révolte s'étend à une demi-douzaine de quartiers du nord de Paris. Selon les policiers il y a plus de 77 blessés dans leurs rangs lors des émeutes des banlieues du nord de Paris, dont beaucoup par balles, dont cinq blessés très graves.

Au final, lors de cette nouvelle nuit de combat, dans toutes les banlieues affectées, on recommence à brûler des écoles, des bibliothèques, des bâtiments d'État, des supermarchés, des commissariats, des véhicules de police...

Les membres de la police et du gouvernement montrent particulièrement leur rage aux médias officiels puisque les *barbares* n'ont pas lésiné sur les moyens pour attaquer la police anti-émeutes, les CRS, ces *bouchers des banlieues*, en utilisant des armes à feu avec des balles au calibre de plus en plus gros. Certaines d'entre elles pouvant traverser les gilets pare-balles des sbires. La police annonce qu'il est de plus en plus difficile de réprimer les banlieues et demande plus de troupes sans lésiner sur les frais. Durant cinq jours on fera danser les sbires en démontrant que depuis la révolte de 2005, l'associationnisme prolétarien, loin de disparaître, s'est consolidé. Cependant cet associationnisme reste bien en-deçà des besoins présents et futurs de la lutte.

A partir de 2009, des révoltes intermittentes vont surgir dans les quartiers, comme en mai 2010, qui enregistre des troubles et une vague de barricades en réponse à une opération répressive dans certaines banlieues du nord de Paris.

Ce scénario décrit le climat de confrontation de classe dans les banlieues françaises. Depuis la révolte de 2005, les contradictions de classe s'expriment ouverte-

ment. L'affrontement entre les prolétaires des banlieues et les forces de l'ordre expriment tout simplement l'opposition entre ceux qui luttent contre ce monde et ceux qui le défendent³².

Les prolétaires n'hésitent pas à répondre au terrorisme d'État et à s'organiser pour faire passer la peur du côté des défenseurs de l'ordre bourgeois. Les mesures de protection se sont généralisées et sont de mise parmi les policiers, y compris les flics en civil, ce qui démontre une évidente préoccupation pour la sécurité de ces corps répressifs. Et ce n'est pas plus mal pour eux, puisque des fichiers et des informations à propos de membres de l'appareil répressif, des mouchards et des infiltrés, circulent parmi les prolétaires des banlieues. On les terrorise, on les menace à domicile, on cible fréquemment leurs voitures particulières... Les CRS qui, il n'y a pas si longtemps déam-

32. Note pour l'édition française de 2017 : nous avons relevé plus haut (dans la note 2) la question délicate de la « phase ascendante d'agitation prolétarienne » au niveau mondial. En regard de cette évaluation et à la relecture de la fin de cette seconde partie du livre, en particulier du présent chapitre « Exacerbation des contradictions de classe », il nous semble que les camarades ont cru voir se dessiner dans la séquence 2005-2013 une courbe indéfectiblement ascendante dans l'exacerbation et la clarification de l'affrontement de classe entre les prolétaires des banlieues et l'État en France. Cela donne lieu à des formules que nous estimons par trop unilatérales et manquant de nuances, comme de parler de « guerre de classe plus ouverte et organisée ». Il serait fort intéressant à ce sujet de compléter le propos par un regard sur la lutte du printemps 2016 déclenchée par la « Loi Travail » de même que, plus ponctuellement, en 2017 suite au viol de Théo par la Police mais cela déborderait du cadre de la présente réédition.

bulaient à l'aise, cherchant qui identifier, interpellier et arrêter, ont maintenant les jambes qui tremblent en sortant de leur voiture s'ils ne sont pas accompagnés d'une bonne troupe. Les cas se succèdent où ils sont surpris et doivent fuir. Même si elle minimise les cas, la presse se voit maintenant obligée d'en publier certains épisodes.³³

Tout ceci suppose un pas dans le changement du rapport de forces à l'intérieur de ces zones. Cela suppose aussi que la terreur commence à toucher l'autre côté, que les contradictions de classe dans les banlieues françaises se renforcent et se transforment de plus en plus en une guerre de classe plus ouverte et organisée³⁴. C'est l'escalade militaire, les forces répressives intensifient leurs effectifs et s'appuient sur plus de moyens, notamment avec de nouveaux avions de surveillance sans pilote (drones) qui survolent les banlieues.

Tout cela est un signal clair pour la bourgeoisie internationale qui voit comment se brise le cycle de l'isolement, de l'étouffement et de l'écrasement des contradictions et des tensions sociales par la terreur policière ou l'abondance factice des marchandises aliénantes. Les États démocratiques ne peuvent absorber les tensions générées

33. Prenons, par exemple, le cas de septembre 2006 où deux CRS sortant de leur voiture en tenue de camouflage, armés jusqu'aux dents, pour identifier, bastonner, arrêter ou tuer un petit groupe de jeunes. Ils finissent par être lynchés. L'ADN fourni par la machine à fabriquer des coupables a désigné plus de vingt personnes.

34. Au sujet de cette affirmation, voir la note 32.

Prolétaires Internationalistes

par la mise au rebut de contingents entiers de la force de travail, dépossédés de leurs moyens de survie. L'idéologie démocratique du bien-être est mise en pièces, faisant ainsi réapparaître le prolétariat sur la scène historique.

TROISIEME PARTIE

CONCLUSIONS ET PERSPECTIVES

« C'est la lutte entre la vieille société bourgeoise et la nouvelle société sans classe qui se bat pour sortir de ses entraves, la lutte entre les classes que représentent les deux sociétés : la bourgeoisie et le prolétariat. Entre les deux pouvoirs seule la force peut décider. Aucune solution apparente de ce conflit ne peut être une solution réelle. Il s'agit d'une révolution sociale dont la portée ne s'éteint pas avec une défaite. »

Des travailleurs pour l'autonomie prolétarienne
et la révolution sociale (Espagne, avril 1978).

Prolétaires Internationalistes

XI. Situation internationale

Dans le contexte actuel où les contradictions capitalistes croissent, crèvent et s'étendent partout, les grands problèmes que ce système génère, tels que les guerres qui ont lieu de tous cotés, s'accroissent.

Le capital connaît incontestablement aujourd'hui une crise de valorisation d'une ampleur inédite, résultant de l'exacerbation de ses propres contradictions. Le capital fictif est devenu le mode de survie catastrophique du capital pour maintenir à tout prix son taux de profit, pour post-poser l'inéluctable dévalorisation qui surviendra à une échelle difficilement imaginable et aux conséquences sociales majeures.

Il est clair qu'actuellement déjà, la dévalorisation affecte toutes les marchandises, ce qui provoque une chute en flèche du taux de profit. La bourgeoisie internationale essaie de freiner cette hécatombe en intensifiant les coups de fouet sur le prolétariat, en augmentant l'exploitation partout : intensité criminelle du travail, augmentation exténuante de la journée de travail.³⁵

Bien sûr, les bourgeois essaient autant que possible de cacher ces mesures. Ainsi, par exemple, plutôt que d'avoir à annoncer, dans tel pays, une baisse générale des

35. Notamment par la multiplication de sous-boulots cumulés, baisse des salaires, liquidation des couvertures sociales et évidemment les licenciements massifs... (note de 2017).

salaires, avec l'inévitable sortie en trombe des prolétaires dans les rues pour la refuser, comme c'est arrivé notamment en Lituanie fin 2008, la bourgeoisie maintient la rétribution salariale, voire même l'augmente. Mais cette augmentation n'affecte que le salaire nominal, différent du salaire réel en ce qu'il correspond à une quantité spécifique de marchandises particulières³⁶. Nous pouvons voir à l'oeuvre l'action terroriste qui induit que lorsque le salaire nominal augmente, par exemple de 5 %, les aliments et le logement (qui avec les vêtements sont de fait les produits universels de base par lesquels le salaire est représenté) augmentent de 20, 50, 100 ou 200% (nous n'avons pas inventé ces chiffres, ce sont ceux qui ont cours à plus ou moins grande échelle partout dans le monde)³⁷.

36. En réalité, cette forme transmutée de la valeur de la force de travail qu'est le salaire, couvre déjà en soi le temps de travail que les prolétaires effectuent gratuitement pour le patron, cache la vraie valeur de la force de travail et met à la place quelque chose d'idéologique : le prix du travail. On gomme ainsi du salaire, idéologiquement, le temps pendant lequel le travailleur reproduit sa force de travail et ainsi que le temps pendant lequel il produit la plus-value. Toute trace du surtravail a ainsi disparu, et tout le temps de travail apparaît comme du travail payé.

37. Même si, dans tel secteur productif concret, qui a éventuellement obtenu des bénéfices par la dévalorisation d'autres marchandises, le salaire réel se maintient ou augmente légèrement, il ne faut pas oublier que dans ce contexte, l'augmentation est toujours inférieure à celle de la plus-value. C'est-à-dire que le salaire relatif diminue en accroissant le degré d'exploitation de ces ouvriers, puisqu'on réduit la partie du produit qui leur appartient par rapport à la partie que la bourgeoisie s'accapare.

Mais, il est clair que ces façons de masquer la dégradation des conditions de vie de la plus grande partie de l'humanité ont des limites qui n'échappent à personne. Aujourd'hui, partout dans le monde, à plus ou moins grande échelle, des masses de force de travail se retrouvent face à d'énormes difficultés pour se reproduire. L'homogénéisation des conditions pénibles de travail du prolétariat au niveau mondial avance comme un tourbillon. Des régiments entiers d'hommes et de femmes sont jetés à la poubelle comme travailleurs excédentaires, d'autres peuvent à peine manger après des journées infernales, jusqu'à ceux qui, il n'y a pas si longtemps, croyaient vivre dans le *meilleur des mondes possibles* ou croyaient appartenir à une classe moyenne fictive, qui voient comment on tranche dans leurs salaires et dans les misérables services qu'ils recevaient il y a peu de temps encore. Ce scénario fait que les vieilles promesses de prospérité interclassiste de la social-démocratie et du progressisme développé, comme façon de susciter l'adhésion des prolétaires au régime capitaliste, entament leur chant du cygne, éjectées par la peur et la terreur qui commencent à prendre toute la place.

La résignation par la peur : peur de perdre son travail, d'être arrêté, fiché, torturé, marginalisé, incarcéré, assassiné, peur de l'inconnu, de l'autre, de la différence, de ne pas paraître suffisamment accro au régime et d'être marginalisé... C'est ce que la bourgeoisie tente de promouvoir dans le cœur de chacun de nous, c'est la forme

principale et mortifère de perpétuation du régime capitaliste : se montrer comme un système invincible, irremplaçable, et omniscient, qui écrase toute dissidence. Mais quand le tyran ne peut plus rien offrir d'autre que la misère, la terreur et la mort à ses sujets, l'ambiance se fait bizarre et les yeux des opprimés se dirigent vers lui. Dans cette situation, le prolétariat n'hésite pas à prendre les armes. La multiplication des révoltes et l'augmentation de leur intensité est inévitable.

Dans bon nombre de pays, le prolétariat est arrivé à sa limite, et défie ses bourgeois. Nous pouvons jeter un coup d'œil à différents pays d'Amérique latine, d'Orient ou d'Afrique. Beaucoup des conflits, des révoltes et des affrontements qui secouent ces pays ces dernières années nous révèlent la tendance à la reconstruction du prolétariat en tant que force révolutionnaire, ainsi que les tentatives du capital pour saper cette tendance. Par exemple, en Amérique latine, les gouvernements gauchistes et populistes et leurs moyens capitalistes de gestion essaient de contrôler l'incontrôlable mais la flamme de la révolution prolétarienne crépite et menace de se transformer en un incendie continental mettant la bourgeoisie directement en danger. Dans les pays « arabes » où, malgré tous les efforts pour isoler et cataloguer l'action prolétarienne de monstrueuse et de mystérieuse, les nouvelles de sa lutte, semblable à celles d'autres zones du monde, transcendent les frontières « culturelles ». Et par-dessus tout en Afrique, où le contrôle quasi total

de l'information et la manipulation absolue par le pouvoir bourgeois est mis à mal par des brèches de plus en plus fréquentes, qui est le produit de puissantes révoltes qui mettent les gouvernements en place en échec et qui s'étendent à de nombreux pays du continent.

Même dans les pays occidentaux, où le prolétariat est plus encadré et « absent », les choses commencent à bouger. La supposée mort du prolétariat dans la glorieuse démocratie occidentale ne semble plus être aussi définitive et catégorique que ce qu'ils essaient de nous faire croire. Les consommateurs et citoyens dans lesquels se dissout le prolétariat ont besoin de conditions minimales pour se maintenir, ainsi que pour reproduire l'idéologie du *premier monde*. L'avancement de la dégradation des conditions de vie pour de nombreuses tranches du prolétariat les rend complètement incapables de s'intégrer à cette forme d'aliénation, et les pousse à lutter pour défendre leurs intérêts. Le « sauvage » qui sommeillait en eux réapparaît et le régime mondial n'a plus d'autre solution que de donner un coup de main de façon récurrente à la terreur et à la répression, montrant de façon évidente en quoi consistent les libertés démocratiques.

Cela n'a pas seulement été mis en avant par les troubles et l'agitation sociale qui se sont déroulés dans différents pays ces dernières années. On a d'abord vu leur signification historique en Grèce. Là, de larges franges de prolétaires qui, quelques semaines auparavant mar-

chaient aux pas de la musique citoyenne, résignés à la misère de cette société de pénurie, ont surpris le monde entier par leur détermination et leur combativité pour assumer leur position de classe, en mettant en pièces leur rôle de citoyen, en sortant des divisions dans lesquelles ils veulent nous enfermer, et en s'affrontant aux structures du capital, de l'État grec. Sans aucun doute, cette révolte, dont le zénith est atteint en décembre 2008, montre par où doit commencer la lutte des classes dans son processus de réapparition. Les manifestations, grèves continues et émeutes dans divers États d'Europe, même si elles n'ont pas encore rompu avec la parcellisation, la démocratie et le syndicalisme, expriment enfin la fin de la culture du fauteuil et de la télévision dans cette région du monde. Le prolétariat sort dans les rues pour défendre ses conditions de vie. Et que dire des révoltes dans les pays du nord de l'Afrique et du Moyen-Orient (2010-2011), cataloguées de pro-démocratiques par les laquais du pouvoir et qui ne font rien d'autre que démontrer le réveil du géant prolétarien.³⁸

38. Note de l'édition française (2017) : ce réveil a quand même été amplement écrasé et étouffé dans la contre-insurrection démocratique, à coup d'élections, de répression policière et de guerres impérialistes à fronts multiples.

XII. La stratégie bourgeoise

Avec la crise économique qui englué chaque atome de valeur, paralysant la rotation du capital, saturant les marchés de produits invendables, et avec le rapport de forces qui, bien qu'il soit toujours favorable à la bourgeoisie, commence à manifester des oscillations, la bourgeoisie s'accroche aux mesures de sauvetage de toujours : guerre impérialiste, canalisation de la lutte et isolement.

La guerre impérialiste a toujours été le point de départ et d'arrivée le plus efficace des cycles de valorisation du capital, et, de façon inséparable, un élément de destruction de la menace prolétarienne. Bien que ce soit un facteur permanent et endémique de cette société, sa généralisation répond aux cycles de la valeur et au niveau de développement du prolétariat. Aujourd'hui, l'appareil militaire assume à nouveau son rôle de sauveur de tout le stratagème. On transfère à ce secteur de grands flux de capitaux pour généraliser la guerre impérialiste.

Maintenant, il faut que les choses soient claires : la guerre impérialiste est une guerre contre les exploités, les laissés pour compte, les *sous produits* de la société bourgeoise, c'est-à-dire contre le prolétariat. Pour nous, tout ce blabla qui limite la guerre que mène le capital à la rapine de marchés ou de quelconques intérêts particuliers de telle ou telle faction bourgeoise suppose une gro-

tesque déformation de la réalité qui prend l'apparence pour l'essence.

Dès lors, malgré le fait que dans beaucoup de cas la guerre soit directement préventive, terroriste et éliminatrice des rebelles qui ne veulent pas accepter la misère capitaliste, qu'elle fasse taire, nie, soumette et extermine toute dissidence, il est certain que dans la majorité des cas, le motif explicite qui donne l'impulsion de la guerre n'est pas de soumettre le prolétariat, mais bien les besoins de la valorisation, de la concurrence entre capitaux pour gagner des sphères de marchandisation. D'autres fois, le motif est simplement la destruction des forces productives de l'adversaire, ce qui aide en plus à entamer un nouveau cycle de valorisation. Beaucoup, prenant comme justification ces deux dernières questions, nient la réalité de la guerre impérialiste comme guerre contre le prolétariat et la réduisent à des disputes entre bourgeois, collaborant ainsi à l'occultation du massacre des prolétaires.

Les « experts » des contradictions inter-bourgeoises oublient bien trop vite qu'une des forces productives principales qui est détruite est précisément le prolétariat, que, dans cette compétition de marchés, la bourgeoisie encadre ou oblige les prolétaires à devenir de la chair à canon qui crève dans son festin, que le massacre est avant tout un massacre de prolétaires, et enfin qu'il n'existe pas de négation plus grande du prolétariat au niveau physique

et idéologique que ce terrible moment qu'est la guerre impérialiste. Mais laissons ces « experts » des contradictions inter-bourgeoises expliquer les raisons superficielles de tel ou tel conflit, les paroteurs professionnels débattre de quelle cause fut la plus décisive » pour commencer la guerre, le plus important pour nous se trouve autre part, dans la contradiction des classes, donc bien plus loin du motif impulseur, au-delà des facteurs qui poussent à la guerre. Ce qui nous intéresse et nous affecte est précisément ce qui se passe sur la terre ferme, c'est cette contradiction principale qui se génère et qui touche brutalement notre classe, c'est cette extermination terroriste d'êtres humains, ainsi que les techniques que ceux-ci essaient de déployer pour la défense de leur vie.

L'Irak, l'Afghanistan, le Liban, le nord de l'Afrique, le Moyen-Orient, Haïti, Madagascar ... sont des exemples actuels plus que suffisants de cette réalité qui cherche à détruire le prolétariat et sa lutte. Face à cela, le prolétariat n'a pas d'autre réponse que le défaitisme révolutionnaire, que de généraliser dans chaque champ de bataille le retournement des fusils contre ses propres officiers, sa propre bourgeoisie.

Avec la guerre impérialiste, la canalisation social-démocrate de la lutte prolétarienne est un autre outil que le capital utilise pour se sauver. La caractéristique fondamentale de la social-démocratie est bien celle d'être une force de liquidation de la rupture révolution-

naire. Là où le prolétariat lutte pour imposer ses besoins humains contre le capital, la social-démocratie se présente comme facteur de conciliation de cette lutte, la rendant assimilable par le monde de la marchandise. De cette façon, les attaques contre l'État sont transformées en demandes de changement à l'intérieur de l'appareil, l'expropriation massive de marchandises en demandes ou pressions sur le gouvernement en place pour obtenir des aides, la réaction face à l'aggravation de nos conditions de vie en indignation citoyenne... Et chaque fois que la social-démocratie arrive à imposer ses drapeaux et soumettre à elle toute l'action prolétarienne, la lutte et les organisations du prolétariat finissent par être liquidées et assimilées aux organes de l'État comme simples organe de réforme. Le combat fondamental sera d'extirper cette force de l'ennemi en dénonçant tout ce qui ne contient pas les intérêts du prolétariat, tout ce qui n'aura pas trait au fait d'assumer l'action directe pour nos intérêts, refusant tout ce qui cherche à mendier, à demander des réformes...

En plus de la guerre impérialiste, de la canalisation réformiste, de l'isolement et de la division, il y a une autre forme essentielle de combat contre le prolétariat, évidemment profondément liée à ces deux derniers. Au moyen de tout type de catégories sociologiques et idéologiques, on essaie d'éviter l'unification et la reconstruction révolutionnaire du prolétariat, ce qui joue un rôle indispensable dans la négation du sujet de la révolution. On cherche à

ce que les luttes révolutionnaires perdent leur perspective de classe et s'atomisent dans des mouvements paysans, indigènes, de mineurs, de professeurs, d'étudiants, de chômeurs, de jeunes, de fonctionnaires... Quand notre classe arrive à dépasser ces catégories, les frontières nationalistes constituent le second enclos : lutte de Grecs, d'Argentins, d'Égyptiens...

Rompre avec toute séparation que crée la bourgeoisie pour nous mettre en déroute, paquet par paquet, secteur par secteur, pays par pays, rompre avec toute tentative d'encadrement réformiste, étendre le défaitisme révolutionnaire, ce sont là les facteurs essentiels pour renverser le rapport de forces, question intimement liée à celle de l'état de développement du prolétariat.

XIII. Malgré tout...

Ce monde heureux qui désire ardemment se perpétuer jusqu'à la fin des temps, qui croit avoir arrêté l'horloge et être le fin mot du développement historique, part en morceaux de tous côtés depuis déjà quelques années. La rébellion contre l'exploitation du travail salarié et les salaires de misère, le défaitisme révolutionnaire comme réponse au massacre impérialiste, la lutte contre la répression et toutes les merdes de cette poubelle, remettent la lutte des classes sous les feux de la rampe de la *scène sociale*. Le bilan et l'analyse des expériences, représailles, trahisons et erreurs.... reviennent à l'ordre du jour de plus en plus souvent, générant des souvenirs et des archives d'expériences vivantes et de leçons qui s'accumulent dans une mémoire sociale, qui fusionne à son tour avec la mémoire historique de la lutte des classes.

Tout ce scénario international que nous traversons assoit les conditions nécessaires pour la reconstruction mondiale du prolétariat comme être historique, comme classe révolutionnaire. Bien sûr, cette reconstruction n'est pas quelque chose d'uniforme mais bien d'irrégulier, faite de flux et reflux. On tombe pour la énième fois dans les mêmes erreurs d'il y a deux cent ans, les mêmes tromperies et leurres fonctionnent toujours, l'idéologie du moindre mal, ainsi qu'une accumulation de conceptions social-démocrates continuent à avoir une force énorme, les illusions de réformes qui s'abattent en des

endroits déterminés sur le brasier social se réincarnent et arraisonnent à nouveau le mouvement, le choix entre alternatives bourgeoises finit toujours par s'imposer, la liquidation par l'isolement des révoltes réussit, les organisations prolétaires permanentes existent à peine, on peut compter les cas où se produit l'identification réciproque de luttes qui se battent pour la même chose, sans parler de direction révolutionnaire, d'une centralisation internationale, de la reconnaissance explicite du prolétariat, de son programme, de la revendication du communisme, de la révolution sociale comme seul moyen d'en finir avec les sociétés de classes.

En réalité, la liste des faiblesses des luttes prolétaires dans la période actuelle est énorme. Mais c'est ainsi qu'une fois de plus, le prolétariat se reconstruit à nouveau en classe, avec d'énormes obstacles et avec la nécessité de se réappropriier sa propre histoire. Seule cette lutte historique peut évacuer ses propres limites, et dans ce processus, les minorités communistes que notre classe forge sont un facteur essentiel puisqu'elles expriment et concentrent toute son expérience historique comme pratique révolutionnaire qui nourrit chaque bataille et la porte à ses dernières conséquences. C'est avec la concentration et le développement des minorités communistes que le prolétariat se constitue en un seul corps au niveau mondial. Malheureusement, il n'y a jamais eu autant d'attaques des conditions de vie qu'aujourd'hui, et si peu de minorités révolutionnaires matérialisées par

le prolétariat. Aujourd'hui, il est d'une importance fondamentale, et nous ne cesserons jamais de le dire, que les minorités prolétariennes de partout avancent dans ce processus indispensable de coordination et centralisation internationale, que nous rompions les divisions qui séparent un pays d'un autre pays, ou pire, une ville d'une autre ville. Nous devons reconnaître que la force des minorités révolutionnaires n'a jamais été aussi faible, que le prolétariat n'a jamais été aussi désorienté, qu'il n'y a jamais eu d'aussi grande contradiction entre la nécessité de révolution et l'incapacité d'assumer cette nécessité. Il y a ici une question de premier ordre dans le processus de reconstruction du prolétariat.

Le bilan collectif de nos expériences de lutte, comme ce que nous tentons de réaliser ici, est un facteur indispensable pour combattre cette conjoncture, en luttant contre nos propres faiblesses, en permettant de nous réapproprier nos propres pratiques comme classe, en matérialisant des directions en fonction de tous ces bilans des forces et faiblesses. La discussion et la réappropriation entre révolutionnaires de ces forces et faiblesses que nous déployons dans chaque bataille, non seulement celles d'aujourd'hui, mais aussi celles de toute l'histoire de notre lutte, spécialement celle des moments historiques où la lutte de classe a atteint ses points les plus élevés, est une tâche fondamentale pour pouvoir surpasser les grandes faiblesses qui sont les nôtres.

Il est significatif de remarquer que quand la social-démocratie est capable de reprendre la main sur les prolétaires en lutte, automatiquement cette lutte ou révolte prolétarienne prend un caractère de lutte pour la démocratie et les libertés. Mais quand la bourgeoisie et ses consignes n'arrivent pas à se frayer un passage dans les hordes prolétariennes en dehors de tout contrôle et qu'aucun bourgeois n'arrive à se mélanger hypocritement aux prolétaires, les moyens d'intoxication des masses recourent exactement aux mêmes insultes contre les révoltés que ceux qu'ils utilisèrent contre les banlieues françaises. C'est ce qui s'est passé récemment pour les incendiaires, pilleurs et saboteurs de l'été 2011 en Angleterre, ou les incendiaires des banques, des propriétés, des entreprises françaises et espagnoles au Maroc. Les termes « vandale », « voyou » ou « violent » sont répétés par les journalistes de tout poil quand les manifestants osent exprimer leurs revendications en dehors des mécanismes démocratiques, méprisant toute médiation. Ils cherchent avant tout à isoler les expressions les plus décidées du prolétariat et à fortifier les positions démocratiques et pacifistes. Et c'est dans la lutte contre la démocratie et sa mystification que, comme toujours, se concrétisera une bataille fondamentale. Par conséquent la bourgeoisie renouvellera, sans aucun doute, ses mécanismes démocratiques pour essayer d'encadrer le prolétariat ³⁹.

39. Les faits qui se sont déroulés après avoir écrit ce texte n'ont fait que confirmer cette question. Les manifestations qui ont débuté en Espagne pendant l'été 2011 sous l'appellation « indignés » ou « 15m » en sont un exemple. Dans ces

Il se passe quelque chose de similaire avec les révoltes au Moyen-Orient et au nord de l'Afrique. Différentes factions bourgeoises veulent se placer à la tête du mouvement pour l'encadrer mais en Égypte, aucune faction bourgeoise n'arrive à se maintenir durablement, parce que le prolétariat exprime brutalement ses vrais intérêts, contre toute gestion capitaliste. En Tunisie, les bourgeois sont horrifiés par la violence sans distinction qui s'abat contre toute la bourgeoisie, et serrent les rangs face à elle. Tous prétendent apaiser les esprits avec des « révolutions politiques », des réformes politiques pour éviter les révolutions sociales, pour éviter la révolution sociale au singulier. On change la tête du pouvoir, on substitue un parti par un autre, tel gouvernement pour un autre... La social-démocratie s'infiltré dans la lutte prolétarienne pour gangrener la force de la révolution, pour soumettre tout ce qui représente une rupture. Ils le font via des consignes, des variantes idéologiques, via des organisations réformistes et d'autres outils qui finissent par se transformer en force matérielle contre la rupture prolétarienne.

manifs s'est précisément concrétisé la tentative du prolétariat à se structurer en organisations de lutte, et celle du réformisme à intégrer cette tentative dans la démocratie en modernisant les mécanismes. Aujourd'hui, nous pouvons affirmer que cette tentative prolétarienne est pratiquement détruite et que ce qu'il en reste sous cette appellation est en réalité une authentique camisole de force pour immobiliser la lutte. Voir nos textes en espagnol « Las protestas del '15m' y las minorías revolucionarias » et en français le tract « Nous ne sommes, ni ne serons indignés ».

En mettant de côté les distances qualitatives évidentes qu'il y a eu entre la révolte dans les banlieues françaises et celles du nord de l'Afrique, la force de la lutte dans la première a été précisément que, par son contenu même, elle a mis en difficulté toute tentative d'encadrement, elle n'a accepté aucune discussion avec l'ennemi de classe. Les prolétaires des banlieues ont fait leur, et au pied de la lettre, la consigne de refuser tout type de médiation. À partir de là, ils ont donné l'exemple de ce qui ne peut être assimilé et canalisé par les échanges bourgeois. Ils n'ont pas permis qu'une quelconque demande puisse être utilisée comme carotte, ils ont détruit les marchandises et les institutions qui asservissent le prolétariat et ils ont même attaqué les différentes factions bourgeoises qui ont essayé de se placer comme porte-parole des prolétaires.

Maintenant, arrivés à ce point, nous devons dépasser les limitations des banlieues que nous avons tenté d'exposer : réappropriation de notre mémoire historique, reconnaissance comme classe, comme mouvement, consolidation et extension de la direction révolutionnaire, des organisations de combat, rupture de l'isolement, de l'imédiatisme. Sans détruire les limites qui nous emprisonnent, nos luttes seront toujours condamnées à l'échec.

Par ce matériel, nous essayons précisément de réaliser un apport contre toutes ces limites : revendiquer les forces de nos luttes et critiquer les faiblesses et les idéologies qu'elles contiennent est une tâche fondamentale à

l'intérieur du processus d'affirmation du prolétariat en force révolutionnaire. Il est évident que ceci n'a de sens qu'à l'intérieur de l'ensemble des tâches pour l'organisation et la centralisation de notre mouvement, pour l'affirmation et la consolidation de l'unique perspective possible : la destruction despotique de la dictature de la valeur qui écrase dans son engrenage l'humanité depuis des siècles.

ANNEXES

Nous incluons à la suite une série d'annexes dont nous avons considéré qu'il serait intéressant de les reprendre dans le présent livre. Il s'agit d'une série de textes et de témoignages réalisés par notre classe, pour certains depuis l'intérieur des banlieues, dans lesquels sont mis en évidence divers aspects et informations importantes de la révolte. Nous avons aussi inclus une petite chronologie de la révolte à la fin.

1. Les filles de la révolte

Nous reproduisons ici des extraits d'interviews qu'Emilio Quadrelli a faits auprès de participantes aux révoltes des banlieues, en novembre 2005, et qui sont tirés de Alias, supplément au Manifesto du 13 janvier 2007.

Question: Selon l'opinion communément admise, les femmes dans les banlieues vivent dans des conditions privées de toute visibilité et absolument étrangères à toute forme de participation à la vie publique et encore moins à ses aspects décisionnels. Ceci dit, en parlant avec toi et votre groupe, les choses semblent différentes. Mais alors, quel rôle ont eu les femmes lors des événements de l'automne passé en France ?

Réponse: Un rôle très souvent important. Mais avant de parler de cela, il faut parler de ce qu'a été le mouvement de lutte de cet automne. S'attarder sur l'activité des femmes et les détacher de tout ce qui s'est passé est une façon de miner l'unité que nous avons réussi à tisser, au cours de la lutte, difficilement et jusqu'à un certain point, entre les différentes expressions de la banlieue.

Il a trop été parlé de nous, femmes de banlieue même si, et c'est là tout le ridicule de la situation, aucun de ceux qui ont écrit sur nous n'a daigné porter son précieux petit cul jusqu'ici. C'est pourquoi je pense que la

première chose dont il faut parler c'est des objectifs placés au centre de la révolte et de ne pas se faire piéger sur un terrain qui n'est pas le nôtre. De ceux-là -je parle des objectifs attaqués- dans les différents organes d'information, on ne trouve aucune trace. Ce qui a été montré, et j'ajouterai volontairement et au grand soulagement de tous, c'est l'aspect irrationnel de la révolte. En fait les choses se sont passées très différemment. On a tellement parlé des voitures brûlées comme s'il s'agissait de l'unique objectif, alors qu'en réalité les principaux objectifs ciblés étaient différents: la police et les commissariats. Évidemment, et de cela on a un peu parlé, sans doute parce que quand on a commencé à parler d'une organisation de la criminalité, du reste inexistante, parler des attaques de commissariats était très pratique pour soutenir cette thèse. Mais il n'y a pas que la police qui a été attaquée. Les bureaux d'agences d'intérim et pas mal de structures et propriétés du travail au noir, et même dans certains cas, quelques-uns de ses dignes représentants, ont tout autant été attaqués que les commissariats, et ce sont des femmes qui, pour la plupart, ont mené ces actions. De cela dans la presse ou à la télévision on ne trouve pas de trace. Attirer l'attention sur cela est important parce que, vu que tout le monde semble si intéressé par la condition des femmes dans les banlieues, ces actions ont tout à voir avec les femmes.

Q: Pourquoi?

R: Ce que sont les agences d'intérim tout le monde le sait. Ce sont ceux qui régulent l'accès au marché du travail, en temps et conditions avantageuses pour les entreprises. Ce sont également des organisations de chantage et de contrôle social, politique et syndical. Si tu es un de ceux ou celles qui organisent les conflits sur le lieu de travail ou qu'en tout cas tu es une fille qui ne se laisse pas marcher dessus, on te fout dehors. Et tu peux être certaine que pour toi ce sera très difficile d'obtenir un nouveau contrat. Tu termines parmi les indésirables et tu ne travailles plus. Ces agences sont une des armes principales mises au point par le capitalisme pour rendre les travailleurs inoffensifs, y compris leurs composantes les plus faibles et les plus soumises au chantage, c'est-à-dire les femmes. Voilà pourquoi il y a un lien très étroit entre la restructuration du travail capitaliste et notre condition de femmes au travail. C'est pour cela que les lieux d'exploitation ont été parmi les objectifs principaux du mouvement, et ce sont précisément les femmes qui ont focalisé majoritairement l'attention sur ces aspects. Si on veut parler de différence de genre dans le cours de la lutte, il faut dire que les hommes regardaient avec plus d'intérêt les commissariats, et les femmes tout ce qui était lié à la production. C'est d'ailleurs assez facile à comprendre puisque les hommes subissent plus la pression des flics et nous celle des chefs et des patrons.

Q: Donc c'est dans la production que vous avez identifié la contradiction principale? Tu peux raconter quel-

que chose à propos de la façon dont vous avez agi? Et comment vous avez choisi les objectifs à frapper?

R: A part les agences, il y a plus d'une structure productive, de celles qui utilisent exclusivement le travail au noir et demi-forcé, qui sont parties en fumée. La majorité de ces structures exploitent, au moyen de la parcellisation du travail, principalement le travail féminin. Un travail aux pièces qui se déroule dans les maisons. Ou bien, un autre cas qui n'est pas rare, en transformant en laboratoire des magasins et des caves où les femmes travaillent pratiquement comme dans un camp de concentration, dans des conditions exemptes de toute sécurité, sans aération, avec des horaires de travail jamais inférieur à dix heures, sous le contrôle de chefs violents, agressifs et arrogants. Certains groupes de femmes, et cela je peux te le garantir parce que j'ai contribué à l'organisation de certains d'entre eux, pendant que la bataille avait lieu dans les rues, ont réglé leurs comptes avec leurs propres patrons et gardiens. Quand il n'a pas été possible d'attaquer les magasins, nous nous sommes repliées sur les autos et les habitations. L'un ou l'autre caïd nous a même cherché des crosses. Il y eut des os cassés et je peux t'assurer que ce n'étaient pas les nôtres.

Tout ceci devrait donner une vision au moins un peu différente de la révolte et surtout du rôle absolument non soumis, voire carrément invisible, que les femmes y ont joué. Mais il me semble que ce n'est pas ça

la chose à mettre en relief. Il me paraît plus important par contre de parler du silence qui a régné sur tout cela de la part des partis et mouvements de gauche. Le fait que la révolte ait mis au centre ou parmi les objectifs les plus importants, la critique de l'organisation capitaliste du travail, et que cela soit passé complètement inaperçu, est extrêmement parlant.

Q: Les femmes, en tout cas certaines, semblent avoir joué un rôle non négligeable y compris dans la «question militaire», un aspect qui, selon les discours majoritairement tenus sur les femmes de banlieues est quelque chose d'incroyable. Sur cette question, Z., une jeune française black de la banlieue d'Argenteuil qui a travaillé à fond dans ce secteur nous propose une reconstruction exhaustive.

Tu as eu un rôle important dans l'organisation et la gestion de certains aspects «militaires» au cours de la révolte, peux-tu décrire, au moins sur certains aspects, les problèmes que tu as dû affronter?

R: Il faut expliquer certaines choses sinon on finit par avoir une idée vachement falsifiée. Nous, mais je pense que cela arrive souvent, nous avons dû organiser la guérilla en combattant sur deux fronts: l'un externe, l'autre interne. Le front interne a été, sur certains aspects, plus important que l'autre. Les flics, pour frapper avec une certaine précision, doivent avoir des informations, mais pas seulement. Dans pas mal de cas, ils ont aussi

besoin de trouver le terrain préparé. Avoir, par exemple, des personnes qui font circuler des informations fausses dans ton groupe peut être fondamental pour eux parce que cela te pousse à bouger exactement dans la direction qu'ils désirent. De la même façon, recevoir des informations sur où tu as l'intention de frapper ou par quelles voies tu comptes atteindre un objectif, l'attaquer et détailler, sont pour eux des informations essentielles.

Une autre chose importante est recevoir des informations sur les niveaux d'organisation atteints en notre sein. Pour finir, vu qu'ils doivent se déplacer sur un terrain pratiquement illimité comme le nôtre, il est décisif de découvrir et identifier quels sont nos refuges et nos appuis logistiques, et où ils se trouvent. Un travail qui ne peut être fait que si on dispose d'un bon réseau d'espions et d'informateurs au sein de nos territoires. Ensuite, mais cela c'est un problème qui est apparu dans un second temps, nous avons dû faire face à des tentatives de la part de fascistes qui voulaient construire des groupes de contre-guérilla dans la banlieue. Comme on a pu le reconstruire par la suite, ça a été une initiative plus officieuse qu'officielle. Elle est partie de façon autonome dans certains milieux d'extrême droite de la police et le pouvoir officiel a fait semblant de rien. Si cela fonctionnait, bien, sinon, il n'avait rien à voir avec cela. Les classiques sales opérations qui, si elles réussissent, c'est bon, dans le cas contraire, personne n'est au courant de rien. Mais ça, comme je te disais, c'est arrivé dans un second

temps et ça a sans doute été le problème le moins grave. Le vrai problème a été de neutraliser le réseau d'espions et d'informateurs, [...] et ce n'était absolument pas une question, disons, technique.

Q: Cela a donc comporté la mise au point d'une structure organisationnelle capable de faire sortir de leurs tanières les espions et les infiltrés. Un travail pas facile qui contient, pour qui en assume la responsabilité, des habiletés de toutes natures et surtout une estime et une reconnaissance sociale non négligeables?

R: Oui, je crois que la façon dont tu m'as posé la question est la bonne. Pour affronter un réseau de ce type il a fallu surtout mettre au point une structure capable de poser une série d'actes. Mais il vaut peut être mieux donner quelques exemples plutôt que d'affronter la question sur un mode trop abstrait. La première chose a été de socialiser la série infinie d'informations que nous possédions de façon fragmentée. Cela a été le premier passage et cela n'a pas été un simple passage technique. Pour arriver à cela, on a dû rompre avec une logique de secte que tant les gangs que certains groupes charriaient. Il y a eu la tendance de la part de nombreux groupes à se poser continuellement comme groupe autonome, séparé des autres qui, au maximum, pouvait s'allier avec d'autres mais sans perdre sa propre identité. Ça, c'est vraiment une connerie parce que de cette façon on ne fait rien d'autre que le jeu de l'ennemi qui a tout

intérêt à nous maintenir divisés. Évidemment, s'unir ce n'est pas une chose qu'on peut faire en additionnant simplement les différentes réalités comme si de rien n'était, il faut définir une hypothèse collective dans laquelle, les différentes expériences peuvent se reconnaître. A côté de ce problème de cadre général, en apparaît un autre, non moins important. En fait, la réticence à s'unir et à mettre les forces ensemble ne dépendait pas seulement d'hypothèses différentes mais de la résistance que les petits chefs ou boss amenaient, parce que, de cette façon, ils voyaient leur micro pouvoir s'amoinrir.

Le processus de construction d'une structure révolutionnaire, si elle veut être telle, ne peut se dispenser de remettre en question également ce qui arrive en son sein, mettant en lumière combien la logique de la domination et du pouvoir a une emprise aussi parmi ceux qui sont prêts à se battre contre les dominants. Donc, à partir d'un problème apparemment technique, on a dû affronter des nœuds bien plus complexes qui en ont mis beaucoup face à leurs contradictions, les obligeant à faire des choix. Un processus utile parce qu'il a permis de faire la clarté dans le mouvement en lui faisant accomplir un saut en avant.

Q: Dans tout cela, le fait que tu sois femme a comporté des problèmes?

R: Certains. Le problème doit être vu sous deux aspects. Le premier relève du fait qu'habituellement les af-

frontements de rues sont le fait d'hommes et de jeunes tandis que les femmes restent le plus souvent à l'écart. Cela pousse un grand nombre à penser que chaque question qui a à voir avec l'utilisation de la violence est le monopole des mecs. Il serait cependant faux de voir dans ceci une opposition entre hommes et femmes parce que le vrai problème est ailleurs et a directement à voir avec la dimension politique. Le problème n'est pas la force ou la violence en tant que telles, mais l'organisation et la gestion politique de la force. Cela change complètement le cadre dans lequel l'exercice de la force et son organisation sont placés.

Ce que nous avons dû faire comprendre, c'est que la gestion de la lutte que nous étions en train de mener ne pouvait épouser les mêmes dynamiques que les conflits de rues habituels. Il s'agissait, et nous y sommes en partie parvenus, de transformer et de faire évoluer une situation pour la diriger vers un modèle opératif très différent du modèle habituel. A ce moment-là, le conflit entre hommes et femmes a pu être aplani parce que le problème réel devenait: la capacité à donner une direction à ce processus. La confrontation s'est produite sur les qualités politiques, militaires et opératives des individus plutôt que sur l'appartenance à un genre. Si nombreux sont ceux qui nous ont reconnues, moi et d'autres filles, dans ce rôle de direction, c'est parce qu'ils l'ont fait sur base de l'estime sociale que nous nous étions acquise dans les faits. Ça c'est ce qui s'est passé de façon générale. Il y a

également eu des moments de tension mais leur nature était différente. Certains chefs de gang se sont mis contre nous et là, nous avons dû affronter la confrontation sans demi-mesure parce qu'ils ne voulaient pas perdre leur position de *petits seigneurs de la guerre*. Alors, dans ces cas-là, il a fallu les humilier devant leurs groupes en montrant clairement qu'ils étaient incapables de jouer un rôle bien plus grand qu'eux.

Q: Donc, à la fin, dans certains cas, on a reconnu aux femmes un rôle non seulement légitime mais décisionnel, dirigeant?

R: Oui, mais c'est parce que nous avons toujours placé la question sur le terrain de la praxis politique. Nous n'avons pas dit: nous sommes des femmes et donc c'est à nous de prendre telles ou telles choses en mains. Nous avons démontré que nous étions capables d'organiser et de gérer un parcours politique avec quelques retombées militaires et, sur ce terrain, nous nous sommes confrontées. Nous ne nous sommes pas embarquées dans d'infinies discussions qui ne nous auraient menées nulle part, nous avons mis au centre la question de la praxis sociale.

Tu ne jettes pas de son piédestal un *petit chef* en allant lui parler in abstracto des droits, tu le jettes à terre et le piétines en le mettant face à ses responsabilités et à son évidente incapacité à faire face à une situation qui a totalement perdu la dimension de micro conflit urbain.

Quand le problème devient affronter l'État et non un quelconque gang rival, le jeu prend des contours que le petit chef ne réussit même pas à saisir. A ce moment-là, c'est toi qui a la situation en mains.

Q: Parlons à nouveau des espions et de comment vous avez affronté ce problème.

R: Le vrai problème, c'étaient les espions non connus et insoupçonnables. Ceux-là étaient parmi nous et ils ne faisaient pas partie de ceux qui se baladent avec la cocarde française. Comme tu le sais, une partie de l'économie de la banlieue est faite de micro trafics et c'est autour de ceux-ci que les Bac recrutent la majorité des infiltrés. Parce que c'est là qu'ils trouvent ceux qu'ils peuvent le plus facilement faire chanter. Il a donc fallu faire une série d'enquêtes en notre sein, ce qui n'a pas été facile parce que, dans une telle situation, il est arrivé que des personnes, pour résoudre des questions personnelles, de vieilles rancœurs ou d'autres choses plus stupides encore, tentent d'en discréditer d'autres en les faisant passer pour des espions.

Un travail pas facile et qui, dans certains cas, nous a amenés à commettre des erreurs, en accusant des personnes qui, par la suite, se sont révélées complètement transparentes.

Mais cela te donne aussi l'idée de comment, au moment où tu descends sur le terrain de l'affrontement

réel, de la praxis, et si tu ne te limites pas aux bavardages comme aime tant faire la gauche parisienne dans les salons, les scénarios auxquels tu dois te mesurer ne sont vraiment pas simples et, en définitive, la guerre tu apprends à la faire uniquement en la faisant.

Enfin, il faut parler de la tentative de frapper le mouvement de l'intérieur avec les groupes paramilitaires. C'est une opération qui n'a pas eu de grands succès parce que les tentatives qui ont eu lieu, nous les avons cassées dès leur apparition. Il faut cependant dire qu'en banlieue il y a une forte propagande raciste, principalement anti-arabe; comme tout le monde le sait le racisme anti-arabe est une chose très répandue en France, elle a amené sur le devant de la scène des groupes de droite liés à Le Pen lesquels, dans la banlieue, ont une certaine force et qui peuvent compter sur un appui et une couverture importante de la part des Bac. Le rapport entre Bac et groupes nazis est très étroit et, sur certains aspects, ils sont une seule et même chose. Sauf que les uns sont légalisés et les autres, pas encore.

Ces groupes paramilitaires ont été utilisés de deux manières. Premièrement, la manière légale que tous ont pu voir grâce à la télévision et aux journaux. C'étaient les faux citoyens que tous courraient interviewer et filmer grâce à des accords bien précis pris par la police avec les organes de presse et d'information. Dans ce cas, les lepénistes se montraient comme de bons citoyens faisant en-

tendre qu'ils représentaient la majorité de la population de la banlieue qui réclamait le retour de la légalité, de l'ordre et la répression de la révolte. Comme nous l'avons découvert en interrogeant longuement un des organisateurs de cette mise en scène volontaire, le ton des films et des interviews était imprégné de modération et de ce qui est communément défini comme le bon sens du citoyen moyen. C'étaient tous des discours contre la violence et qui tentaient de montrer la prise de distance de la part de la population vis-à-vis des incendiaires dans le but très clair de faire apparaître la guérilla comme l'œuvre de groupes absolument minoritaires qui n'avaient aucune légitimité à l'intérieur de la banlieue.

Une fois cette version déversée aux quatre vents, il devenait très facile de passer à la répression lourde. Elle a eu lieu, et cela te donne aussi une idée de l'importante unité atteinte par les différents pouvoirs pour s'opposer à nous, une véritable propagande de guerre de la part des médias et des organes d'information à notre rencontre. Journaux et télévisions n'arrêtaient pas de rapporter des interviews d'habitants des banlieues qui se disaient fatigués de ce qui se passait. Dans leur tête, cela devait être le début d'une opération à plus large spectre qui, dans un second temps, devait faire entrer en jeu des groupes paramilitaires camouflés en citoyens qui se mobilisaient pour rétablir l'ordre. D'abord il y a eu la propagande qui devait préparer le terrain du consensus, puis ces groupes seraient entrés en action. Mais le projet n'a pas fonction-

né pour au moins deux raisons. La première c'est l'intervention adéquate des forces militantes qui ont annihilé, par une série d'actions ciblées, toutes ou une grande partie des bases que les paramilitaires étaient en train d'installer dans les banlieues, récoltant, entre autre, un joli butin. Beaucoup de choses, beaucoup d'instruments qui devaient servir la contre-révolution sont passés à la logistique de la guérilla. Il est fort probable que les Bac se soient un brin énervé!

La seconde raison qui empêcha le succès de cette manœuvre, et bien plus importante à tous points de vue, fut le refus absolu que la majorité des habitants opposa à ces initiatives. Si les groupes guérilleros et les cellules frappèrent fortement leurs structures logistiques et militaires, on peut dire sans aucun type de triomphalisme que les masses les paralysèrent au niveau politique, parce que quand ils tentèrent de lancer n'importe quelle initiative publique, il se fit qu'ils étaient si peu à la suivre sous les yeux menaçants de tant de personnes qu'ils durent renoncer à celles-ci. D'un autre côté, et cela est très important, certains de ceux qui faisaient des interviews pour dénoncer la révolte furent punis de façon spontanée par des groupes de personnes qui s'étaient organisés précisément pour mettre fin aux dits citoyens responsables qui crachaient sur la lutte.

2. Tract anonyme venant des rues de la banlieue⁴⁰

Brûler simplement le décor que l'on ne veut plus voir, celui de la misère qui oppresse, celui de la ville-béton qui enferme, qui asphyxie. Brûler les moyens de transports qui humilient tous les jours l'impossibilité de sortir de ce gris. Brûler les écoles de «la République» qui sont les premiers lieux d'exclusion, de sélection, de tri, d'apprentissage de l'obéissance à tout prix. Brûler les mairies, gestionnaires de la misère, et les commissariats, synonymes d'humiliation, de brimades, de tabassages. Brûler l'État qui gère ces prisons à ciel ouvert. Brûler les locaux de partis politiques. Brûler les politiciens méprisants. Brûler l'élite. Brûler les entrepôts de marchandises, des concessionnaires automobiles, des banques, vidéoclubs, supermarchés, centres commerciaux, studio de production télé. Brûler et non voler. Juste pour voir partir en fumée cette marchandise pour laquelle on doit trimer et que l'on doit - «normalement» - convoiter, consommer, accumuler. Brûler parce que cela semble le seul moyen de se faire entendre, de ne plus être invisible. Brûler avec l'espoir évident de voir changer les choses.

40. Ce texte a circulé dans les rues de diverses banlieues durant la révolte de 2005.

3. Dans une révolte, on est avec les rebelles ou avec le pouvoir !⁴¹

Dans une société qui ne propose que la soumission à un prof, un patron, un flic, un contrôleur, un maton, un juge, l'État... on a toujours raison de se révolter.

On a raison de se révolter contre les assassinats commis par la police : Bouna Traore et Zyed Benna (15 et 17 ans) morts dans un transformateur le 27-10-05 à Clichy-sous-Bois, en fuyant les flics qui ont choisi de ne pas les secourir. Ils s'ajoutent à la longue liste macabre des centaines de jeunes tués par les forces de l'ordre.

On a raison de se révolter contre le racisme, institutionnel ou pas, contre les contrôles d'identité, contre le harcèlement de la police et de la justice, les rafles et les déportations de sans-papiers, les expulsions de squatteurs sous prétexte de « sécurité ».

Nous n'oublions pas Éric Blaise condamné à quatre mois dont deux ferme pour avoir tiré sur des canettes avec un pistolet à billes, retrouvé mort au matin du 13-11-05 à Fleury-Mérogis. La direction parle de suicide : « dans une crise de delirium, il se serait cogné la tête

41. Le texte suivant a été réalisé par un groupe de militants qui, pendant quelques temps, ont tenu des réunions ouvertes tous les jeudis à 19h à la bourse du travail de Montreuil, 24 rue de Paris, métro Croix de Chavaux, ligne 9, pour organiser toute une série de tâches liées à lutte dans les banlieues avec pour objectif de rompre l'isolement.

contre les murs de sa cellule ». Œdème cérébral dira l'autopsie. La famille se bat pour connaître la vérité. Il avait 28 ans...

Nous n'oublions pas la vengeance policière et judiciaire contre les émeutiers ou prétendus tels, les 5 000 gardes à vue, les 850 condamnations à des peines de prison ferme dont 120 mineurs.

Nous n'oublions pas Reda (21 ans) qui a eu la main arrachée par une grenade à Toulouse, le 7 novembre 2005. Sa mère déclare : « La grenade il l'a prise pour l'éloigner, parce qu'elle était tombée près d'un groupe d'enfants. Tous ses doigts sont restés sur place. Pour les secours, ni le Samu, ni les pompiers, personne ne s'est déplacé, c'est des jeunes qui l'ont emmené. Les CRS rigolaient. » (Radio Canal-Sud 12.11.05)

Ni Jérémy (20 ans), condamné à 4 ans ferme à Arras pour participation à l'incendie qui a détruit deux magasins d'ameublement, ni Hussein (23 ans), condamné à 1 an ferme à Bobigny, accusé d'avoir prêté un bidon d'essence à des copains, ni ces centaines d'autres condamnés à des peines ferme de 3 à 9 mois pour une poubelle incendiée, ni les deux de Toulouse condamnés à 3 mois ferme pour avoir montré leur cul aux CRS !

On a raison de se révolter contre un pouvoir et des politiciens qui, tout en leur interdisant le RMI et en organisant la précarité avec le contrat première embauche

(CPE), nouvelle version du CIP, reprochent aux jeunes de trafiquer, et contre des patrons qui délocalisent leurs boîtes à sueur tout en se plaignant que la jeunesse n'aime pas le travail surexploité (qui en voudrait ?).

Parce que la guerre contre les pauvres et le mouvement social s'amplifie, parce que l'État cherche à prévenir et à diviser tout mouvement de résistance en jetant les individus les uns contre les autres, que les gouvernements successifs empilent les nouvelles lois répressives : antiterroristes, de « prévention de la délinquance », contre l'immigration. Parce qu'il va mettre encore plus de keufs partout (école, trains...) et qu'il construit de nouvelles prisons pour les jeunes.

Parce que nous voulons sortir du piège à rats de ce système qui rend la vie toujours plus invivable et détruit une à une toutes les garanties qu'avait gagnées le mouvement ouvrier par ses luttes...

Nous manifestons notre solidarité aux jeunes poursuivis suite aux émeutes, et dont les procès continuent.

Prochain rendez-vous : 13 février 2006 à 13h au tribunal de Bobigny (M° Bobigny-Picasso) pour le procès de trois frères accusés de rébellion à agents.

Nous nous réunissons chaque semaine, sans organisations ni partis, pour échanger de l'information, préparer des actions, et rompre l'isolement qui nous démobilise.

4. Novembre 2005 : en partant des faits...

La révolte de novembre (on verra qu'il ne s'agit pas que d'émeutes) a commencé le 27 octobre 2005 à Clichy-sous-Bois, après la mort de deux jeunes qui étaient poursuivis par des flics. Ce qui au début semblait ne devoir être qu'une émeute localisée, phénomène courant après ce type de drame, a changé de nature lorsque la rébellion s'est étendue progressivement à l'ensemble du territoire. L'état d'urgence a été déclaré le 8 novembre suivant. La police a estimé être revenue à une « situation normale » le 17 novembre, en se fondant notamment sur le fait que, la nuit précédente, seules 98 voitures avaient été brûlées sur le territoire français, alors que la moyenne ordinaire est, « hors émeutes », de 90 par nuit...

Chaque groupe ou groupuscule politique se devait de produire une analyse de cet événement, et le plus surprenant n'est pas tant que quasiment tous centrent leurs propos autour de pleurnicheries sur les voitures particulières des vrais prolétaires incendiées par un lumpenprolétariat inconscient, stipendié, désespéré et autres conneries. Non, le plus surprenant c'est de constater qu'ils n'ont rien vu des faits.

Durant toute cette révolte, les médias et les politiques ont fait du nombre de véhicules brûlés le mètre étalon de l'amplitude du mouvement. Durant toute cette révolte, les médias et les politiques ont mis en avant (ex-

plicitement ou implicitement) un stéréotype de l'acteur de ces pratiques incendiaires, et chacun s'est imaginé le « jeune-délinquant-à-casquette », l'asocial hyper violent qui terrorise son quartier, le desperado en guerre contre tous et tout. C'est à partir de la construction fantasmée de cet archétype déshumanisé, le « jeune des banlieues » cher au sensationnalisme médiatique, que beaucoup ont pu affirmer que les jeunes lycéens⁴² déferlant sur les manif pour vandaliser seraient les mêmes que ceux qui ont été acteurs de la révolte de novembre. Peut-être que pour une petite partie d'entre eux cela est vrai... mais peu importe. Ce dont il s'agit là, c'est de construire artificiellement une catégorie ad hoc pour y ranger tous ceux que l'on ne comprend pas, on assiste à la création d'un monstre, de l'Autre qui ne peut être qu'un barbare sans rationalité. Mais la réalité n'a pas grand-chose à voir avec ces fantasmes. Les arrestations ont montré que les groupes d'incendiaires n'étaient constitués ni en tant que bande de cité ni comme bande « ethnique », mais plutôt comme groupe de copains d'école, de foot... ce n'est pas un détail, il ne s'agissait pas de défendre un territoire ou une identité quelconque. Les petits groupes d'incendiaires sont constitués d'entre trois et quinze personnes qui

42. La volonté d'embrouiller est telle que l'on dénie à ces préadolescents âgés de 12 à 15 ans, le fait qu'ils sont collégiens ou lycéens. Les médias, le ministère de l'Intérieur, les syndicalistes et les gauchistes les nomment « faux lycéens », comme si la scolarité n'était pas obligatoire jusqu'à 16 ans. On affirme ainsi qu'ils échappent à toute rationalité... alors que ce sont évidemment les médias, les gauchistes et les syndicalistes qui se mettent ainsi hors du monde réel.

n'ont en commun que le fait de subir leur condition de prolétaires, ils sont indifféremment basanés ou blancs, habitent dans des barres ou dans des pavillons, ils ne font partie ni de la catégorie des « délinquants professionnels » (ceux-là se garderont bien d'attirer le regard de la police sur eux) ni de celle des *béni-oui-oui*, ils sont simplement de la zone grise, de la condition moyenne des jeunes de banlieue.

Schématiquement, on peut dire que trois types de « pratiques » interconnectées ont eu lieu en novembre, et qui renvoient à trois types de personnes agissantes. La plus médiatisée, et de loin, a été l'incendie de voitures particulières. On a pu constater qu'elle était le fait de garçons très jeunes, souvent de moins de quinze ans. En se focalisant exclusivement sur ce type d'actes, les médias et le ministère de l'Intérieur ont cherché à occulter les autres aspects de la révolte, à bien des égards plus intéressants. Néanmoins un peu de jugeote permettait de constater que si l'on retire du nombre annoncé de véhicules incendiés la moyenne « normale » de 90 voitures quotidiennes, si l'on retranche également la part de véhicules qui ne sont en rien des «voitures du voisin» - c'est-à-dire les véhicules de l'État (et oui, ceux des services publics, quelle horreur !), EDF, GDF, la Poste, les autobus et autocars incendiés par parkings entiers - si l'on n'oublie pas de mettre de côté les automobiles des entreprises de location et de concessionnaires qui sont parties en fumée quotidiennement par dizaines voire par centaines, si l'on considère que c'est

parfois la voiture du maire, du député, du facho, ou celle dérobée à un bourge en centre-ville... alors le prétendu phénomène de la guerre désespérée de tous contre tous ne peut rester au centre de l'analyse.

Le second type de pratique, les « émeutes » proprement dites, c'est-à-dire les moments d'affrontement intenses et organisés avec les flics, ont été peu nombreux mais durs et longs. On a ainsi vu des affrontements se répéter plusieurs jours de suite, avec des guet-apens tendus aux flics et, à plusieurs reprises, des tirs d'armes à feu en direction des forces de police. Ces émeutes sont le fait de bandes de quartier homogènes, des jeunes garçons de tous âges soudés par une appartenance territoriale.

Parmi les villes où ces émeutes ont éclaté, on peut citer entre autres : Clichy et Montfermeil (d'où tout est parti), Le Mirail et La Reynerie (Toulouse), La Grande Borne (Grigny), Aulnay-sous-Bois, La Paillade (Montpellier), Rosny-sous-Bois... Pointe-à-Pitre. Ce qui les a caractérisées c'est que, contrairement à d'habitude (et oui, en France nous connaissons cet oxymore de l'émeute habituelle), le prétexte au déclenchement n'était pas dû à une injustice particulière faite à l'un des membres de la communauté (la cité), mais la solidarité, l'identification à un sort commun, c'est-à-dire la résistance à une situation d'injustice générale faite à tous.

La troisième forme de pratique s'apparente à de la « guérilla urbaine ». Des groupes peu nombreux de

jeunes entre 18 et 25 ans, mobiles, ont choisi des cibles précises et se sont organisés pour les incendier. Le choix des objectifs était très clair : l'État et les entreprises. Tous les types de bâtiments publics ont été visés : commissariats et postes de police, bâtiments municipaux (mairies, gymnases, MJC), bureaux de poste et d'EDF, écoles... ainsi que des véhicules de service public. De nombreuses entreprises locales ont aussi été visées : des concessionnaires automobiles, des entrepôts, des surfaces de vente et centres commerciaux... Des vengeances ciblées ont été réalisées contre les voitures, les domiciles, les permanences politiques des maires et des députés.

C'est ce phénomène qui a été central dans la révolte de novembre : des centaines de groupes se sont formés pour s'affronter avec l'État Surgissant de nulle part, se répandant telle une nappe d'huile, quelques dizaines de milliers de jeunes prolétaires se sont rapidement organisés pour frapper de manière diffuse. Sans mots d'ordre mais en frappant toujours plus juste, sans organe de liaison mais parfaitement synchrones, communiquant entre eux à travers leurs actes. Enfin, un phénomène plus difficile à cerner ne peut pas être passé sous silence. L'implication dans la révolte a parfois débordé la catégorie initialement impliquée, à savoir les «jeunes garçons de banlieue». Disons tout d'abord que ces derniers n'auraient pas pu agir comme ils l'ont fait s'ils n'avaient bénéficié d'une forme de soutien, même passif, d'une bonne part de la population des territoires où ils agissent. Mères, sœurs, pères, voisins,

nombreux sont ceux qui ont pris fait et cause pour les mêmes de leur quartier et ont témoigné notamment de leur hostilité envers la police. La présence des mêmes ainsi que de nombreux « militants radicaux » lors des comparutions immédiates a bien souvent transformé les halls des palais de justice de banlieues en terrains de contestation et d'affrontement. À l'occasion des procès ou après, les tribunaux ont aussi été la cible d'actions directes (cocktails Molotov sur la façade du TGI de Bobigny, véhicules de police incendiés dans l'enceinte du TGI de Bordeaux...).

D'autres prolétaires plus très jeunes se sont également approprié la pratique pyromane pour apporter leur contribution au débat en cours en incendiant leur entreprise. Notons à ce sujet que l'interprétation qui a souvent été avancée par la presse selon laquelle les entreprises auraient été incendiées par des jeunes qui protestent car elles n'embauchent pas assez les gens du coin (assisterait-on à la naissance d'un syndicalisme d'un genre nouveau ?) ne repose sur aucun fait constaté. Bien au contraire, les quelques personnes ayant été condamnées pour avoir incendié des entreprises étaient ou avaient été les employés de ces établissements.

Ces quatre phénomènes sont évidemment liés les uns aux autres. Il semblerait pourtant que la révolte, en se répandant en cercles concentriques autour de Clichy (d'abord la Seine-Saint-Denis, puis la région parisienne, puis le Nord, puis toute la France et même un peu la

Belgique et l'Allemagne), ait souvent commencé, les premiers jours, par des incendies de voitures pour se structurer ensuite en actions plus ciblées et plus organisées. Les formes les plus «spontanées» ont ainsi laissé place à des formes davantage « aguerries »...

A aucun moment, la révolte de novembre n'a pris l'aspect d'une guerre ethnique, et cela se voit aussi bien par le choix des cibles que par l'origine de ceux qui ont été interpellés. Les enfants de l'immigration y sont en proportion exacte de leur importance dans la population de prolétaires qui s'est révoltée, ni plus ni moins. De même, la délinquance n'y est en rien surreprésentée. Ceux qui se sont révoltés sont à l'image de la population des quartiers qu'ils habitent.

Les événements de novembre ne peuvent être perçus que comme une radicalisation et une massification d'un mouvement de révolte des jeunes prolétaires urbains qui secoue les banlieues française depuis bientôt trente ans. Au cours de ces trois semaines a été brûlé un quart des véhicules qui le sont en moyenne chaque année, et les objectifs attaqués ne représentent que 30% des actions réalisées annuellement. La révolte de novembre est un épisode d'une révolte permanente, la lutte de classe. Ce n'est que sur la base des faits précédemment cités qu'elle peut être analysée et critiquée.

[Tiré de Meeting, revue internationale pour la communisation, n°3, novembre 2006, pp. 31-33]

5. Chronologie de la révolte de 2005⁴³

Jeudi 27 octobre 2005. Clichy-sous-bois, le soleil déploie ses ultimes rayons. Une douzaine de jeunes se préparent à rentrer chez eux après une partie de foot. Pour raccourcir le voyage, ils décident de prendre un chemin plus court qui les fait traverser des chantiers. Quelqu'un, sûrement un des nombreux mouchards à la solde de la police, s'en rend compte et se rue sans perdre de temps pour téléphoner et sonner l'alerte : « un groupe de gamins est entré sur un chantier », rien de plus. C'est suffisant pour qu'une patrouille de flics se pointe directement sur les lieux. Avant de sortir de la voiture ils demandent des renforts et en quelques minutes il y a trois autres voitures qui patrouillent, onze agents commencent la recherche. Quand les jeunes se rendent compte de la présence de la police, ils savent bien ce qui est en jeu. Ils n'ont rien fait, c'est certain, mais ils savent bien qu'ils n'ont pas besoin d'avoir fait quoi que ce soit pour, dans le meilleur des cas, être humiliés de différentes façons pendant le

43. Cette petite chronologie, totalement incomplète, représente une partie des expressions des troubles que nous avons recueillis via diverses sources. Parmi ces dernières nous devons pointer : Cette semaine, la chronologie réalisée par Gavroche incluse dans le tract « la révolte des banlieusards » et dans le livret édité par Klinamen du texte de Miguel Amorós « La colère des banlieues », des témoignages divers et la presse bourgeoise. Nous avons décidé de ne pas y inclure les voitures brûlées – sauf l'une ou l'autre, propriété de l'ennemi – parce que la presse du régime a déjà suffisamment exagéré et nous a suffisamment bombardés de cette information.

contrôle d'identité, et dans le pire des cas, terminer au poste où tout peut arriver.

Pour six d'entre eux, la poursuite est courte, ils sont attrapés et mis en garde à vue. Cependant, la chasse continue pour attraper les trois qui se sont échappés. Muttin Altun, Zyed Benna et Bouna Traoré. Leur fuite les mène à une petite station électrique. Il fait déjà suffisamment noir, et ils pensent que s'ils se cachent suffisamment longtemps la police se fatiguera et s'en ira. Les trois jeunes ne se rendent pas compte que le lieu qui peut les cacher des yeux de la police cache un grand transformateur électrique. La tragédie arrive. Bouna et Zyed succombent sur le coup à la décharge électrique, Muttin est gravement blessé et appelle à l'aide.

Vendredi 28. La nouvelle de la mort des jeunes commence à se répandre, les premiers incidents ont lieu. Des coups de feu sont tirés contre des voitures des CRS, et dans les quartiers parisiens de Chêne-Pointu quelques 400 jeunes sortent dans les rues à l'aube pour affronter les sbires.

Samedi 29. Des milliers de jeunes assistent aux funérailles de Bouna et Zyed. Les représentants religieux et de diverses associations appellent au calme et à la « dignité ». Peu après, Clichy-sous-bois se transforme en champ de bataille. Au même moment, la répression s'abat sur le quartier pour tenter de contrôler les protestations. Malgré tout, les affrontements s'étendent déjà durant la soirée à Montfermeil et Le forestière.

Dimanche 30. Les émeutes continuent. Le garage de la police municipale de Montfermeil brûle.

Lundi 31. On attaque le poste central des forces de sécurité de Clichy-sous-bois. Il y a déjà à ce jour de nombreuses banlieues de la périphérie de Paris qui se joignent aux protestations. La police, par la voix d'un de ses porte-paroles, décrit déjà la situation comme une *guerre civile* et demande l'intervention de l'armée.

Mardi 1e. Les émeutes continuent de s'étendre. À Sevran, on incendie des classes d'une école primaire. À Aulnay-sous-Bois on attaque la caserne de pompiers et la mairie. Dans les départements de la Seine-et-Marne, Yvelines et Val d'Oise, des petits groupes en mouvement constant attaquent le jour durant divers édifices publics ainsi que la police.

Mercredi 2. À certains endroits, les anti-émeutes sont attaqués à balles réelles. Un poste de police est ravagé, on attaque et on brûle les voitures d'une équipe de télévision nationale, un concessionnaire Renault, un grand supermarché de meubles, deux écoles primaires, un gymnase, une banque, les locaux d'une ONG, ceux d'une entreprise militaire, un bureau de poste, une école secondaire, une caserne de pompiers et un commissariat. À l'aube, l'explosion d'un artefact explosif cause d'importants dommages dans un cabinet d'imposition à Blaye (nord de Bordeaux). Cette septième nuit d'émeutes, il y eut 41 détentions. Les détenus à cette date sont au nombre de 135, dont 98 sous garde policière.

Jeudi 3. La révolte s'étend à des banlieues en dehors de Paris. Dans une zone industrielle, un dépôt de matelas de 15000m² est incendié. On balance un cocktail Molotov sur un palais de justice. Sont aussi la proie des flammes : une école, un centre culturel, une station de bus (brûlant 27 véhicules), un bureau de poste, et un bâtiment de la sécurité sociale. Le véhicule d'un administrateur appartenant au parti « communiste » est calciné pendant qu'il discute avec un groupe de jeunes. Un magasin de sport et un super marché sont saccagés. Un poste de police municipal est attaqué.

Vendredi 4. Lille et Toulouse se joignent aussi à la révolte. Dans le parking d'un centre commercial, de nombreux véhicules appartenant à des fonctionnaires d'un tribunal sont incendiés. On vole et on détruit le matériel informatique d'un autre tribunal de la région. De nombreuses écoles et un espace culturel sont incendiés, et on lance un cocktail molotov contre le commissariat d'un quartier de Paris et une synagogue. À Trappes, le feu provoqué dans un garage calcine 27 autobus.

Samedi 5. La révolte continue à s'étendre à toute la France, et il y a déjà 211 municipalités qui participent aux razzias. On perd le compte des incendies et sabotages. Le journal *El País* commente : « Le feu a détruit un nombre indéterminé de commissariats, de lycées et collèges, gymnases, bibliothèques, agences bancaires, supermarchés, coiffeurs et autobus ». Il faut de

nouveau souligner la destruction et/ou l'incendie de nombreuses stations de bus, d'un commissariat, d'une agence nationale pour l'emploi, un concessionnaire de voitures, de nombreuses écoles, un centre pour jeunes, un centre de courriers, et un centre commercial. En ce jour également, et pour la première fois, des petits sabotages ont lieu dans le centre de Paris. Le samedi s'achèvera sur quelques 200 détentions.

Les émeutes traversent les frontières et dans certains quartiers de Belgique (50 détenus), d'Allemagne, de Grèce et d'Italie des actions ou des troubles sont visibles.

Dimanche 6. Les attaques continuent. Un gymnase est incendié, un voiture explose dans un McDonald's, on incendie un supermarché, une bibliothèque municipale (d'État), un centre socioculturel, une énorme agence de production télévisuelle, deux écoles, quelques églises et un commissariat. On attaque l'équipe des journalistes RBT et on frappe une journaliste de la KBS. À Grigny, les révoltés utilisent des armes de gros calibre contre la répression. La police procède à 312 détentions.

Lundi 7. Un gymnase, deux écoles, un lycée et une bibliothèque d'État furent carbonisés. Un supermarché, un concessionnaire Renault et un Toyota sont incendiés. Il y eut de nombreuses attaques envers divers commissariats. Pendant cette journée meurt un vieux de 61 ans, après une bagarre l'ayant opposé à des jeunes qui

avaient incendié un container dans la banlieue de Stains. Apparemment, l'altercation lui aurait fait faire un infarctus (il aurait souffert d'un problème cardiaque).

La répression commence à s'intensifier. Le syndicat de police demande l'intervention de l'armée. Les détentions se multiplient (395), tout comme le nombre de répressés. D'un autre côté, des organisations islamiques de tout poil dénoncent la violence et appellent à la fin des troubles. L'Union des Organisations Islamiques de France publie une *fatwa* condamnant la violence.

Mardi 8. La bourgeoisie commence à craindre sérieusement que l'explosion de violence finisse en insurrection généralisée. Face à cette perspective, l'état d'urgence général est déclaré en France, en ayant pour cela recours à une loi remontant à l'époque de la guerre d'Algérie, une loi qui n'avait même pas été appliquée en Mai 68 et qui donne carte blanche à la répression. Sur le terrain, la répression pourra compter sur 20.000 agents, des procès rapides avec condamnations à des peines de prison ou d'expulsion, des tortures, suppressions d'aides sociales aux détenus, assistants sociaux, religieux, associations, moyens « paramilitaires »...

Malgré les mesures répressives, la révolte continue. Dans le nord, deux grands supermarchés sont incendiés. Dans le sud, le saccage d'un hypermarché échoue. Le bureau d'un journal local est attaqué et deux journalistes sont agressés. On attaque une gare au cocktail molo-

tov, empêchant de ce fait le transport public à Lyon. En Espagne, la bourgeoisie s'inquiète face à de petits signes de propagation de la révolte qui n'iront pas plus loin. On demande aux journaux espagnols de ne pas montrer « d'actions de vandalisme » pour éviter d' « alarmer la population ».

Mercredi 9. Une école est ravagée dans une petite cité de l'Est, et un transformateur de haute tension est incendié dans une autre du sud. Sarkozy ordonne des expulsions massives qui touchent les détenus, indépendamment du fait de posséder ou non un titre de séjour. Le couvre-feu s'étend à 38 districts (Paris, Marseille, Lyon...) et on arrête 120 personnes.

Jeudi 10. On brûle un restaurant scolaire, deux écoles, un lycée, des édifices publics et un poste de police. Encore plus de personnes vivent sous le couvre-feu, la police procède à 169 détentions.

Vendredi 11. Un restaurant est saccagé, un transformateur de haute tension est incendié, il y a une grande coupure d'électricité, on brûle une mosquée. 201 détentions.

Samedi 12. À Paris, les rassemblements publics et les réunions sont interdits pour toute la journée. Pendant ce temps là, le feu continue à flamber de partout : entrepôts, magasins, garderies, commissariats, tribunaux, écoles, lycées, centre religieux... Un transformateur EDF est neutralisé. 206 détenus.

La Grèce, la Belgique, l'Allemagne, et la Hollande enregistrent des petits troubles et des actions en plus ou moins grande mesure.

Dimanche 13. On incendie 3 écoles, un gymnase, des locaux d'ONG, des supermarchés. À Lyon, les troubles arrivent vers le centre. Cependant, peu à peu, district par district, le reflux des troubles commence à se faire évident. 164 détentions.

Lundi 14. On incendie : deux locaux d'associations d'État, une garderie, un institut, un bureau du tourisme, un parking d'autobus et un transformateur. De plus, ils lancent des bouteilles d'acide contre une administration, ainsi que des molotov contre une succursale du trésor public.

Mardi 15. Les lois contre l'immigration s'endurcissent. Dans une île de Guadeloupe il y a une fusillade contre des barrages de police. 42 détenus.

Mercredi 16. Les troubles iront en diminuant après 20 jours, jusqu'à progressivement disparaître.

6. *Compilation Liberté pour les prisonniers de Villiers-le-Bel*

Le 25 novembre 2007, Lakhamy Samoura et Moushin Sehhouli décèdent suite à la collision de leur moto avec une voiture de police, à Villiers-le-Bel. Les policiers quittent leur véhicule et s'empressent de fuir la scène. Quelques heures plus tard, la version officielle, relayée par les médias, est établie : les policiers ne sont pas responsables, la mort des deux adolescents, dont on salit la mémoire en les présentant comme des délinquants, est due à leur imprudence.

Face au mensonge d'État, la colère de centaines d'habitants de tous âges explose. Les trois nuits de révoltes seront matées par l'envoi de centaines de policiers. Plusieurs dizaines de policiers sont blessés, notamment par des tirs d'arme à feu, le président de la république demande que des têtes tombent pour laver l'affront. A la « pacification » policière succède une longue phase de répression judiciaire.

Trois séries de procès ont eu lieu, apportant chacun leur lot de condamnations. Depuis février 2008, Abderrahmane et Adama Kamara sont incarcérés. Condamnés sans preuves et essentiellement sur la base de témoignages anonymes rémunérés, en 2010, puis en appel en 2011, à des peines de 15 et 12 ans de prison, les frères Kamara ont fait les frais d'un procès pour l'exemple.

A l'inverse, les rares procès où des flics ou des matons sont mis en cause pour violences, ou même homicides, aboutissent à des non-lieux, des acquittements ou des peines dérisoires. Depuis bientôt 6 ans, après une série de non-lieu et de renvois, le flic responsable de la mort de Lakhamy et Moushin a eu droit à un procès mené par un juge complice et un procureur complaisant qui a demandé sa relaxe.

Les familles des victimes attendent toujours que Vérité et Justice soit faite. Parce que d'Amiens à Marseille, les crimes policiers, les révoltes et la répression se répètent, parce que les violences policières et la prison touchent au quotidien les quartiers partout en France, les initiatives de solidarité doivent se multiplier. Avec cette compilation, des rappeurs de toute la France se mobilisent pour lutter contre les crimes racistes et sécuritaires.

Les bénéfices de la compilation seront intégralement reversés aux prisonniers.

Liberté pour les frères Kamara !

«Liberté pour les prisonniers de Villiers-le-Bel», la compilation de soutien, réalisée par BBoyKonsian et Angles Morts, est disponible dès à présent en format CD et Digital.

Tracklist :

- 1) Akye «Intro»
- 2) Fils du Béton «Le verdict»
- 3) Kommando Toxik «Antiporc»
- 4) Les Evadés «Quand le chien aboie»
- 5) Dangereux Dinosaures «L'or du Vatican»
- 6) Ancrages «Les morts n'ont pas tous la même peau»
- 7) Six Hood «Monde d'hommes»
- 8) Hardkore & Âme «Gueule froide»
- 9) Dirty Jack «Interlude»
- 10) Fik's et P.Kaer «Vérité et justice»
- 11) B.James «Bois d'ébène»
- 12) Mayday (Killabizz) feat Renno et Nitro
«Jugés coupables»
- 13) Ksir Makoza «Tcheck ça»
- 14) Kash Leone «Injustice»
- 15) Soledad «A qui la faute»
- 16) Corbac «100 rancune : chapitre 3»
- 17) Aïckone et Soldat TK «Personne»
- 18) Première Ligne «La valeur d'une larme»

Prolétaires Internationalistes

Prolétaires Internationalistes